

Systeme Alimentaires Resilients

Les Points Forts du
Programme 2018-2019



Points Fort des Systèmes Alimentaires Résilient 2018–2019

| December 2019 |

IFAD / ICRAF

| “Les désignations employées et la présentation des données dans cette publication n’impliquent de la part de World Agroforestry ou du Fonds International de Développement Agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La présente publication ou toute partie de celle-ci peut être reproduite sans autorisation préalable du CIRAF ou du FIDA, à condition que : la publication ou l'extrait reproduit soit attribué conjointement au CIRAF et au FIDA ; le titre de la présente publication soit indiqué dans toute publication de ce type ; et qu'un exemplaire soit envoyé à la fois au CIRAF et au FIDA.” |

Conception et Mise en Forme: Debra-Jean Harte and Jodie Watt

Édition et Production: Sabrina Chesterman, Rodrigo Ciannella and Jonky Tenou

Pour en savoir plus: www.resilientfoodsystems.co

Rodrigo Ciannella | R.Ciannella@cgiar.org

Jonky Tenou | Y.Tenou@ifad.org

Jean-Marc Sinnassamy | Jsinnassamy@thegef.org

Photo de Couverture: © Georgina Smith, Hugh Rutherford (CGIAR Photography)



Produit par World Agroforestry (ICRAF)



**Le programme des Systèmes
Alimentaires Résilients renforce la
durabilité et la résilience à long
terme de la sécurité alimentaire en
Afrique subsaharienne.**



Les petits exploitants agricoles reçoivent une aide pour renforcer la santé des sols, accéder à des semences résistantes à la sécheresse, ajuster les périodes de plantation et les portefeuilles de cultures, et améliorer l'agrobiodiversité à la ferme.

Sommaire

Avant-propos	1
SECTION 1. CONTEXTE DU PROGRAMME 3	
CHAPITRE 1	5
Contexte	
Les Pilotes de l'Approche Intégrée	7
CHAPITRE 2	10
Le Programme des Systèmes Alimentaires Résilient	
Strucure de mise en oeuvre	10
L' organisation des Systèmes Alimentaires Résilient	14
Orientation Géographique du Programme	15
Projet Nationaux	17
Projet de Centre Regional	19
Alignment sur les Objectifs Nationaux et Mondiaux	20
L'Approche du Programme: Engager – Agir – Suivre	21
SECTION 2. ENGAGER	23
CHAPITRE 3	27
Influencer les processus de dialogue politique et institutionnel	
CHAPITRE 4	34
Faciliter les processus multipartites	
CHAPITRE 5	37
Encourager les partenariats innovants et l'engagement du secteur privé	
CHAPITRE 6	43
Mécanismes d'accès à l'information et de partage des connaissances pour la mise à l'échelle des systèmes agricoles durables	
SECTION 3. AGIR	45
CHAPITRE 7	47
Tirer profit du secteur privé pour intensifier le développement de la chaîne de valeur durable	
CHAPITRE 8	54
Services de conseil rural	
CHAPITRE 9	61
Développer les solutions innovantes et les meilleures pratiques	
SECTION 4. SUIVRE	67
CHAPITRE 10	69
Surveillance et évaluation multi-échelles des avantages environnementaux et du progrès socio-économique au niveau mondial	
CHAPITRE 11	74
Partenariats stratégiques et investissements cofinancés dans le suivi des projets	
CHAPITRE 12	87
Renforcer la capacité des parties prenantes à appliquer des outils et des pratiques appropriés pour le suivi de la résilience	
CHAPITRE 13	91
Des solutions innovantes de suivi	
SECTION 5. ÉCHANGES D'APPRENTISSAGE ET QUESTIONS TRANSVERSALES	93
CHAPITRE 14	95
Apprentissage Sud-Sud	
CHAPITRE 15	107
Ciblage du Genre	
CHAPITRE 16	113
Défis et leçons apprises	

Avant-propos



FONS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

L'Afrique subsaharienne est confrontée à des défis sans précédent au cours des prochaines décennies. La demande de nourriture va augmenter de façon spectaculaire pour répondre aux besoins d'une population croissante, qui devrait atteindre 2,6 milliards d'habitants d'ici 2050. Pourtant, la région a été identifiée comme l'une des plus vulnérables au changement climatique, en raison de l'imprévisibilité inhérente aux précipitations. En outre, les petits exploitants agricoles, qui représentent 80 % des exploitations agricoles et assurent la majeure partie de la production alimentaire de la région, sont extrêmement vulnérables à la dégradation de l'environnement, en particulier dans les régions arides où les menaces sont exacerbées par le changement et la variabilité climatiques.

Bien que ces défis ne soient pas insolubles, ils nécessiteront des solutions innovantes appliquées par une approche coordonnée pour maximiser le potentiel de résultats efficaces à l'échelle. C'est la raison d'être du programme de promotion de la durabilité et de la résilience de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, qui a été lancé par le FEM pour faire progresser l'approche intégrée de la lutte contre la dégradation de l'environnement dans les petites exploitations agricoles. Le programme consiste en un partenariat de 12 pays - Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sénégal, Swaziland, Tanzanie et Ouganda - engagés conjointement dans des zones arides où les menaces de la dégradation de l'environnement et de l'insécurité alimentaire sont les plus importantes.

Le FIDA est le chef de file du programme de systèmes Alimentaires Résilients soutenu par le FEM et travaille en partenariat avec Conservation International, le PNUE, le PNUD et l'ONUDI. Les forces combinées de ces institutions ont permis au programme d'engager davantage un large éventail de partenaires techniques et de développement, notamment deux Centres du Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale (Bioversity et World Agroforestry) et l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA). Le programme

est mis en place pour renforcer les cadres institutionnels pour l'engagement des multiples parties prenantes, la mise à l'échelle des pratiques et innovations réussies, et le suivi et l'évaluation des avantages et de la résilience de l'environnement mondial. L'effort de collaboration a également engendré un processus d'apprentissage adaptatif pour faire progresser l'approche intégrée, qui est essentielle pour assurer la durabilité et la résilience à long terme des systèmes de production.

Ce rapport couvre les deux premières années de mise en œuvre et donne un aperçu encourageant des activités en cours dans les 12 pays. Il met également en évidence le potentiel considérable d'apprentissage et de partage des connaissances pour catalyser une transformation à grande échelle dans les zones arides, ce qui aidera les communautés de petits exploitants agricoles à réaliser des gains productifs grâce à une meilleure gestion des terres, des sols, de l'eau et de l'agrobiodiversité en vue de la durabilité et de la résilience.



Gustavo Fonseca

Directeur de Programmes, Fonds pour l'Environnement Mondial



Investir dans les populations rurales

Au cours des deux dernières années, le FIDA s'est engagé dans le Programme des Systèmes Alimentaires Résilients (RFS) en vue de soutenir un changement systémique dans l'agriculture africaine pour renforcer la résilience des petits exploitants et atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Je suis heureux de vous faire part des progrès que nous avons accomplis dans la réalisation de ces objectifs, qui découlent de l'effort collectif de nos partenaires à tous les niveaux. Ce rapport met en évidence nos réalisations depuis juin 2017.

Dans un contexte de complexité et d'incertitude croissantes en Afrique subsaharienne, imputables au changement climatique et aux chocs inattendus, la sécurité des systèmes d'approvisionnement alimentaire reste une priorité principale pour tous les pays africains. La promotion de mécanismes de coordination, de planification et d'investissement multipartites dans l'agriculture durable à l'échelle et

la promotion de politiques de soutien et d'incitations pour les petits exploitants agricoles à adopter des pratiques durables et résistantes sont des domaines clés d'action et de soutien collectifs qui auront un impact plus important sur le terrain.

Au fil des ans, le FIDA a élevé la durabilité environnementale et le changement climatique au rang de priorités transversales qui sont intégrées dans l'ensemble de ses investissements dans les zones rurales. Le programme des Systèmes Alimentaires Résilients, grâce à son approche intégrée, représente une plate-forme efficace pour aider à la réalisation de cet objectif d'intégration.

Face à des défis croissants, je suis fier de la collaboration et du partenariat fructueux entre le FEM et le FIDA et je tiens à remercier personnellement tous nos partenaires et collègues qui travaillent main dans la main pour la rendre efficace.



Ms Margarita Astralaga

Margarita A. Astralaga

Directrice de la Division Environnement, Climat, Genre et Inclusion Sociale - FIDA

Section 1.

Contexte du Programme







Contexte

L'insécurité alimentaire en Afrique va probablement s'intensifier dans les prochaines décennies. La demande de nourriture augmentera fortement car la population devrait doubler d'ici 2050 dans une région déjà confrontée à un déficit alimentaire chronique, où un quart de la population est sousalimentée. Du côté de l'offre, les petits exploitants agricoles sont confrontés à une qualité de sol de plus en plus médiocre et aux rendements les plus faibles du monde. Le changement climatique aggrave encore les risques auxquels l'agriculture est confrontée, car les agriculteurs ont une capacité d'adaptation limitée.

Les Systèmes Alimentaires Résilients (RFS) est l'un des trois projets Pilotes d'Approche Intégrée financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Par le biais des RFS, le FEM cherche à positionner la gestion du capital naturel comme une priorité dans les efforts en cours pour transformer le secteur agricole et assurer une production alimentaire durable en Afrique subsaharienne. **La mise en oeuvre est dirigée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), en collaboration avec 12 pays africains et plusieurs partenaires régionaux.**



Le RFS a engagé douze pays africains (Burkina Faso, Burundi, Eswatini, Ethiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sénégal, Tanzanie et Ouganda), tous situés dans les régions arides de l'Afrique subsaharienne où la menace de la dégradation de l'environnement et du changement climatique est une contrainte majeure à la production alimentaire. Ces pays sont bien placés pour exploiter les bonnes pratiques en vue d'assurer la durabilité et la résilience à long terme de la production alimentaire en réduisant la dégradation des terres et la perte de biodiversité, en récupérant la végétation naturelle et en augmentant le carbone du sol.

Le programme quinquennal s'est engagé à **favoriser la durabilité et la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne**, en contribuant à un changement de paradigme dans l'agriculture du continent: un changement qui souligne l'importance du capital naturel et des services écosystémiques pour améliorer la productivité agricole.

Le programme engage directement 12 pays d'Afrique subsaharienne dans l'intégration de la gestion du capital naturel et des services écosystémiques par des investissements visant à améliorer les petites exploitations agricoles et la sécurité alimentaire.



Les Pilotes de l'Approche Intégrée



fem FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

CE QUI REND LE PILOTE DE L'APPROCHE INTÉGRÉE (PAI) DIFFÉRENT

- Les programmes du IAP sont conçus pour être ancrés dans des contextes géographiques qui reflètent la nature des facteurs et des menaces associées auxquels on s'attaque: le programme IAP de Sécurité Alimentaire (RFS), opère dans les régions arides où le risque de dégradation est exacerbé par les effets du changement climatique.
- Le programme IAP facilite une “communauté de pratique” qui sert de plate-forme pour l’apprentissage commun et la mise en œuvre d’une approche intégrée visant à promouvoir la durabilité et la résilience dans les pays des zones arides.
- Au niveau du système d’un pays, l’approche du programme IAP facilite la planification et la mise en œuvre conjointes par les ministères chargés de l’agriculture, des ressources naturelles et de l’environnement, avec l’engagement de divers acteurs de la communauté du développement, du secteur privé et de la société civile.
- Il initie le dialogue entre les différentes entités là où il n’existe pas encore, et développe des actions communes là où il existe.
- Le processus d’engagement des parties prenantes est apparu comme un ajout important au programme qui, à l’avenir, conduira à une plus grande intégration intersectorielle, pour réaliser des changements au niveau du système et des économies d’échelle.
- Le fait de réunir les différentes parties prenantes qui travaillent dans les paysages (gouvernements, secteur privé, communautés, financiers/investisseurs, etc.) entraînera des changements au niveau des systèmes, des politiques, des réglementations et des pratiques, qui pourront ensuite conduire aux changements nécessaires sur le terrain au niveau “local”.
- Le financement progressif des avantages environnementaux mondiaux entraîne un changement de système.

Systèmes Alimentaires Résilients (RFS)



Le programme est conçu pour promouvoir la résilience et la durabilité des petits exploitants agricoles en favorisant la gestion durable des ressources naturelles essentielles à la sécurité alimentaire en Afrique. En montrant les liens directs et le lien entre des paysages sains et la résilience et la sécurité alimentaire d'une manière compréhensible pour les décideurs, les utilisateurs des terres et les agriculteurs, les pays sont mieux placés pour offrir de multiples avantages en matière d'environnement et de développement tout en gérant les compromis.

Plateforme Mondiale pour les Villes Durables (GPSC)



LE DÉFI:

Les zones urbaines se développent à un rythme sans précédent, avec plus de la moitié de la population mondiale (près de 4 milliards de personnes) résidant désormais dans les villes. L'urbanisation rapide offre des opportunités, mais les défis se présentent en tandem. La manière dont les villes répondent à cette croissance rapide aura un impact durable sur l'environnement mondial.

LA SOLUTION DE L'APPROCHE INTÉGRÉE:

La plateforme mondiale pour les villes durables (GPSC) est une plateforme de partenariat et de connaissances qui promeut des solutions intégrées et un soutien de pointe pour les villes qui cherchent à améliorer leur durabilité urbaine. La plateforme comprend actuellement 28 villes dans 11 pays. La GPSC travaille avec des praticiens et des leaders d'opinion du monde entier afin de développer des solutions pour une croissance urbaine durable. Ensemble, nos villes partenaires peuvent progresser vers leurs visions et objectifs d'être des villes compétitives, inclusives et résilientes.

Partenariat pour la Bonne Croissance (GGP)



LE DÉFI:

Le soja, le boeuf et l'huile de palme sont considérés comme les principaux facteurs de la déforestation tropicale actuelle. Les conséquences sont notamment la perte d'habitats et de biodiversité et l'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone, qui contribuent au changement climatique ainsi qu'à la dégradation des services écosystémiques essentiels tels que l'eau propre et l'air frais, dont nous dépendons pour notre survie. Pour ces raisons, il n'a jamais été aussi important de forger de nouvelles façons de faire des affaires qui permettent une "bonne croissance" sans les conséquences environnementales associées à une production agricole non durable et à la déforestation.

LA SOLUTION DE L'APPROCHE INTÉGRÉE:

En travaillant avec un large éventail de parties prenantes, des petits producteurs aux gouvernements nationaux et aux entreprises mondiales, le Partenariat pour une Bonne Croissance encourage une approche holistique de la durabilité qui englobe des chaînes d'approvisionnement entières. Au lieu de traiter la production, la demande et les interventions en matière d'investissement comme des voies distinctes, Le Partenariat examine où les couches de la chaîne d'approvisionnement s'intègrent et se chevauchent pour renforcer les incitations financières et la demande de produits agricoles de base produits de manière durable. En combinant les forces, le Partenariat pour la Bonne Croissance vise à fournir un modèle de réforme systémique à grande échelle qui capitalise sur les forces de chaque partenaire.

Pourquoi nous devons améliorer la résilience des systèmes alimentaires africains



L'Afrique est confrontée à un changement démographique majeur, avec une population du continent qui devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 2,6 milliards d'habitants, selon les estimations.



L'Afrique possède 60 % des terres arables **non cultivées restantes dans le monde**.



Cependant, la dégradation des terres et les pratiques agricoles **non durables sont en cours et la fertilité** des sols diminue rapidement.



La variabilité du climat et les extrêmes saisonniers menacent la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



La baisse des rendements des petites exploitations agricoles dans les zones arides.



L'accent mis sur les aliments de base a des répercussions sur la disponibilité et l'accessibilité économique des aliments nutritifs et a un impact sur la biodiversité.



La faible productivité agricole se traduit par un faible retour sur investissement et un faible revenu pour des millions de petits agriculteurs qui constituent une grande partie du système alimentaire en Afrique.



Une dépendance insoutenable vis-à-vis des importations, avec l'Afrique **qui importe actuellement des céréales pour un coût de 20 milliards de dollars par an**.



L'augmentation de la productivité agricole est une ambition essentielle pour tous les pays d'Afrique.



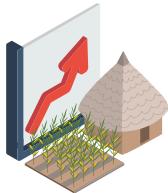
Le développement économique rural par l'agriculture doit jouer un rôle important dans la création d'emplois pour les 10 à 12 millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année.





Le Programme des Systèmes Alimentaires Résilients

Structure de mise en oeuvre



5 Ans

Durée du Programme
(2017 - 2022)



12

Projets Nationaux

+1

Centre Régional

L'initiative RFS est mise en oeuvre de 2017 à 2022. Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a dirigé la conception du programme et fournit son financement de base (116 millions de dollars US). Le programme compte 785 millions de dollars US supplémentaires de cofinancement fournis par des agences techniques, des gouvernements et d'autres partenaires. Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) dirige la mise en oeuvre de l'ensemble du programme et est l'agence du FEM responsable des projets nationaux du Burkina Faso, d'Eswatini, du Kenya, du Malawi, du Niger et de la Tanzanie, en plus de codiriger (avec l'ONUDI) le projet du Sénégal.

En termes de gouvernance, le programme RFS bénéficie d'une orientation stratégique et politique fournie par un Comité Consultatif composé de hauts responsables de politiques des 12 pays et de représentants des partenaires de financement et de mise en oeuvre. Le Comité Consultatif fournit des orientations stratégiques et politiques pour le programme, en conseillant les participants en fonction des besoins en ce qui concerne la mise en oeuvre et d'autres questions qui pourraient affecter la réalisation des objectifs du programme. Le cas échéant, des groupes consultatifs techniques sont également constitués avec des experts en la matière provenant de partenaires sélectionnés et de collaborateurs externes pour guider le programme sur des questions techniques ou scientifiques spécifiques.

L'Unité de Coordination du Programme, composée de membres des partenaires du Centre Régional, est abritée par World Agroforestry (ICRAF) à Nairobi, au Kenya.

Avantages environnementaux mondiaux attendus

Le programme RFS rassemble diverses parties prenantes - dont des groupes agricoles locaux, des gouvernements, des entités privées et des partenaires de recherche et développement - pour promouvoir la gestion durable des terres (SLM) afin de renforcer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne tout en générant des bénéfices environnementaux mondiaux (GEBs).

Les principaux objectifs du programme sont les suivants:

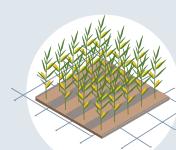


1,1 million d'hectares

soumis à des pratiques de production améliorées



Éviter l'émission de 59 millions de tonnes métriques de CO2



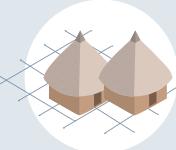
Amélioration de 15 à 25%

de la biodiversité génétique dans les petites exploitations agricoles



2,1 million d'hectares

soumis au SLM (gestion durable des sols)



2 million de ménages

bénéficiant du programme



LE BAILLEUR DE FONDS ET LA CONCEPTION DU PROGRAMME

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a dirigé la conception du programme et a fourni son financement de base (116 millions de dollars), ainsi qu'une orientation stratégique. Le FEM a été créé à la veille du Sommet de la Terre de Rio en 1992 pour aider à résoudre les problèmes environnementaux les plus urgents de notre planète. Depuis lors, il a fourni près de 20 milliards de dollars en subventions et mobilisé 107 milliards de dollars supplémentaires en cofinancement pour plus de 4,700 projets dans 170 pays. Grâce à son Programme de Petites Subventions, le FEM a apporté son soutien à près de 24,000 initiatives de la société civile et des communautés dans 128 pays. Le Fonds pour l'Environnement Mondial est un partenariat international regroupant 183 pays, des institutions internationales, des organisations de la société civile et le secteur privé qui oeuvrent pour résoudre les problèmes environnementaux mondiaux.



LE BAILLEUR DE FONDS ET LA CONCEPTION DU PROGRAMME

Le FIDA dirige la mise en oeuvre de l'ensemble du programme et est l'agence du FEM responsable des projets nationaux du Burkina Faso, d'Eswatini, du Kenya, du Malawi, du Niger et de la Tanzanie, ainsi qu'un co-leader (avec l'ONUDI) du projet du Sénégal. L'avantage comparatif du Fonds réside dans son travail lié à la dégradation des terres, au développement rural durable et à la gestion intégrée des terres, ainsi que dans son rôle dans la mise en oeuvre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification. Le FIDA a travaillé de manière intensive sur les terres marginales, les écosystèmes dégradés et les situations post-conflit.

ORGANISMES D'EXÉCUTION DU FEM



Conservation International (CI) est un partenaire d'exécution du projet du Pôle Régional, étant responsable du développement de cadres pour la surveillance et l'évaluation à grande échelle des services écosystémiques et des avantages socioéconomiques, ainsi que pour la mise en oeuvre d'un cadre de surveillance des avantages environnementaux mondiaux dans toutes les zones géographiques cibles (Composantes 3.1 et 3.2, pôle régional). CI travaille à l'échelle mondiale avec les gouvernements et s'engage avec tous les secteurs de la société pour atteindre l'objectif ultime d'amélioration du bien-être humain, en se concentrant particulièrement sur les services essentiels que la nature fournit. La fondation s'appuie sur sa science, son expérience en matière de financements innovants et de solutions communautaires, ainsi que sur son réseau de partenariats, pour relever efficacement les défis dans les domaines de la biodiversité, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, de la dégradation des terres et des eaux internationales.



L'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), avec l'ONU Environnement, codirige la création et le renforcement de cadres et de mécanismes institutionnels intégrés, en particulier le développement de l'interface Science-Politique (Composante 1.1, Centre Régional). La FAO promeut également (avec le PNUD et l'AGRA) la mise à l'échelle d'approches intégrées, visant spécifiquement l'adoption à grande échelle et renforcée de la gestion intégrée des ressources naturelles (INRM) pour favoriser la durabilité et la résilience des paysages de production et des agroécosystèmes (composante 2.1,

Centre Régional). En outre, la FAO est responsable de la mise en œuvre des projets nationaux au Burundi et, avec le PNUD, en Ouganda. En tant qu'agence des Nations Unies visant à vaincre la faim, la FAO fournit un soutien technique, est une source de connaissances et d'informations et aide les pays en développement et les pays en transition à moderniser et à améliorer les pratiques agricoles, forestières et halieutiques, en assurant une bonne nutrition et la sécurité alimentaire pour tous.



La Banque mondiale supervise la mise en œuvre du Projet de Gestion Durable des Terres et des Eaux (SLWMP) dans le nord du Ghana. Le Groupe de la Banque mondiale est une institution financière internationale de premier plan à l'échelle mondiale dans un certain nombre de secteurs. Elle possède une solide expérience en matière de prêts à l'investissement, axée sur le renforcement des institutions, le développement des infrastructures et la réforme des politiques dans tous les domaines d'intervention du FEM.



Le PNUD codirige l'élargissement des approches intégrées, avec la FAO et l'AGRA, en se concentrant particulièrement sur l'écologisation des chaînes de valeur alimentaires régionales et sur l'amélioration de leur résilience dans l'ensemble des 12 pays du programme (Composante 2.1, Centre Régional). En outre, le PNUD est responsable de la mise en œuvre des projets en Éthiopie, au Nigeria et, avec la FAO, en Ouganda. Le PNUD travaille dans environ 170 pays et territoires, contribuant à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités et de l'exclusion. Il aide les pays à développer des politiques, des compétences en matière de leadership, des capacités de partenariat, des capacités institutionnelles et à renforcer la résilience afin de pérenniser les résultats du développement.



Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement collabore avec la FAO dans le développement de cadres institutionnels, conduisant notamment à la mise en place d'une interface de soutien des connaissances scientifiques pour fournir des options afin de promouvoir et de soutenir les innovations en matière de durabilité et de résilience des agroécosystèmes (composante 1.2, Centre Régional). L'organisation travaille également avec Conservation International (CI) et Bioversity International sur le suivi et l'évaluation des avantages et de la résilience de l'environnement mondial (Composante 3.3, Centre Régional). Elle se concentre en particulier sur le renforcement de la capacité nationale à appliquer des outils et des pratiques appropriés pour le suivi de la résilience à de multiples échelles. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement coordonne les travaux des Nations unies sur les activités environnementales, en aidant les pays en développement à mettre en œuvre des politiques et des pratiques respectueuses de l'environnement. Il apporte au programme un grand nombre d'expériences pertinentes, de preuves de concept, de tests d'idées, ainsi que les meilleures connaissances et sciences disponibles sur lesquelles il peut fonder ses investissements. Il fait également office de Secrétariat pour trois des Accords Multilatéraux sur l'Environnement, dont le FEM est le/ un mécanisme financier.



L'ONUDI est responsable, avec le FIDA, de la mise en œuvre du projet d'appui aux Chaînes de Valeur Agricoles au Sénégal. L'ONUDI est l'agence spécialisée des Nations unies qui promeut le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la durabilité environnementale. Son avantage comparatif pour le programme réside dans sa capacité à impliquer le secteur industriel dans les domaines pertinents, ainsi que dans sa connaissance approfondie des petites et moyennes entreprises (PME) dans les pays en développement et les pays à économie en transition.

PARTENAIRES D'EXÉCUTION



L'AGRA collabore avec le PNUD sur l'écologisation des chaînes de valeur alimentaires régionales et l'amélioration de leur résilience (Composante 2.1, Centre Régional). L'AGRA est une alliance de partenaires - dont des agriculteurs et leurs organisations, des gouvernements, des organismes de recherche agricole, le secteur privé, des organisations non gouvernementales locales et la société civile - qui travaillent à améliorer de manière significative et durable la productivité et les revenus des petits exploitants agricoles sur le continent.



Bioversity International travaille avec le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et Conservation International (CI) pour renforcer la capacité à appliquer des outils et des pratiques appropriés pour le suivi de la résilience à de multiples échelles (Composante 3.3, Centre Régional). L'organisation collabore également avec le Programme de l'ONU pour l'Environnement et la FAO sur des activités liées à l'établissement d'une interface Science-Politique et d'une interface de soutien des connaissances scientifiques, ainsi qu'à la promotion de la gestion intégrée des ressources naturelles (INRM) à grande échelle et de son adoption accrue (Composante 1.2, Centre Régional). Bioversity International fournit des preuves scientifiques, des pratiques de gestion et des options politiques pour utiliser et sauvegarder la biodiversité agricole et arboricole afin d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.



Le World Agroforestry (ICRAF) abrite et gère l'Unité de Coordination du Programme à son siège de Nairobi, assurant des fonctions de coordination, de rapportage et de gestion générale dans les 13 projets pour l'impact, la visibilité et la cohérence du programme (Composante 4, Centre Régional). L'ICRAF apporte à cette initiative 40 ans d'excellence scientifique qui exploite les avantages des arbres pour les personnes et l'environnement. S'appuyant sur le plus grand dépôt de science et d'information sur l'agroforesterie au monde, l'ICRAF développe des produits et des pratiques de connaissance, des champs des agriculteurs à la sphère mondiale, pour assurer la sécurité alimentaire et la durabilité environnementale.

PARTENAIRES DE CONSEIL TECHNIQUE

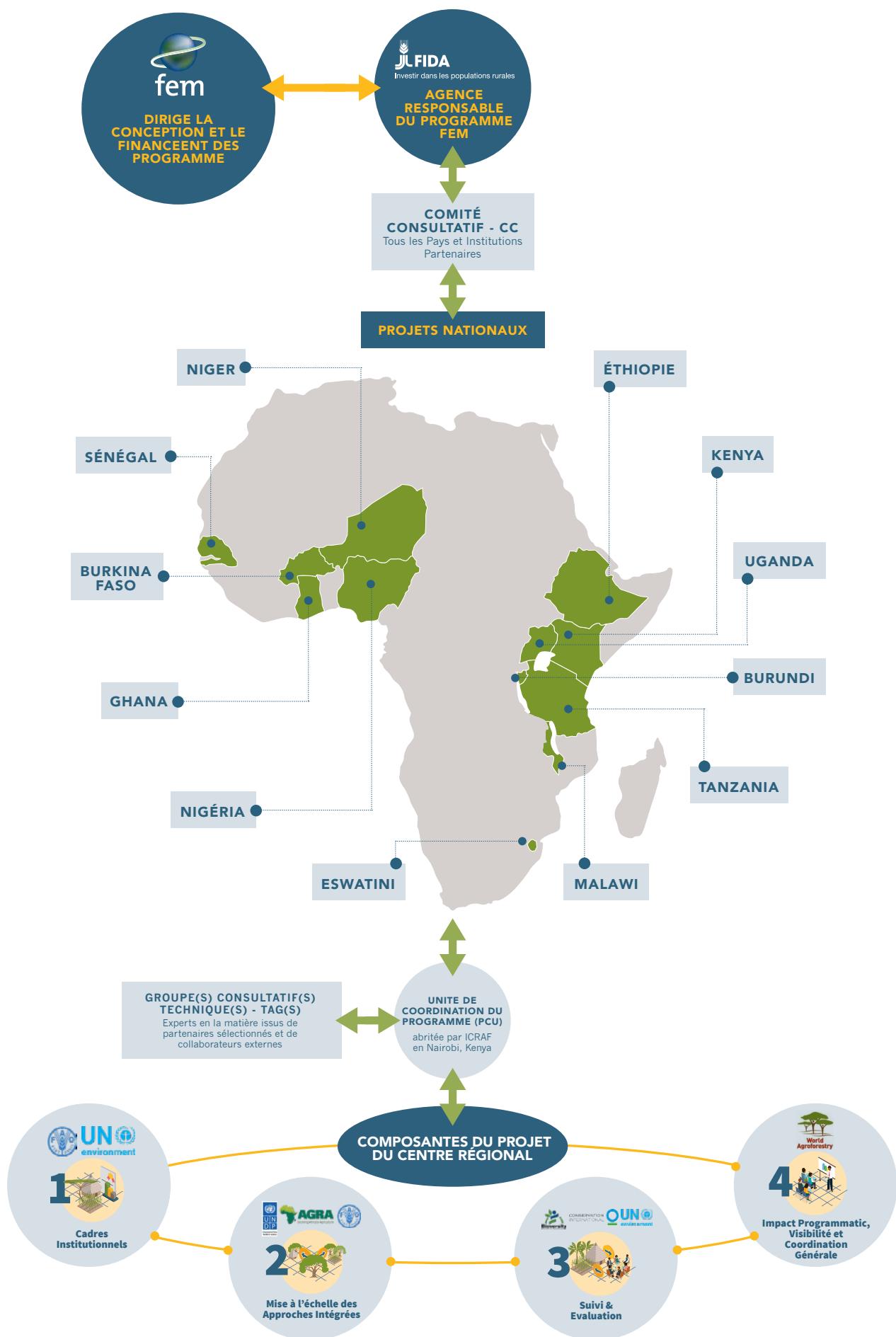


L'ESA collabore avec le Centre Régional pour le suivi et l'évaluation de l'impact du programme à des échelles multiples. En particulier, son Initiative d'Observation de la Terre pour le Développement Durable (EO4SD) soutient et complète les ressources clés du programme, avec des services d'Observation de la Terre (EO) et des capacités de surveillance et d'évaluation des terres au niveau des projets nationaux et régionaux. Le projet EO4SD contribue, en particulier, avec des informations sur la production de biomasse, la productivité de l'eau agricole, la consommation et le déficit en eau, ainsi que le potentiel d'érosion des sols, entre autres informations conçues pour le suivi de la gestion durable et intégrée des terres afin d'informer les Indicateurs au Niveau du Programme. Par l'intermédiaire du Pôle de Développement Agricole et Rural du EO4SD, l'ESA vise à promouvoir l'utilisation à grande échelle des produits et services d'information du EO pour les projets de développement international.



Le FEM STAP contribue au programme en tant que conseiller technique, en fournissant des conseils sur les questions scientifiques et techniques liées à la réalisation d'avantages environnementaux, socio-économiques et de sécurité alimentaire au niveau du programme. Le FEM STAP est composé de plusieurs conseillers experts soutenus par un Secrétariat, qui ensemble sont chargés de mettre le FEM en contact avec les données scientifiques les plus récentes, les plus fiables et les plus représentatives au niveau mondial.

Organisation du programme des Systèmes Alimentaires Résilients





Orientation géographique du programme

Le Programme des Systèmes Alimentaires Résilients cible quatre zones géographiques d'Afrique subsaharienne gravement touchées par la dégradation de l'environnement et la perte de services écosystémiques, ce qui se traduit par une faible productivité des cultures et du bétail et une insécurité alimentaire accrue.





SAHEL

Le Sahel est dominé par des systèmes de polyculture agropastorale et céréalière. Les rendements céréaliers sont faibles et stagneants et la prévalence de l'insuffisance alimentaire (lorsque la population ne consomme pas assez de calories pour une activité normale) est de plus de 30% dans des pays comme le Burkina Faso et le Sénégal.



Il est nécessaire de réduire la vulnérabilité de la population à l'insécurité alimentaire en stabilisant les rendements et en réduisant les risques par la collecte de l'eau, l'ajustement du calendrier des plantations et une meilleure intégration des cultures, des arbres et du bétail.



CORNE DE L'AFRIQUE

La Corne de l'Afrique est couverte par des systèmes arides, pastoraux et agropastoraux. Elle est souvent décrite comme la région du monde la plus touchée par l'insécurité alimentaire en raison de sécheresses récurrentes et de conflits armés. La prévalence de l'insuffisance alimentaire est donc très élevée - 44% en Éthiopie et 72% en Érythrée.



Afin de réduire la vulnérabilité et les risques et d'améliorer la sécurité alimentaire, il existe un potentiel de diversification des systèmes agropastoraux et d'amélioration de l'accès au marché pour les petits exploitants. La gestion des pâturages est essentielle dans toute cette zone.



HAUTS PLATEAUX D'AFRIQUE DE L'EST

Les Hauts Plateaux d'Afrique de l'Est couvrent un vaste étendu d'écosystèmes en raison de la diversité des altitudes, des conditions climatiques et des types de sol. Les densités de population sont très élevées et les parcelles ont tendance à être très petites - moins d'un hectare en moyenne. La pression démographique entraîne des niveaux élevés de déforestation et une gestion non durable des ressources naturelles, comme le sol des parcelles agricoles. La prévalence de l'insuffisance alimentaire est très élevée et varie de 36% au Kenya à près de 77% au Burundi en raison de la stagnation des rendements et de la forte croissance démographique.



Pour augmenter les rendements, les petits exploitants ont besoin d'un meilleur accès aux intrants, tels que des variétés améliorées de maïs, de blé, de teff et d'orge qui peuvent augmenter les rendements jusqu'à trois fois par rapport aux semences traditionnelles, mais la disponibilité et le coût restent des obstacles importants, ainsi que l'accès aux services de vulgarisation et à l'information. Afin de réduire la vulnérabilité de la population face aux risques de mauvaises récoltes, les systèmes agricoles doivent également devenir plus diversifiés et plus résistants face à des régimes de précipitations changeants et imprévisibles.



AFRIQUE AUSTRALE

La géographie cible de l'Afrique australe est une zone à fort potentiel pour la croissance agricole et la réduction de la pauvreté, avec le système de mélange de maïs comme priorité, car il représente une part importante du secteur agricole dans plusieurs pays de la région. Ce secteur est dominé par les petits exploitants, mais dans plusieurs pays, il existe également un secteur agricole commercial bien établi et de grande envergure, avec un accès à des semences améliorées, des engrains et des pesticides, et un meilleur accès routier aux marchés que dans de nombreuses autres parties de l'Afrique subsaharienne. Cela se reflète dans des rendements à l'hectare beaucoup plus élevés que dans les autres zones géographiques ciblées. L'insuffisance alimentaire est supérieure à 40% dans la plupart des autres pays de la région, et près de 50% dans des pays comme le Malawi. La production de maïs est de plus en plus vulnérable à la chaleur et au stress hydrique liés au changement climatique.



L'introduction de cultures résistantes à la sécheresse, le renforcement de la gestion des sols et de l'eau et la diversification sont des priorités dans cette région, associées à un meilleur accès aux marchés pour les petits exploitants.

Projets Nationaux

La RFS engage directement 12 pays dans l'intégration de la gestion du capital naturel et des services écosystémiques par le biais d'investissements visant à améliorer les petites exploitations agricoles et la sécurité alimentaire. Le programme œuvre en faveur d'une compréhension commune de la durabilité et de la résilience écologiques, base pour atteindre la durabilité et la résilience économiques des secteurs de production eux-mêmes.



BURKINA FASO



Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural (Projet Neer-Tamba)



Promouvoir la gestion durable des services écosystémiques pour assurer la sécurité alimentaire et accroître la résilience des petits exploitants agricoles.



NIGER



Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)



Assurer une sécurité alimentaire durable et renforcer la résilience des petits exploitants agricoles.



NIGÉRIA



Gestion Intégrée des Paysages pour Améliorer la Sécurité Alimentaire et la Résilience des Écosystèmes au Nigeria



Renforcer la durabilité environnementale à long terme et la résilience des systèmes de production alimentaire afin d'assurer une meilleure sécurité alimentaire nationale..

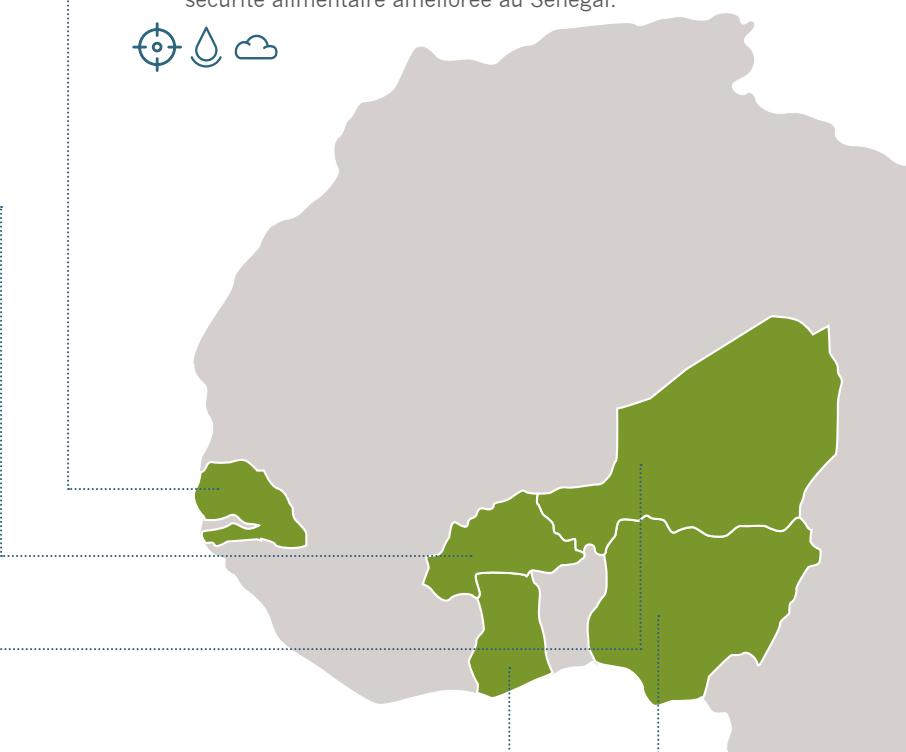


SÉNÉGAL



Projet de Soutien à la Chaîne de Valeur Agricole (PARFA)

Accroître la durabilité et la résilience de l'agriculture et des chaînes de valeur pour une sécurité alimentaire améliorée au Sénégal.



GHANA



Sustainable Land and Projet de Gestion Durable des Terres et de l'Eau (SLWMP)

Développer les pratiques de gestion intégrée des paysages dans certaines communautés cibles afin de maintenir les services écosystémiques.



ESWATINI



Agriculture Climatiquement-Intelligente pour des Moyens de Subsistance Résilients au Climat (CSARL)

Reproduire et promouvoir l'approche de la gestion durable des terres (SLM) sur le terrain afin d'accroître ou de maintenir les flux de services écosystémiques pour une production durable de cultures, d'élevage et de forêts, et de préserver la biodiversité. Le projet s'efforcerait également de renforcer la résilience des ménages face aux changements climatiques.



KEY



OBJECTIFS



DOMAINES D'INTERVENTION



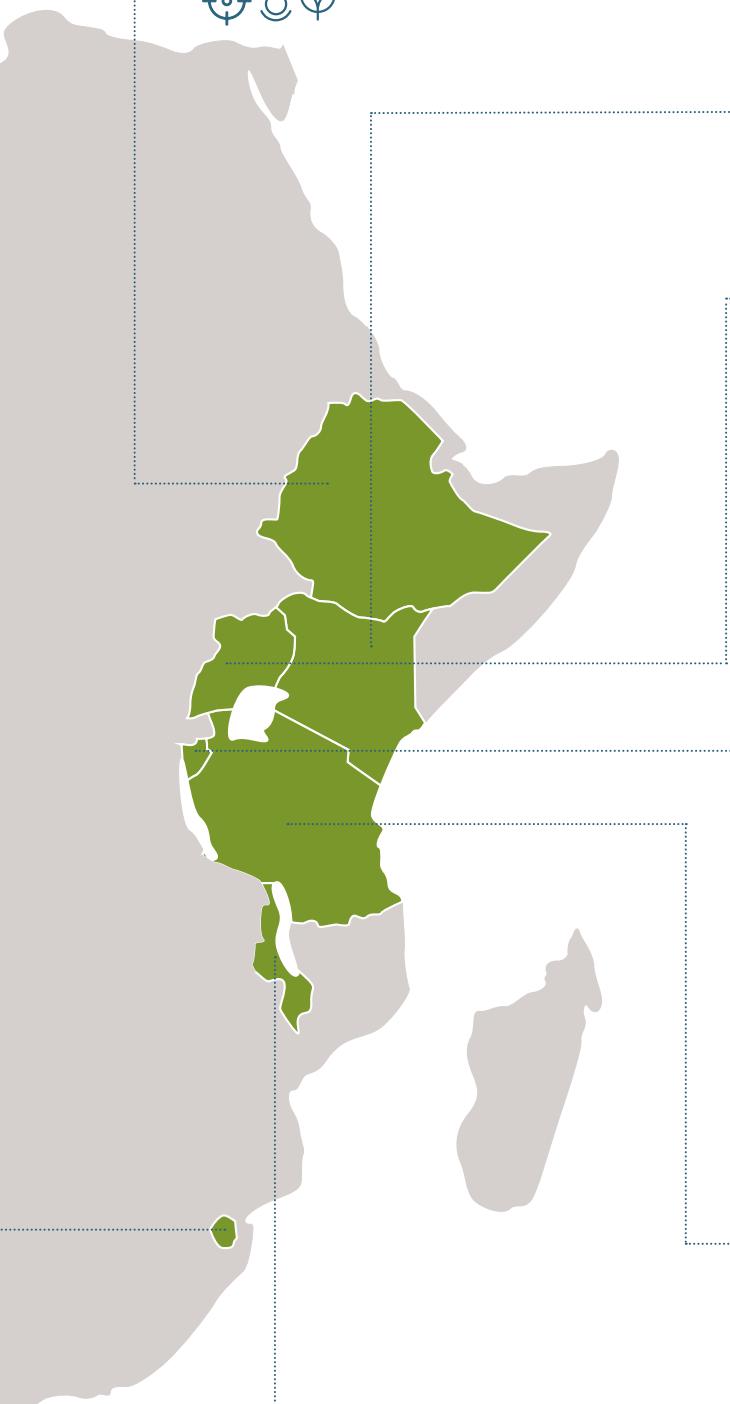
DÉGRADATION DES TERRES



BIODIVERSITÉ



CHANGEMENT CLIMATIQUE



ÉTHIOPIE

Gestion Intégrée des Paysages pour Améliorer la Sécurité Alimentaire et la Résilience des Écosystèmes

Renforcer la durabilité et la résilience à long terme des systèmes de production alimentaire en s'attaquant aux facteurs environnementaux de l'insécurité alimentaire en Éthiopie.



KENYA

Fonds pour l'Eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF)

Un bassin supérieur du fleuve Tana bien conservé, avec une amélioration de la qualité et de la quantité de l'eau pour les utilisateurs en aval (publics et privés) ; le maintien de flux d'eau réguliers tout au long de l'année ; le renforcement des services écosystémiques, en particulier la sécurité alimentaire, l'eau douce et la biodiversité terrestre, et l'amélioration du bien-être humain et de la qualité de vie des communautés locales en amont.



UGANDA

Promotion de la Durabilité et de la Résilience pour la Sécurité Alimentaire dans la Sous-Région de Karamoja

Améliorer la sécurité alimentaire en s'attaquant aux facteurs environnementaux de l'insécurité alimentaire et à leurs causes principales dans la sous-région Karamoja.



BURUNDI

Appui à la Production Alimentaire Durable et au Renforcement de la Sécurité Alimentaire et de la Résistance au Climat dans les Hauts Plateaux du Burundi

Améliorer les systèmes de production diversifiés pour une sécurité alimentaire et une nutrition durables grâce à une gestion intégrée et durable des paysages et à la mise en place de chaînes de valeur alimentaires durables.



TANZANIE



Inverser les tendances de la Dégradation des Terres et accroître la Sécurité Alimentaire dans les écosystèmes dégradés des zones semi-arides du centre de la Tanzanie (LDFS)

Inverser les tendances à la dégradation des terres et accroître la sécurité alimentaire en Tanzanie centrale en soutenant une gestion durable des terres et de l'eau et une adaptation basée sur les écosystèmes.



MALAWI

Renforcer la Résilience des Systèmes Agroécologiques (ERASP)

Renforcer la fourniture de services écosystémiques pour améliorer la productivité et la résilience des systèmes agricoles.



Projet du Centre Régional

Les activités dans ces pays sont coordonnées par un Centre Régional dans le but de donner la priorité à la gestion du capital naturel dans les efforts permanents visant à transformer le secteur agricole en Afrique subsaharienne et à assurer une production alimentaire durable. Le Centre Régional est un projet transversal dont les fonctions principales sont de fournir un soutien technique et scientifique, ainsi que de coordonner les 12 pays de mise en œuvre et d'améliorer l'apprentissage entre eux.

L'objectif est de garantir la complémentarité des programmes, conformément au modèle du IAP, en rassemblant les différentes parties prenantes travaillant dans des paysages communs (gouvernements, secteur privé, communautés, financiers/investisseurs, etc.), afin de renforcer la cohérence et la dynamique des changements au niveau des systèmes - politiques, réglementations et pratiques - qui peuvent ensuite conduire aux changements requis sur le terrain au niveau "local".

En partenariat avec une série d'acteurs et via les plateformes existantes en Afrique subsaharienne, le Centre Régional aide à surmonter les obstacles à l'inclusion des approches de services écosystémiques dans les politiques et les investissements pour une agriculture et des chaînes de valeur alimentaires améliorées et durables pour les petits exploitants.

L'accent est mis sur la facilitation du dialogue, des modèles, des indicateurs et des pratiques qui font le lien entre les programmes agricoles et environnementaux à différentes échelles. Cela implique, dans la mesure du possible, le renforcement des partenariats et des cadres institutionnels existants, l'apprentissage et la mise à l'échelle des méthodes réussies, et la facilitation de la création et du renforcement des partenariats et de l'engagement avec les plateformes scientifiques et politiques multipartites à travers le continent, ainsi que le suivi des progrès et de l'impact pour un meilleur apprentissage et une mise à l'échelle des méthodes réussies.

CENTRE REGIONAL

Les 12 projets nationaux sont reliés par le Centre Régional. Ce dernier comprend quatre éléments clés, dirigés par des partenaires institutionnels disposant d'une expertise technique essentielle pour soutenir les liens entre la science et la politique, la mise en œuvre et le suivi au sein des projets nationaux. Le projet du Centre vise à assurer une coordination globale en facilitant l'échange de connaissances et la vulgarisation des meilleures pratiques, ainsi que le suivi conjoint de l'impact aux niveaux national et régional.

COMPOSANTE 1



CADRES INSTITUTIONNELS

Créer et renforcer les cadres et mécanismes institutionnels intégrés pour étendre les approches multi-bénéfices qui ont fait leurs preuves

- 1.1 FAO
- 1.2 UNEP



COMPOSANTE 2



L'INTENSIFICATION DES APPROCHES INTÉGRÉES

Développer les approches et les pratiques intégrées

- 2.1 Le PNUD en collab. avec l'AGRA
- 2.2 FAO



COMPOSANTE 3



SUIVI ET ÉVALUATION

Suivi et évaluation des avantages environnementaux mondiaux et de la résilience des agroécosystèmes

- 3.1, 3.2 CI
- 3.3 UNEP en collab. avec Bioversity



COMPOSANTE 4



L'IMPACT, LA VISIBILITÉ ET LA COHÉRENCE DES PROGRAMMES

Fonctions de coordination, de rapportage et gestion générale dans les projets du IAP pour l'impact, la visibilité et la cohérence du programme

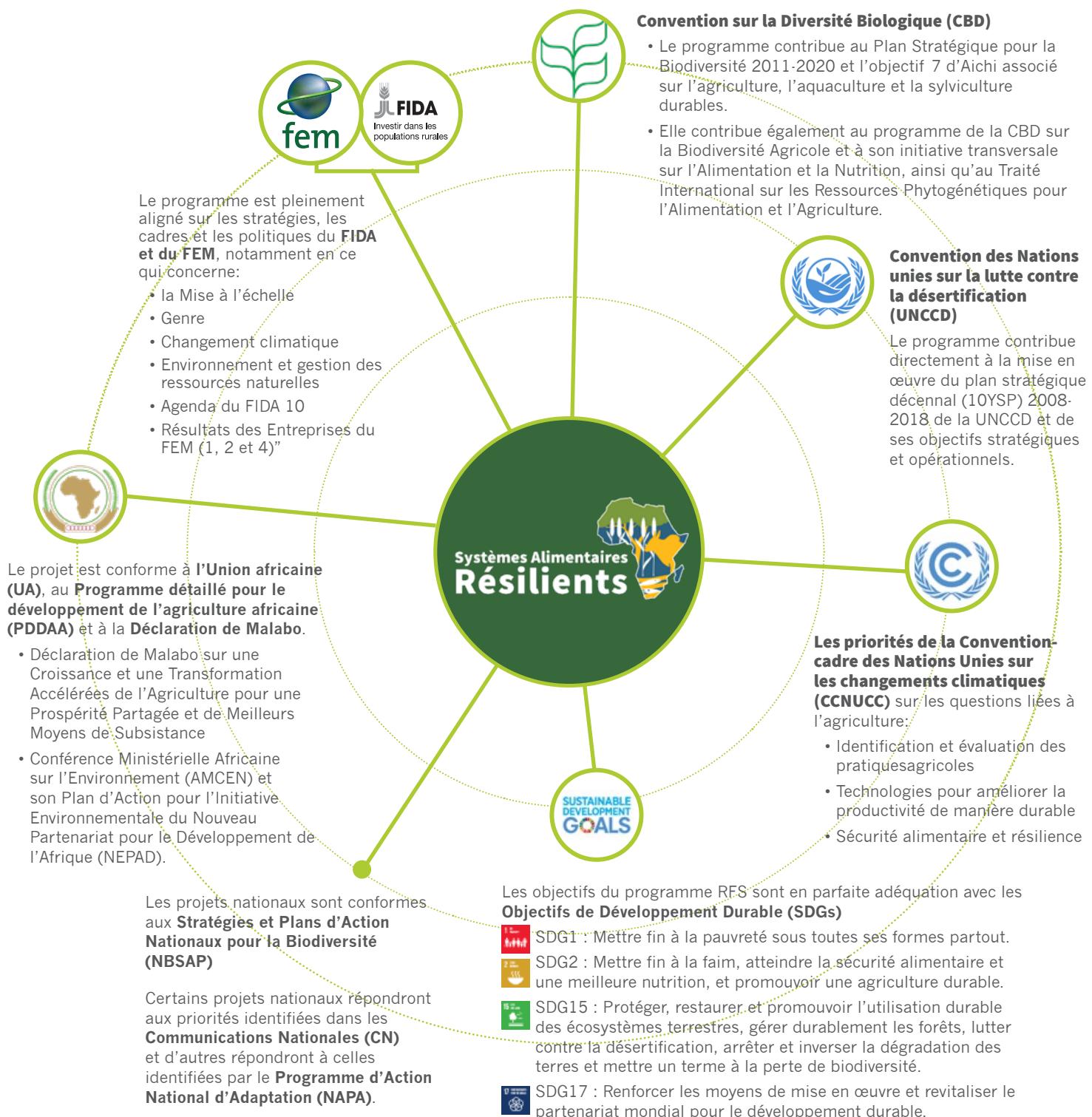
- 4. ICRAF



Alignment sur les objectifs nationaux et mondiaux

Le RFS est directement aligné sur les priorités mondiales existantes dans le cadre des Objectifs de Développement Durable 1, 2, 15 et 17 des Nations unies, et vise à favoriser la durabilité et la résilience à long terme par une gestion intégrée du capital naturel - terre, eau, sol et ressources génétiques - dans les zones arides de l'Afrique subsaharienne. Grâce à l'approche intégrée, les projets nationaux du programme contribuent également à plusieurs autres objectifs de développement durable (SDGs), tels que les objectifs 6, 8 et 13. L'égalité des genres (SDG 5) et l'intégration sont également ciblées tout au long

de la mise en œuvre du programme, en prenant en considération les différences de besoins, de rôles, de responsabilités et d'opportunités pour un engagement égal des femmes et des hommes. Ces interventions du programme visent à refléter le besoin croissant d'autonomiser les femmes et de libérer leurs capacités pour s'attaquer aux principaux facteurs de dégradation de l'environnement. En plus des SDGs, le RFS répond aux engagements des trois Conventions de Rio sur la Diversité Biologique (CBD), la Lutte Contre la Désertification (UNCCD) et le Changement Climatique (UNFCCC).



Créer des cadres institutionnels pour le développement agricole

Le programme des Systèmes Alimentaires Résilients contribue à renforcer et à établir des cadres institutionnels pour la mise en œuvre à plusieurs niveaux :

Régional

Le programme poursuit un engagement étroit avec l'Union Africaine et d'autres grandes institutions et initiatives (sous-) régionales, afin d'échanger des connaissances, de créer des synergies et d'aider à exploiter les possibilités au niveau national.

Portefeuille de Projets

Le moyen réel d'y parvenir est par le projet du Centre Régional, qui s'appuie sur l'expertise et les ressources techniques et scientifiques de plusieurs partenaires, chacun ayant ses propres points d'entrée pour les processus et initiatives régionaux.

Spécifique aux Projets

Au niveau des pays, différents types de cadres pour la transformation agricole sont utilisés, notamment des mécanismes de coordination intra-gouvernementaux et des plateformes multipartites

Approche du programme : Engager - Agir - Suivre

Le programme des Systèmes Alimentaires Résilients est fondé sur trois principes directeurs, qui se retrouvent dans les composantes essentielles de chaque projet. Grâce à un centre régional de coordination et à un réseau de partenaires, les 12 pays sont bien placés pour exploiter les bonnes pratiques pour la durabilité et la résilience à long terme pour la production alimentaire en réduisant la dégradation des terres et la perte de biodiversité, en récupérant la végétation naturelle et en augmentant le carbone du sol.

L'approche intégrée des Systèmes Alimentaires Résilients se concentre sur trois domaines:

ENGAGER



Engager les parties prenantes dans la promotion de l'action collective et des politiques cohérentes. Le pouvoir de rassemblement et le rôle de catalyseur du FEM ont été inestimables pour engager les pays et mobiliser diverses parties prenantes afin de faire progresser l'approche intégrée;

AGIR

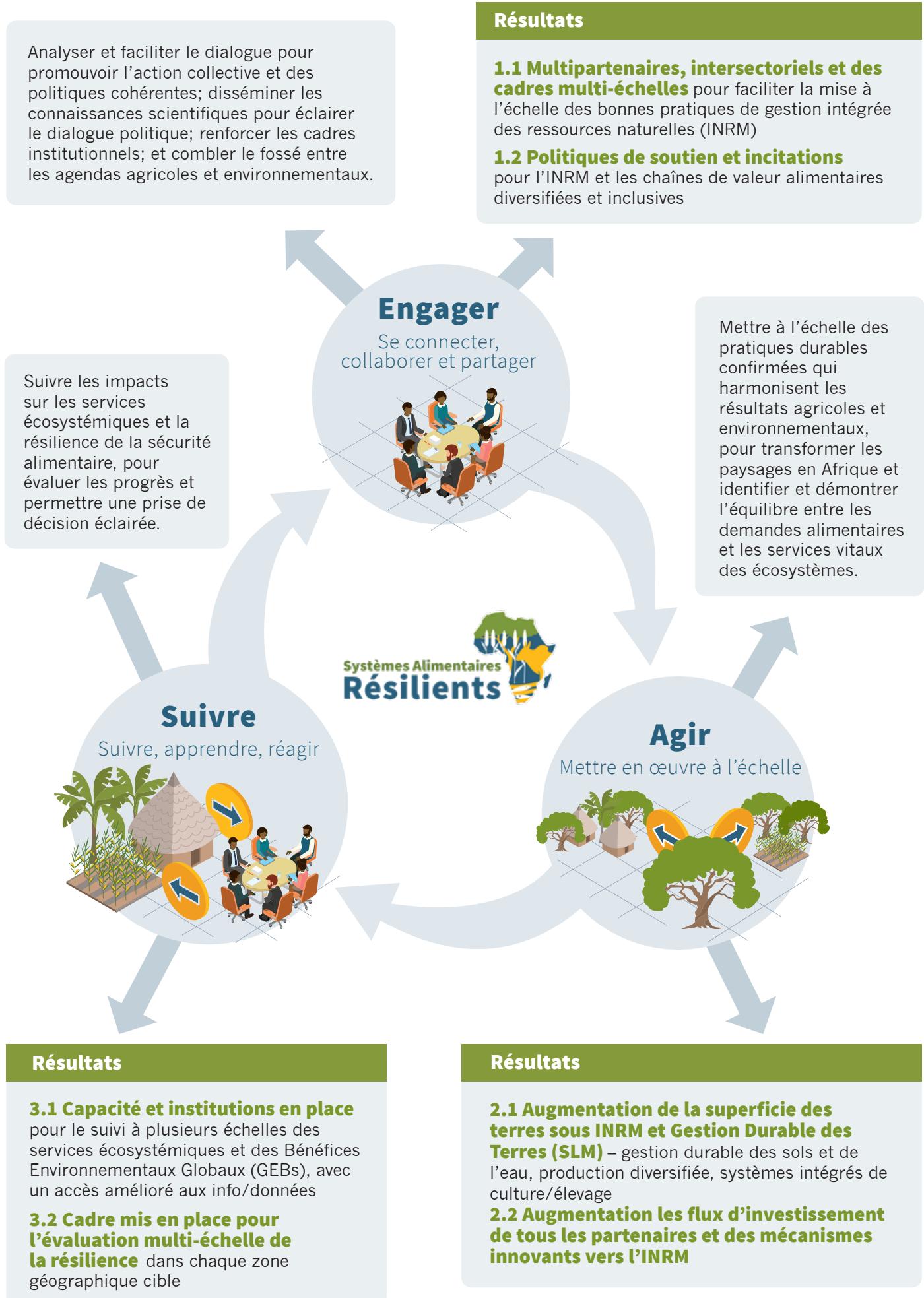


Intensification, diversification et adaptation des pratiques pour une transformation à grande échelle des agro-écosystèmes; et

SUIVRE



Suivi et évaluation pour informer la prise de décision pour la durabilité et la résilience dans le secteur agricole.



Section 2.

S'engager







La nature multidimensionnelle de l'agriculture et l'insécurité alimentaire dans les zones arides africaines est intrinsèquement complexe. Le programme des **Systèmes Alimentaires Résilients (RFS)** contribue à faciliter le dialogue entre ces acteurs et ces récits concurrents et conflictuels, et à promouvoir la coopération entre eux pour favoriser une action collective à grande échelle.

Le travail “**D'ENGAGER**” vise à réunir les bonnes parties prenantes dans les forums appropriés, à analyser, diffuser les preuves scientifiques et pratiques des interventions dans les 12 pays, et à faciliter le dialogue pour renforcer les cadres institutionnels. Cette initiative vise à combler le fossé entre les programmes agricoles et environnementaux en promouvant des approches intégrées qui améliorent l'agriculture des petits exploitants.

Par le biais du travail “d'Engager”, le programme favorise une compréhension commune de la durabilité et de la résilience écologiques comme base pour atteindre la durabilité et la résilience économiques des secteurs de production eux-mêmes.

Au niveau du système dans chaque pays, le programme facilite la planification et la mise en œuvre conjointes par les ministères gouvernementaux chargés de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, avec l'engagement de diverses parties prenantes de la communauté du développement, du secteur privé et de la société civile.

Pour parvenir à un changement systémique dans l'agriculture africaine, le programme promeut des mécanismes de coordination, de planification et d'investissement multipartites dans l'agriculture durable à grande échelle.

En outre, il encourage des politiques de soutien et des mesures d'incitation pour les petits exploitants agricoles afin qu'ils adoptent des pratiques durables et résistantes (y compris des technologies à faibles émissions et des considérations relatives à la biodiversité).





Influencer les processus de dialogue politique et institutionnel

Partenariat opérationnel avec la FAO en Ouganda

Une des principales réalisations du projet RFS Ouganda a été la signature de l'Accord de Partenariat Opérationnel (OPA) entre l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et le Ministère de l'Agriculture, des Industries Animales et de la Pêche (MAAIF) de l'Ouganda. Dans le cadre de ce partenariat, plus de 2,000 bénéficiaires ont été identifiés et le MAAIF a signé un Protocole d'Accord avec l'Institut de Recherche et de Développement Agricole de la Zone de Nabuin, identifiant 1,000 membres de la communauté qui bénéficieront d'activités de subsistance alternatives.

Orientation des politiques nationales du Niger en matière d'environnement et de développement durable

L'initiative 3N du Niger, les Nigériens Nourrissent les Nigériens, a débuté en 2012 suite à une forte volonté politique de lutter contre la faim et la pauvreté dans le pays. 3N est une initiative intersectorielle à grande échelle qui vise à accroître la productivité du bétail, de l'agriculture et des forêts, tout en augmentant la résilience des agriculteurs et des éleveurs face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. **L'initiative 3N a été créée dans le but d'éradiquer la famine et de réduire la pauvreté en renforçant le développement agricole durable et en améliorant la résilience des communautés rurales face à l'insécurité alimentaire.** Comme l'initiative 3N se concentre sur les pratiques agricoles durables, telles que l'irrigation,

les mesures de contrôle de l'érosion et le boisement, ces objectifs bénéficient directement des activités de mise en œuvre du Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF) au Niger, qui se concentre sur la réhabilitation des terres dégradées.

L'objectif général de la Politique Nationale de l'Environnement et du Développement Durable est de fournir des conditions générales favorables au développement économique, social et culturel. Elle vise à atteindre cet objectif par la préservation et la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, et par le renforcement des mesures d'adaptation aux effets négatifs du changement climatique afin d'assurer la sécurité alimentaire à long terme des Nigériens et d'améliorer leurs conditions de vie.

Le Cadre Stratégique d'Investissement du Niger pour la Gestion Durable des Terres (CSIN-GDT) vise notamment à généraliser les bonnes pratiques en matière de gestion durable des terres et des forêts. La Contribution Nationale Déterminée Prévue (INDC) soumise par le Niger à la UNFCCC, **dont l'objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 34,6%, annonce une réduction de 33,400 GgCO2eq d'ici 2030.** Dans le cadre de l'INDC, le gouvernement a identifié les activités suivantes qui sont susceptibles de réduire les émissions de GES dans le secteur agricole: SLM; adoption de bonnes pratiques de gestion agricole; régénération naturelle assistée (RNA); agroforesterie; systèmes sylvo-pastoraux; diffusion de foyers améliorés et promotion du gaz domestique et du biogaz.

Dans les régions d'intervention du ProDAF, le financement du RFS a permis de créer un ensemble de cadres cohérents grâce à une série de réunions de consultation et à un large éventail d'acteurs impliqués dans la gestion durable. Ces cadres visent à harmoniser les interventions et à éviter les répétitions d'activités. Ils ont été fusionnés par les Conseils Régionaux des trois régions avec le soutien du projet, et des accords de partenariat ont été créés en conséquence.



Mise à l'échelle et reproduction de l'apprentissage par projet au Ghana

Au Ghana, le Ministre de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation a beaucoup apprécié le rôle du projet RFS de Gestion Durable des Terres et des Eaux (SLWM) dans le soutien des systèmes de production alimentaire par la gestion durable des terres et des eaux, soulignant une demande de ressources gouvernementales supplémentaires pour étendre l'initiative, en insistant sur le fait que "les bons projets ne devraient pas disparaître. *"les bons projets ne devraient pas disparaître"*.

Évaluation des règlements pour la gestion intégrée des ressources naturelles

En **Ouganda**, le projet RFS a passé en revue les plateformes multipartites et les mécanismes de coordination existants en usage et leur utilité. Cela comprend un examen des règlements dans le Karamoja, afin de préparer des approches appropriées pour influencer positivement les approches politiques locales en matière de gestion intégrée des ressources naturelles.



Photo: © RFS Niger

Influencer les politiques sur la gestion durable des terres et de l'eau en Eswatini

Le projet RFS en Eswatini s'est activement engagé à créer une collaboration entre les parties prenantes et à fournir un soutien à la formulation des Plans de Développement des Chefferies (PDC). En plus du soutien aux PDC, le projet a été le fer de lance de la formulation d'un Comité National d'Irrigation et de Drainage, qui vise à rassembler toutes les parties prenantes pour influencer les politiques liées à la gestion durable des terres et de l'eau (SLWM) en Eswatini.



Photo: © RFS Eswatini

Dans le cadre des initiatives de collaboration régionale, le programme "Systèmes Alimentaires Résilients" a été intégré au plan de travail biennal du groupe régional sur l'environnement et le climat lors de la retraite du Mécanisme de Coordination Régionale (RCM) des Nations Unies et de l'Union Africaine qui s'est tenue à Addis-Abeba en février 2019.

Cela offre une occasion de participer au dialogue régional et d'influencer l'orientation des politiques, qui sera encore renforcée par l'Interface Science-Politique (SPI) et la cartographie des résultats en cours d'élaboration par le Centre Régional - respectivement par le PNUE/FAO et le CIRAF.



Influencer l'apprentissage clé dans les programmations de résilience

APERÇUS D'ENTREVUES - FINANCEMENT POUR LES AGRICULTEURS RÉSILIENTS

Jonky Tenou – Gestionnaire de Tâches du FIDA pour le Programme d'Approche Intégrée (IAP)



Jonky Tenou est le Gestionnaire de Tâches du Programme d'Approche Intégrée pour la sécurité alimentaire et la résilience en Afrique subsaharienne, travaillant avec le FIDA (Fonds International de Développement Agricole) à la division Environnement, Climat, Genre et Inclusion sociale du Centre Sous-Régional d'Addis-Abeba, en Éthiopie. Il a plus de 15 années d'expérience pratique dans le domaine du changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe, de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles et de la promotion du développement humain dans des contextes de développement complexes.

Pouvez-vous nous présenter comment vous avez été impliqué dans le travail de résilience?

Je suis le gestionnaire du Programme d'Approche Intégrée (IAP) sur la promotion de la durabilité et de la résilience pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne - Systèmes Alimentaires Résilients (RFS). Il s'agit d'un programme multiagences financé par le FEM (Fonds pour l'Environnement Mondial) et dirigé par le FIDA. Divers acteurs tels que la Banque Mondiale, le PNUD, le PNUE, l'ONUDI, la FAO, le CIRAF, Conservation International, Bioversity International et l'AGRA sont tous partenaires de ce programme aux niveaux national et régional.

Comment le projet contribue-t-il à améliorer la résilience dans la localité?

Le programme a engagé 12 pays africains (Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Niger, Nigeria, Sénégal, Eswatini, Tanzanie et Ouganda). Tous sont situés dans les régions arides de l'Afrique subsaharienne où la menace de la dégradation de l'environnement et du changement climatique constitue un obstacle majeur à la production alimentaire. Le programme vise en particulier les petits exploitants agricoles, en travaillant à améliorer leur résilience et en les aidant à renforcer la santé des sols, à faciliter l'accès

aux semences résistantes à la sécheresse, à ajuster les périodes de plantation et les portefeuilles de cultures, et à renforcer l'agrobiodiversité à la ferme. Les 12 projets nationaux ont été examinés sous l'angle de la résilience en mettant l'accent sur plusieurs principes clés afin d'assurer la cohérence de l'ensemble du programme. L'investissement dans les populations rurales et le renforcement de leur résilience au changement climatique et aux risques agricoles sont au cœur de notre travail.

Les utilisateurs finaux ont-ils été impliqués dans les aspects de conception ou de mise en œuvre du programme?

Le programme fait progresser une approche intégrée et holistique de la gestion de l'environnement pour la sécurité alimentaire, par le biais de cadres multipartites qui font intervenir des groupes de petits exploitants agricoles, des entités du secteur privé et des institutions gouvernementales et scientifiques à tous les niveaux. Les petits exploitants agricoles, en tant qu'utilisateurs finaux, sont les principaux acteurs de la conception et de la mise en œuvre du programme et font partie de plates-formes multi-acteurs qui fournissent des capacités et des services de connaissances transversales.

Quel message souhaitez-vous adresser à un donneur ou à un bailleur de fonds qui envisage d'investir dans le renforcement de la résilience?

Les petits exploitants agricoles d'Afrique Subsaharienne sont les plus vulnérables au changement climatique et aux autres phénomènes météorologiques extrêmes. Investir pour renforcer la résilience des petits exploitants et préserver leurs moyens de subsistance est essentiel pour réduire la pauvreté dans les zones rurales. Cela nécessite une approche intégrée et holistique dans laquelle la communauté des donneurs, le secteur privé et public et la société civile ont chacun un rôle important à jouer. Le programme RFS est fermement convaincu qu'un investissement accru dans le renforcement de la résilience pourrait conduire à une transformation rurale et à une croissance durable en Afrique Subsaharienne.



Des Systèmes Alimentaires Résilients s'engagent dans des événements de dialogue politique

Un public diversifié, composé principalement de décideurs politiques, ainsi que de représentants du monde universitaire, d'ONG et du secteur privé, a été touché et pourrait s'informer sur le programme grâce au soutien actif du Centre (ou à la co-organisation) des principaux événements de dialogue politique suivants:

2018

JUILLET

25 Juillet

Table Ronde des Partenaires de Signes Vitaux.

AOUT

27-28 Aout

Réunion de Partenariat Annuel AFR100

SEPT.

04-06 Septembre

Réunion du Groupe d'Experts de l'Etude TEEB sur les Zones Humides du Bassin du Nil, Nairobi, Kenya.

11 Octobre

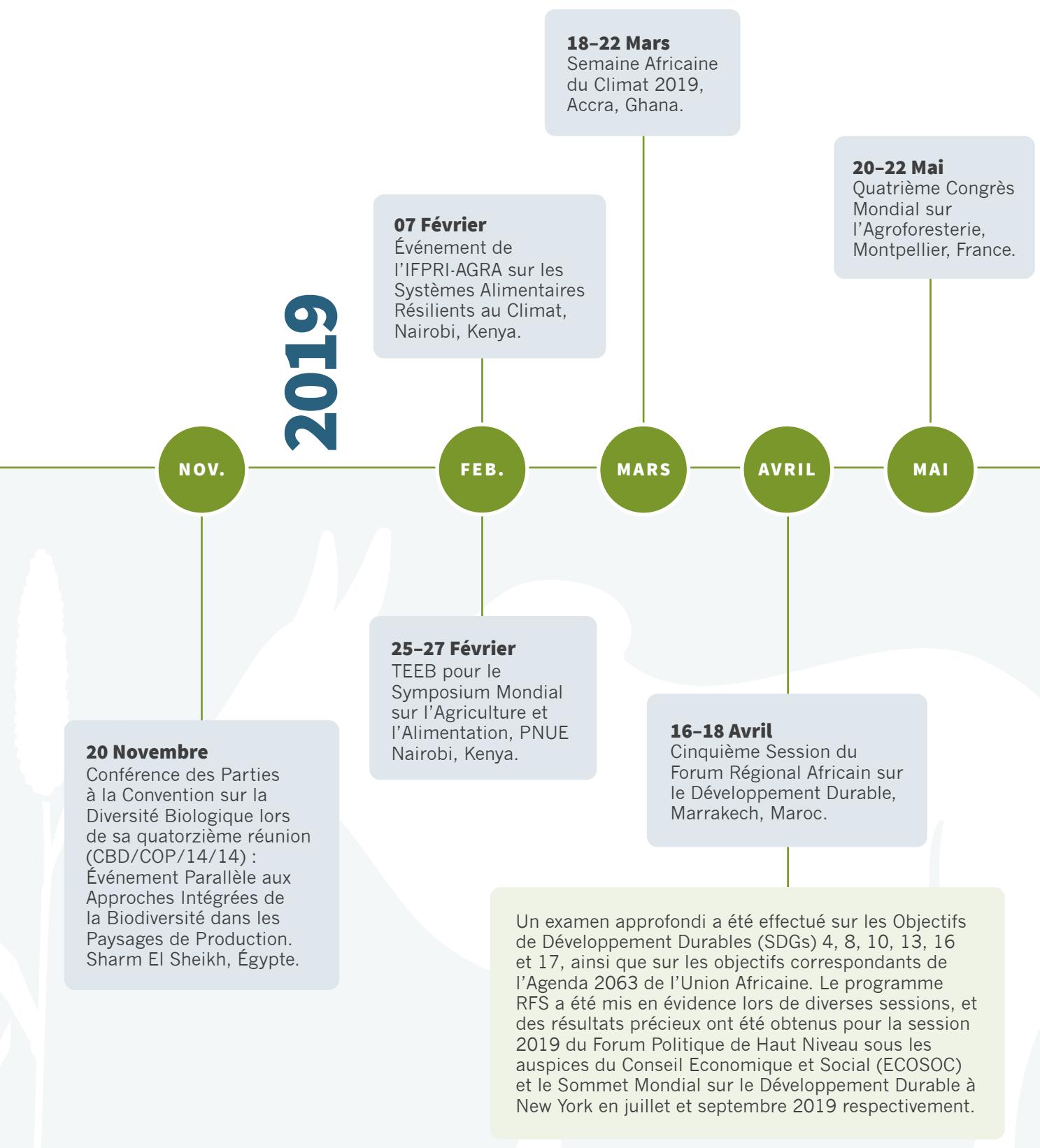
Reverdir le Kenya avec des arbres: Cartographier une Approche Collaborative, CIRAF, Nairobi, Kenya.

OCTOBRE

05 Septembre

Événement Parallèle au Forum sur la Révolution Verte en Afrique (AGRF): Encourager le Partenariat Public-Privé pour Renforcer la Résilience des Petits Exploitants en Afrique Subsaharienne. Co-organisé par le FIDA et l'AGRA à Kigali, Rwanda.

Cet événement parallèle a mis en évidence des approches innovantes telles que les paiements à grande échelle pour les services écosystémiques au Kenya, qui profitent aux utilisateurs d'eau urbains, notamment les entreprises de boissons et de production d'électricité qui sont prêts à investir dans les environnements ruraux, créant ainsi des opportunités gagnantes pour tous. Les enseignements tirés du projet du Fonds pour l'Eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF) ont permis d'informer d'autres acteurs du développement, pays et entreprises sur les perspectives et les possibilités de collaboration pour renforcer la résilience des petites entreprises agricoles dans les zones rurales.



Formation sur le changement climatique et le suivi environnemental pour les décideurs politiques au Burkina Faso

Le projet RFS au Burkina Faso, en collaboration avec le Secrétariat Permanent des Politiques Sectorielles Agricoles, le Secrétariat Exécutif du Conseil National de la Sécurité Alimentaire et la Chambre Nationale d'Agriculture (CNA), et avec leurs entités au niveau régional, a engagé plus de 500 points focaux politiques dans la formation sur les outils de suivi environnemental et le changement climatique. Cette formation régionale rassemble différents types d'acteurs, dont des décideurs régionaux, des membres des structures consulaires et des représentants de l'OPA, offrant un forum d'échange sur les politiques, leur application sur le terrain et les leçons apprises. Des sessions d'information et de sensibilisation sont également organisées pour les membres du cadre de dialogue sectoriel "Développement Rural, Sécurité Alimentaire et Environnement" sur les liens entre la sécurité alimentaire et la gestion durable de l'environnement, ainsi que sur les mesures d'intégration des instruments de planification. Suite à la formation, le projet prévoit la distribution systématique de notes aux décideurs pour l'animation des cadres de concertation. Ces notes informent les décideurs sur les options stratégiques pour la gestion durable des ressources naturelles, l'intégration des questions environnementales dans les plans locaux et sectoriels, et les budgets nationaux.



Photo: © RFS Niger

Catalyser la collaboration interministérielle

Plusieurs pays, tels que le Ghana, l'Ouganda et le Burundi, ont souligné que le programme contribue à la coopération interministérielle, ainsi qu'à l'harmonisation des politiques et stratégies nationales (par exemple, en matière de gestion des terres, d'eau, de sécurité alimentaire, de changement climatique, d'énergies renouvelables, etc.) En Ouganda, par exemple, l'approche intégrée du RFS est vantée pour renforcer la planification sous-régionale et les plans d'utilisation des terres.



Faciliter les processus multi-acteurs

Renforcement des capacités et soutien institutionnel pour les cadres multipartites

The Le projet RFS au Burkina Faso a été actif cette année en apportant un soutien institutionnel aux Chambres Régionales d'Agriculture (RCA). Les activités de cette année ont inclus le financement et des formations sur différents thèmes, la diffusion de manuels et de fiches techniques et la création du site internet de la Chambre Nationale d'Agriculture. Afin d'apporter un soutien spécifique à l'intégration des considérations environnementales dans le secteur agricole, une formation a été dispensée sur la stratégie opérationnelle à cet effet et sur des sessions de dialogue politique ciblées.

Un aspect clé de l'appui institutionnel a également consisté à financer des visites interrégionales entre le Niger, le Sénégal et le Mali auxquelles ont participé 34 membres diplomatiques. Un soutien spécifique a été adapté pour le Conseiller Permanent en Environnement, Changement Climatique et Communication afin d'aider la Chambre Nationale d'Agriculture dans ses activités de soutien liées à l'environnement et au changement climatique.

Engagement des parties prenantes dans le développement rural et les processus de planification en Eswatini

Le Ministère de l'Administration et du Développement de Tinkhundla (MTAD) en Eswatini est la principale partie prenante ciblée dans l'approche du projet pour aider au processus du Plan de Développement de la Chefferie (CDP). Cet engagement du projet RFS Eswatini a permis de lancer deux CDP et de renforcer les capacités des agents de développement communautaire du ministère pour faciliter d'autres processus de CDP, en utilisant les compétences acquises par le processus d'engagement des parties prenantes.

Développement d'un cadre réglementaire pour la gestion intégrée du paysage au Burundi

Cette année, le projet RFS au Burundi a vu la mise en place d'un Groupe de Gestion Durable des Terres, avec 24 employés techniques gouvernementaux dévoués en place. En outre, un Groupe de Travail sur le Secteur de l'Agriculture et du Développement Rural a été mis en place (GSADR) établis au niveau national, et trois au niveau provincial, pour renforcer les comités de gestion des bassins versants et mettre en place des plans d'intervention pluriannuels sur les sites de projets. A travers une série de neuf réunions de consultation et de collecte de données dans neuf bassins versants, le groupe de travail a aidé à établir et à développer un cadre réglementaire de Gestion Intégrée du Paysage (ILM) pour le pays.



Faciliter la création de cadres des parties prenantes dans 30 municipalités du Niger

Le projet RFS au Niger a facilité la mise en place de Cadres de Concertation Communale des parties prenantes (CCCA) dans 30 municipalités de trois régions. L'objectif global est d'aider les communes à améliorer leurs performances, en particulier pour discuter de la mise en œuvre des campagnes agro-silvo-pastorales et hydrauliques de 2018-2019. Avec l'appui technique du coordinateur régional de la grande dynamique politique du pays sur l'initiative 3N, 10 réunions par région ont été organisées, mettant en relation plus de 750 personnes avec les cadres de concertation des acteurs.

Mise en place de plateformes multipartites sensibles au genre et inclusives aux niveaux fédéral, étatique et local au Nigeria

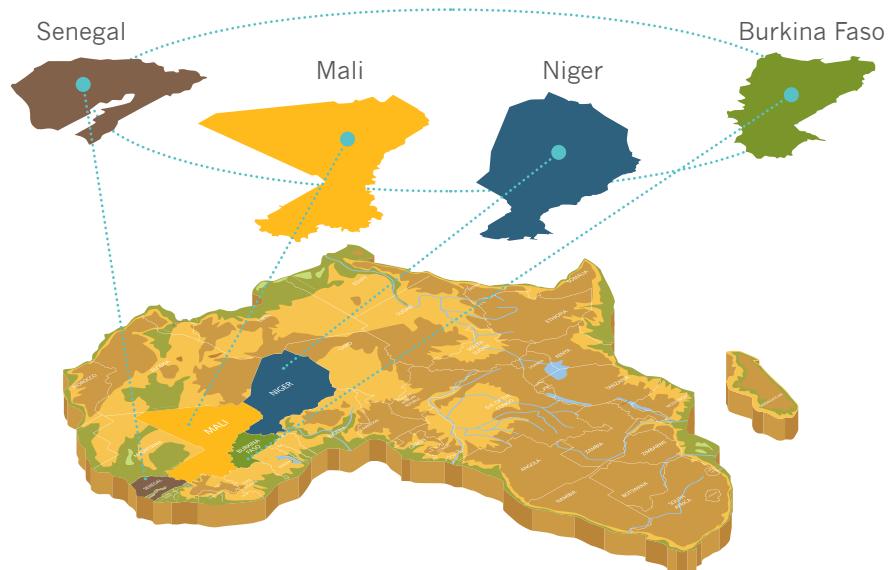


Dans le cadre du processus d'établissement de plateformes multipartites inclusives pour soutenir l'agriculture durable, le projet RFS du Nigeria a pu organiser, avec l'aide du Réseau pour la Promotion des Femmes Agricultrices (WOFAN), deux sommets au niveau des États pour les parties prenantes des produits alimentaires. L'objectif était non seulement de créer des plateformes d'innovation, mais aussi de faire progresser les chaînes de valeur interétatiques des produits alimentaires dans

les sept États du projet.

Ces sommets visaient les décideurs politiques, les institutions financières, les meuniers, les négociants en produits agricoles et les représentants des Programmes de Développement Agricole des États (ADP). Un des résultats immédiats a été la création d'une plateforme pour relier les producteurs et les acheteurs en vue d'une collaboration mutuelle par le biais de partenariats public-privé.

VISITES D'ÉCHANGE EN AFRIQUE DE L'OUEST



Tirer parti des structures nationales de gouvernance du changement climatique pour des mesures d'adaptation appropriées au niveau local au Sénégal

Le projet RFS du Sénégal, le Projet d'Appui à la Chaîne de Valeur Agricole (PARFA), propose de créer des mesures locales d'adaptation au changement climatique autour des Comités Régionaux de Changement Climatique (COMRECC) et des Comités Nationaux de Changement Climatique (COMNACC). Ces mécanismes sont des outils majeurs pour la diffusion et l'appropriation des mesures d'adaptation. Outre la diffusion et la décentralisation des principes de l'approche intégrée et durable, le projet a organisé des ateliers d'information et de sensibilisation aux niveaux national et local, réunissant des décideurs de l'assemblée nationale, des conseils économiques, sociaux et environnementaux et des représentants du gouvernement national.

Il comprend également toute une série d'acteurs de développement au niveau national, notamment le FIDA, l'Institut National de Pédologie, le Centre de Suivi Ecologique, la Direction de l'Agriculture, la Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, la Direction des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Conservation des Sols et la FAO. Des représentants des bénéficiaires, notamment des organisations de producteurs et d'éleveurs, ainsi que des conseillers municipaux, ont été largement impliqués dans le processus de l'atelier. Les ateliers ont également permis de dresser la carte des activités des parties prenantes et des partenaires limitrophes du projet, y compris les actions à entreprendre pour leur mobilisation et leur participation aux objectifs du projet.

Plateformes multipartites pour soutenir l'intégration de la gestion des ressources naturelles dans les pratiques de production alimentaire en Éthiopie

Le projet RFS en Éthiopie, Gestion Intégrée du Paysage (ILM) pour Améliorer la Sécurité Alimentaire et la Résilience des Ecosystèmes en Éthiopie, a mis en place un comité directeur pour superviser la prise de décision fonctionnelle et les plateformes multipartites dans les 12 districts de mise en œuvre. Les administrateurs de district sont ensuite devenus membres des comités de pilotage au niveau fédéral et national afin de permettre une transmission claire des informations. Les membres du comité directeur et du comité technique assurent un suivi régulier du projet en organisant des réunions et des visites de terrain sur les sites du projet.

Le projet a établi deux niveaux de mécanismes de partenariat au niveau fédéral et au niveau des districts.

NIVEAU DISTRICT

Les comités de partenariat ou de pilotage au niveau du district sont dirigés par les administrateurs du district. Les membres du comité directeur au niveau du district comprennent les chefs de bureau du secteur du district, issus des secteurs de l'agriculture, de l'environnement, des finances, de l'éducation, du genre et de la jeunesse, ainsi que des responsables du développement des coopératives, et des petites et des micro-entreprises. Tous les trois mois, ces agents planifient en collaboration et partagent les ressources pendant la mise en œuvre des activités du projet au niveau du district.

Le projet RFS de l'Éthiopie travaille également avec six universités et un centre de recherche agricole. Les collaborations en matière de recherche comprennent la collecte d'échantillons de sol et une étude sur la fertilité des sols, la compréhension de l'adaptation des arbres aux environnements froids, le contrôle de la salinité des sols, la création de pépinières pour planter des arbres dans les zones pastorales et la lutte contre l'empietement de la brousse.

NIVEAU FÉDÉRAL

Le projet RFS de l'Éthiopie est en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Energie, l'Institut Éthiopien de la Biodiversité, l'Agence Nationale de Météorologie et l'Autorité de Conservation de la Faune. L'objectif de ce partenariat est de renforcer l'intégration des acteurs et des ressources lors de la mise en œuvre des activités de ILM au niveau du paysage. Les institutions offrent également un soutien technique au projet, à savoir:

- L'Agence Nationale de Météorologie fournit des informations météorologiques à jour concernant les zones de mise en œuvre du projet.
- Les agents de vulgarisation du Ministère de l'Agriculture sont intégrés dans la structure de mise en œuvre du projet.
- Le projet applique la politique pour les activités de gestion de l'agriculture et des ressources naturelles.
- Le projet se réfère également aux technologies du Ministère de l'Eau, de l'Irrigation et de l'Energie pour les cuisinières et les usines de biogaz améliorées et économies en carburant.

Examen et harmonisation des politiques au Nigeria

Le projet RFS du Nigeria a entrepris un examen des politiques nationales de sécurité alimentaire pertinentes au Nigeria, notamment les Politiques Nationales sur l'Environnement et l'Agriculture, les Programmes Nationaux de Sécurité Alimentaire et la Politique sur la Nutrition Alimentaire. L'objectif de l'examen des politiques est de faire coïncider les possibilités de mise en œuvre complémentaires et les chevauchements de politiques afin d'harmoniser les politiques existantes sur l'agriculture et l'environnement pour booster la sécurité alimentaire dans le pays. Parallèlement, une évaluation est également réalisée au niveau des institutions pertinentes, nationales et étatiques : Les Ministères de l'Agriculture, les Centres de Programmes de Développement Agricole, le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale (CADP) et le Programme National sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.



Encourager les partenariats innovants et l'engagement du secteur privé

Au sein du RFS, le rôle du secteur privé a été perçu sous deux angles. Premièrement, il peut créer une augmentation des flux d'investissement des institutions financières pour soutenir les voies permettant d'élargir les options de productivité des petits exploitants, les ressources du secteur privé étant canalisées vers des chaînes de valeur favorables aux pauvres et à l'environnement. Deuxièmement, la participation des sociétés et des entreprises à des approches et des mécanismes de financement innovants peut inciter à la gestion des ressources naturelles. L'engagement et le financement du secteur privé en faveur de

l'agriculture des petits exploitants est un défi sur tout le continent, que le programme relève par le biais des engagements de projets nationaux. Tandis que différents modèles sont explorés, les questions relatives aux risques, aux opportunités de marché et au développement de la chaîne de valeur sont parmi les plus grandes contraintes pour l'accès au financement des petits exploitants agricoles. Par conséquent, dans leur engagement avec le secteur privé, les projets nationaux se sont principalement concentrés sur l'élimination de ces obstacles dans un effort visant à augmenter les flux financiers et à créer des opportunités de marché.

Adapter l'approche du Fonds pour l'Eau à l'échelle mondiale: les leçons du Kenya

Le Projet du Fonds pour l'Eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF) représente un fonds pour l'eau unique en son genre en Afrique, qui contribue à tirer des enseignements précieux sur le lien entre l'alimentation, l'eau et l'agriculture. Un soutien important du secteur privé dès le départ devrait avoir des effets catalytiques majeurs, bien au-delà de son achèvement.

L'engagement avec les partenaires nationaux, tels que le Ministère de l'Environnement et des Forêts et le Service Forestier du Kenya, ainsi qu'avec les gouvernements des comtés, a jusqu'à présent permis de mobiliser quatre personnes détachées, d'aligner les investissements et le personnel technique pour les services de vulgarisation, et de conclure des protocoles d'accord pour structurer les activités conjointes du fonds pour l'eau et des gouvernements des comtés.

Des partenariats ont été établis avec des ONG locales pour la mobilisation des communautés, l'achat et la fourniture d'intrants, la collecte de fonds en partage des coûts, l'apprentissage des agriculteurs et les voyages d'échange, ainsi que le suivi et l'évaluation participatifs (S&E).

Le projet s'est engagé avec les acteurs des secteurs public et privé et a établi un PPP. Il progresse à présent vers l'institutionnalisation du UTNWF. Dirigé par The Nature Conservancy (TNC), les principales réalisations de ces partenariats innovants sont les suivantes:

Le partenariat avec The Water Resource Authority met à disposition un agent technique à plein temps détaché auprès de l'UTNWF pour le suivi, le laboratoire et l'expertise technique en matière d'analyse d'échantillons d'eau, et le partenariat avec quatre gouvernements de comté.

Des partenariats ont été développés avec des institutions de recherche, telles que le CIRAF et des universités, notamment l'Université Jomo Kenyatta de l'Agriculture et de la Technologie (JKUAT) et les Musées Nationaux du Kenya (NMK). Ces collaborations ont permis d'établir des bases de référence solides pour le suivi et l'analyse continue.

Une collaboration étroite a été établie dès le départ avec le secteur privé, notamment avec des entreprises telles que Frigoken, Coca-Cola, BAT, EABL, Caterpillar et UPS Foundation, qui soutiennent le trust. Jusqu'à présent, elles ont contribué à hauteur de 600,000 dollars US et ont promis plus de 1,5 million de dollars US au fonds de dotation de l'UTNWF.

Les petits exploitants agricoles, qui sont des acteurs clés du secteur privé, ont apporté une contribution de 43,843 USD au fonds de dotation.

Le soutien au secteur privé par le biais de services professionnels gratuits en matière de conseils fiscaux, juridiques et d'investissement s'est poursuivi au sein du cabinet d'avocats Bowmans LLP, du Groupe Viva Africa et des gestionnaires d'actifs GenAfrica

L'UTNWF a conservé son statut de priorité nationale pour le gouvernement kényan. Cela permet d'intégrer la modalité du Fonds pour l'Eau dans le processus de planification du gouvernement, ainsi que de justifier que le gouvernement kényan et ses agences offrent des capacités financières et humaines pour la réalisation des objectifs du Fonds pour l'Eau. Un mécanisme de financement a été développé et adopté par trois agences gouvernementales (Athi Water Services Board, KenGen et Nairobi Water and Sewerage Company) définissant les procédures de financement public des activités du Fonds pour l'Eau.

La principale réalisation de l'UTNWF cette année a été d'amener le gouvernement du comté de Murang'a à investir au niveau du comté dans la promotion de cultures arboricoles qui assurent une bonne couverture du sol, une réduction de l'érosion, la nutrition et la sécurité alimentaire des agriculteurs locaux.

L'adoption de variétés de qualité, avec une bonne demande du marché, fournira des revenus supplémentaires, estimés à 8 millions de dollars US par an, une fois qu'elles seront pleinement établies dans cinq ans.





Photo: © RFS Kenya



“ Bien que les gens disent que l’eau est la vie, j’ai vu qu’elle est aussi une richesse. Il est certain que j’aurais été un homme désespéré si je n’avais pas suivi les conseils sur la conservation de l’eau. ”

M. Francis Njoroge Karuru, un petit agriculteur et entrepreneur de 28 ans du village de Karangi, dans le comté de Murang'a, au Kenya, explique l'impact de sa collaboration avec le projet UTNWF sur son entreprise.



Résultats avec l'engagement des parties prenantes

- Les Gouvernements des Comtés : Deux Protocoles d'Accord ont été signés avec les comtés de Nyeri et Murang'a. Quatre Ministres de comté fournissent des conseils et établissent des liens avec les Comtés en tant que Membres du Comité Consultatif des Comtés (CAC).
- Gouvernement national : Deux représentants du Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation et du Ministère de l'Environnement et des Forêts fournissent des conseils sur les politiques et assurent le lien avec la planification du gouvernement national - en tant que membres du Conseil d'Administration. Trois agences gouvernementales (KFS, WRA, NMK) et les Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et du Trésor National fournissent des conseils en matière de politique et de mise en œuvre en tant que membres du Comité de Pilotage du Projet. Trois agences gouvernementales (KFS, WRA, NMK) et les Ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et du Trésor National fournissent des conseils en matière de politique et de mise en œuvre en tant que membres du Comité de Pilotage du Projet.

Le projet a créé une grande dynamique à l'échelle, basée sur des expériences réussies, avec des dirigeants d'autres villes africaines - dont Mombasa et Eldoret (Kenya), ainsi qu'au Cap, Port Elizabeth et Durban (Afrique du Sud) - demandant des conseils pour la mise en place de fonds similaires pour l'eau auprès de l'UTNWF. La modalité du Fonds pour l'Eau a été identifiée comme une meilleure pratique pour la conservation des châteaux d'eau tropicaux du Kenya par l'Agence des Châteaux d'Eau du Kenya, qui a approuvé une proposition du gouvernement kényan visant à allouer des fonds pour soutenir les travaux de conservation de trois autres châteaux d'eau dans le pays. Cette proposition est actuellement en cours d'élaboration pour la phase 7 du FEM.

Établissement de partenariats public-privé avec les principaux acteurs de la chaîne de valeur au Nigeria

Des acteurs du secteur privé le long des chaînes de valeur des grandes cultures nigérianes, y compris le riz, l'arachide et les graines de soja, ont été engagés par le projet RFS Nigeria. Les représentants des États cibles et du secteur privé ont donc convenu, en principe, de se réunir dans le cadre d'une plateforme de partenariat public-privé (PPP) pour discuter de la mise en œuvre des politiques à tous les niveaux, et pour établir également des liens par la création de plateformes d'innovation. Celles-ci fourniront des structures durables pour l'avancement d'une chaîne de valeur interétatique gagnante pour les cultures ciblées. Parmi les principales entreprises du secteur privé, figurent Al-Hamsad Rice Mill Limited, Dantata Foods and Allied Products Limited, Sterling Bank et Jaiz Bank. Les institutions bancaires ont déjà indiqué qu'elles soutenaient les agriculteurs par l'intermédiaire d'un système bancaire alternatif en groupement.

Établissement de liens entre les structures techniques de l'État et les instituts de recherche au Sénégal

Dans le projet RFS du Sénégal, l'approche collaborative initiée dans le projet par le Projet d'Appui à la Résilience des Chaînes de Valeur Agricoles (PARFA) consiste à mettre en relation les instituts de recherche et les structures techniques étatiques autour d'activités communes ou interdépendantes. Ainsi, le partenariat dynamique et diversifié entre les Organisations de Producteurs (OP), les Autorités Locales (AL) et les Services Techniques Décentralisés (STD) est en train de se poursuivre. Le projet est également en discussion avec d'autres projets et programmes opérant dans la zone d'intervention pour des actions synergiques et complémentaires, comme par exemple avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), en ce qui concerne les actions de protection et de restauration des sols.

Une approche de partenariat pour stimuler les chaînes de valeur locales en Eswatini

L'approche du projet RFS de l'Eswatini a un large éventail de partenaires, notamment des ministères, des entreprises privées et des organismes parapublics, tels que le Ministère de l'Agriculture, le Ministère du Tourisme et des Affaires Environnementales, l'Autorité Environnementale d'Eswatini, la Commission Nationale de Fiducie d'Eswatini et le NAMBoard.



Le projet a également créé un partenariat inédit avec le Réseau de Télécommunications Mobiles d'Eswatini (MTN). En tant que partenaire privé, MTN finance des jeunes entreprises viables par le biais de concours de capital d'amorçage, y compris des entreprises apicoles.



Un autre exemple de partenaire privé est Lulote, qui contribue au développement des compétences entrepreneuriales et à la formation des jeunes et des femmes dans Deux Zones de Développement Rural en aidant les communautés à construire des réservoirs de collecte des eaux de pluie sur les toits.

NAMBoard est un partenaire commercial pour les produits horticoles, qui fournit des services de commercialisation et de vulgarisation de la production. La Compagnie de Développement de Petites Entreprises (SEDCO) facilite également l'établissement de liens commerciaux pour la chaîne de valeur des poulets indigènes. Ce partenariat a abouti à la création de la Plateforme d'Innovation pour les Poulets Indigènes.



Les Ministères Kitchen et Bulembu d'Eswatini ont des partenariats avec le projet pour la production et la commercialisation du miel en concluant des contrats de vente avec les producteurs de miel.



Un partenariat privé existe avec l'Abattoir de Chèvres de Mashayinkonjane, qui achète des chèvres aux éleveurs de la localité.



Le Fonds Renouvelable pour les Jeunes Entrepreneurs apporte un soutien financier aux jeunes agro entreprises viables dans la zone du projet à travers cinq chaînes de valeur: le miel, les légumineuses, l'horticulture, les chèvres et les poulets indigènes..

Increasing investment flows towards integrated natural resource management in Ethiopia

Le projet RFS en Éthiopie s'engage avec le secteur privé pour faciliter et promouvoir une meilleure mise en œuvre des Plans d'Atténuation des effets sur l'Environnement (EMP), la promotion des programmes de soutien de la chaîne de valeur et le soutien

à la Responsabilité Sociale du Secteur Privé (PSSR) au niveau des régions. Le projet prévoit d'exploiter les opportunités qui découlent de l'approbation du projet de loi sur le Paiement des Services Écosystémiques (PES), attendue plus tard cette année.





Mécanismes d'accès à l'information et de partage des connaissances pour la mise à l'échelle des systèmes agricoles durables

Les visites d'échange entre le Burkina Faso et le Mali favorisent l'engagement et l'apprentissage en matière de gestion durable des terres

Le projet RFS Neer-Tamba collabore avec la Chambre Nationale d'Agriculture du Burkina Faso (CNA) pour soutenir les voyages d'apprentissage et d'échange.

- 10 membres de la Chambre Régionale de l'Agriculture du Nord (CRA) ont visité la région de Koulikoro au Mali. Cette visite régionale a permis de présenter les bénéficiaires et les résultats des interventions, telles que le riz de bas-fond, les périmètres maraîchers, les CES/DRS et la récupération des terres dégradées. Les membres du conseil d'administration du CRA Nord et ceux du CNA y ont participé. Ce voyage a été facilité par l'équipe de Coordination Nationale du PAPAPE-Mali; et
- Un voyage d'échange dans la région des Haut-Bassins (communes de Koudougou et Koumbia) a été entrepris, explorant les pratiques de gestion durable des terres (SLM) au profit de 34 participants du CRA du Nord et des membres du bureau exécutif.

Bulletin d'information trimestriel de RFS Sénégal

Au Sénégal, le projet RFS, à travers le Projet d'Appui à la Résilience des Chaînes de Valeur Agricoles (PARFA), a initié un bulletin trimestriel "info-filières" pour partager des informations sur l'avancement des activités et leur impact sur les ménages. Le PARFA, en tant que composante environnementale du PARFA, y contribue par la diffusion d'articles de presse et de rapports. Un système web d'information sur l'environnement est également en cours de développement, et le site sera accessible à un large public cible.



Mise en place et fonctionnement d'une plate-forme de partage des informations environnementales

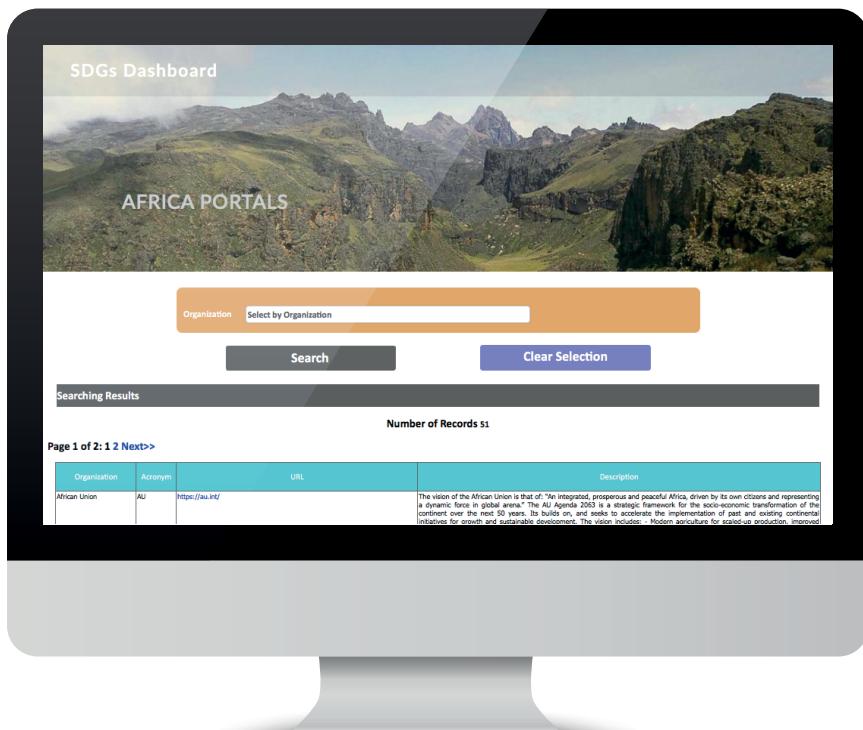
Le projet RFS au Niger, ProDAF, avec le soutien apporté par l'URGP de Zinder au Groupe de Travail Technique Régional / Gestion Durable des Terres (GTR-GDT) / Zinder, a mis en place une plateforme pour le partage d'informations environnementales.

Interface Science-Politique

Des ateliers de formation pour les experts techniques des 12 pays de la RFS ont été organisés dans le cadre du composant 1 du projet du Centre Régional. Les participants ont reçu des informations pratiques et des conseils sur les interfaces de soutien des connaissances scientifiques existantes. La plateforme développée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement est un outil de formation sur les Objectifs de Développement Durable (SDG), l'accès aux données socio-économiques et un répertoire des organisations travaillant en Afrique et liées à la résilience et à la sécurité alimentaire. La plateforme devrait soutenir la prise de décision par la sensibilisation et le renforcement des capacités en matière de prise de décision fondée sur des données probantes.

Elle est destinée aux principaux acteurs environnementaux et agricoles à différents niveaux de la science et de la politique. Deux meilleures pratiques ont déjà été documentées, notamment la meilleure pratique des projets SIP de TerrAfrica, ainsi que la meilleure pratique du Projet de Gestion de l'Agroécosystème Transfrontalier de Kagera (TAMP).

Dans le cadre de la plateforme, des profils environnementaux nationaux pour les 12 pays qui mettent en œuvre la RFS ont été préparés en utilisant les SDG relatifs à la sécurité alimentaire et les objectifs qui y sont liés. Les profils ont été transférés sur la plateforme avec une interface en direct pour permettre des mises à jour régulières et continues par les pays.



LES ÉVALUATIONS MENÉES PAR LE CENTRE RÉGIONAL

Plusieurs études de fond et activités préparatoires ont été entreprises par la FAO et l'ONU pour l'Environnement pour renforcer les liens entre la science et la politique dans l'ensemble du programme, notamment:

- Un examen du statut des plateformes de connaissances sous-régionales sur le continent;
- Une analyse des besoins de soutien par projet national (en termes de conseils, de développement des capacités, d'outils) liés aux politiques, à la gouvernance et à la politique scientifique;
- Une étude des initiatives en cours et un processus politique suggéré pour l'Interface Science-Politique du RFS, qui a conduit à un plan stratégique pour l'établissement et la mise en œuvre de l'Interface Science-Politique.
- Un recueil des dernières connaissances scientifiques et techniques, des outils et des méthodes pertinents pour le programme (mis à disposition sur la plateforme susmentionnée).

Section 3.

Agir





Tirer parti du secteur privé pour améliorer le développement durable de la chaîne de valeur

Un moyen essentiel pour la RFS d'aborder la transformation de l'agriculture africaine est d'impliquer le secteur privé et d'augmenter les investissements dans l'agriculture dans son ensemble. Cela représente toutefois un défi majeur, compte tenu de l'analyse de rentabilité relativement difficile à réaliser pour les investissements dans les petits exploitants des zones arides des pays les moins avancés. L'importance de l'engagement du secteur privé dans la durabilité et la résilience pour la sécurité alimentaire réside principalement dans la garantie d'un approvisionnement constant en et en qualité

pour répondre à la demande du marché ; c'est là que la stimulation de la chaîne de valeur et une série d'acteurs du secteur privé sont essentielles. Les utilisateurs de la terre et les agriculteurs font eux-mêmes partie du secteur privé et, en Afrique subsaharienne, ils représentent les plus grands investisseurs de main-d'œuvre, de connaissances et d'expertise en matière de gestion des terres dans les régions cibles de la RFS. Le programme encourage directement l'augmentation des investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur alimentaires à faible émission et résistantes au climat.

L'approche de la chaîne de valeur est un moyen de plus en plus important de conceptualiser et de structurer les interventions de développement rural dans la région. Cette approche met l'accent sur la valeur de la diversification et sur les options à faible apport externe, tout en tirant parti de la valeur des opportunités du marché. Les activités des projets nationaux s'appuient sur l'expérience existante en matière de chaînes de valeur agroalimentaires sur le continent et soutiennent des partenariats solides.



L'engagement du secteur privé dans les principales chaînes de valeur

Les représentants du projet RFS d'Eswatini travaillent à l'intégration des enseignements du RFS dans le plan agricole national afin que toutes les chefferies adoptent ce type d'approche intégrée et planifiée. Le projet Agriculture Climatiquement Intelligente pour des Moyens de Subsistance Résistants au Climat (CSARL) développe une plateforme pour promouvoir l'engagement du secteur privé dans les principales chaînes de valeur, tout en soutenant la mise à l'échelle de l'approche du Plan de Développement des Chefferies (CDP). Le projet devrait devenir une preuve essentielle et un exemple pour le gouvernement afin d'influencer les budgets nationaux.



Photo: ©RFS Niger

Développement de la chaîne de valeur en Éthiopie

Une étude d'analyse de la chaîne de valeur menée dans chacun des 12 districts de mise en œuvre du projet RFS Éthiopie a identifié les produits agricoles potentiels pour le développement de la chaîne de valeur. L'étude a contribué à la prise de décision politique dans les districts, dont trois ont finalement choisi de développer une chaîne de valeur laitière, tandis que cinq autres ont opté pour le zéro pâturage et l'engraissement du bétail et des petits ruminants. Trois districts travaillent au développement de chaînes de cultures et de légumes et un district est engagé dans la chaîne de valeur de la volaille et du poisson. Le district de Boricha a déjà réussi à relier les petits agriculteurs aux marchés pour leurs produits à base de maïs et de haricots.

Plus de **1000** petits exploitants agricoles bénéficient de l'amélioration de la chaîne de valeur en Éthiopie grâce à des impacts tels que:

 L'amélioration de l'accès au marché a permis d'augmenter le prix du lait à la ferme de **2 birr (0,17 \$ US) par litre en moyenne**.

 Les bénéficiaires de l'aide à l'engraissement des petits ruminants et des bovins ont reçu plus de **25% de bénéfice net par tête d'animal**.

 Les producteurs d'oignons ont augmenté leur production de **45% en utilisant des semences** de meilleure qualité. En outre, le prix à la ferme a **augmenté de plus de 50%** en raison de l'amélioration de la qualité et de l'approvisionnement en gros. Les producteurs d'oignons ont construit un centre de vente en gros des produits avec le soutien du projet.

 Les producteurs d'arachides, de maïs et de haricots ont **amélioré leur production de 30 à 45%** par hectare de terre en utilisant des semences améliorées.

 Dans le cadre d'une approche intégrée de la chaîne de valeur, les producteurs de maïs sont devenus des **fournisseurs de semences** améliorées.



Photo: © Katherleen Colverson (CGIAR)

Marketing agricole et solutions TIC pour une meilleure prise de décision

Le projet RFS d'Eswatini a organisé des marchés aux puces pour les poulets et les chèvres indigènes dans diverses communautés de la zone du projet. En partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, cinq marchés aux puces pour les poulets indigènes, deux journées de vente aux enchères pour les chèvres, huit expositions agricoles et une journée champêtre ont eu lieu cette année. Ces marchés aux puces permettent aux agriculteurs de présenter leurs produits dans les différentes chaînes de valeur, agissant ainsi non seulement comme une plate-forme de vente, mais aussi comme une occasion d'apprentissage mutuel entre agriculteurs.



En Eswatini, le projet a développé un Système d'Information sur le Marketing Agricole (AMIS), qui diffuse des informations variées sur les pratiques agricoles pour aider les agriculteurs à prendre des décisions en connaissance de cause. Les informations fournies comprennent la météo, les pratiques agricoles adaptées au climat, ainsi que des informations ciblées sur les entreprises et les liens avec le marché, diffusées spécifiquement les jours de marché. Cette diffusion se fait par le biais d'un Système de Messages Courts (SMS) envoyés en masse afin d'étendre la portée des informations aux agriculteurs de la zone du projet.

Intégration du marché

Dans le projet RFS du Burundi, grâce aux activités du projet de cette année visant l'intégration des marchés, 55% des petits exploitants de la zone de mise en œuvre du projet ont dépassé l'agriculture de subsistance et commercialisent désormais leurs produits, avec comme culture prédominante la pomme de terre irlandaise.



Centres agricoles de transformation à valeur ajoutée



Le projet RFS Nigeria s'est concentré cette année sur le renforcement des capacités des agriculteurs à produire des cultures à haut rendement, et sur leur mise en relation avec les acheteurs potentiels. Pour ce faire, la formation des formateurs et d'autres activités ont porté sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) pour la production de riz et d'arachides, en ciblant les agents de vulgarisation, les agents de santé communautaire et les nutritionnistes.

Dans le cadre d'une nouvelle approche intégrée au Nigeria, 14 hectares ont été alloués à la construction de centres agricoles dans les zones de mise en œuvre du projet. Quatre centres ont été créés, quatre sont en cours de réalisation et six sont en cours d'approbation pour la construction. Les centres agricoles font office de zone centrale pour la récolte, la production et le matériel de traitement post-récolte du riz, du maïs, du sorgho, de l'arachide et du manioc, en ciblant cinq communautés dans chaque zone d'intervention. Ils abriteront un ensemble d'équipements comprenant : des machines à expulser l'huile d'arachide, des décortiqueuses et des moissonneuses, des machines à trancher, presser et tamiser le manioc, et des repiqueuses et moulins à riz.

Les centres agricoles durables sont conçus pour démontrer la viabilité et les avantages des pratiques agricoles durables dans le cadre de

la gestion intégrée des ressources naturelles (INRM), de la Gestion Durable des Terres et de l'Eau (SLWM) et de l'Agriculture Climatiquement Intelligente (CSA) dans les sept États. Une fois terminés, ces centres serviront de points de transformation pour tous les petits exploitants agricoles des communautés environnantes et permettront d'apporter une valeur ajoutée et de générer des revenus.



UN MODÈLE EN COURS D'EXTENSION

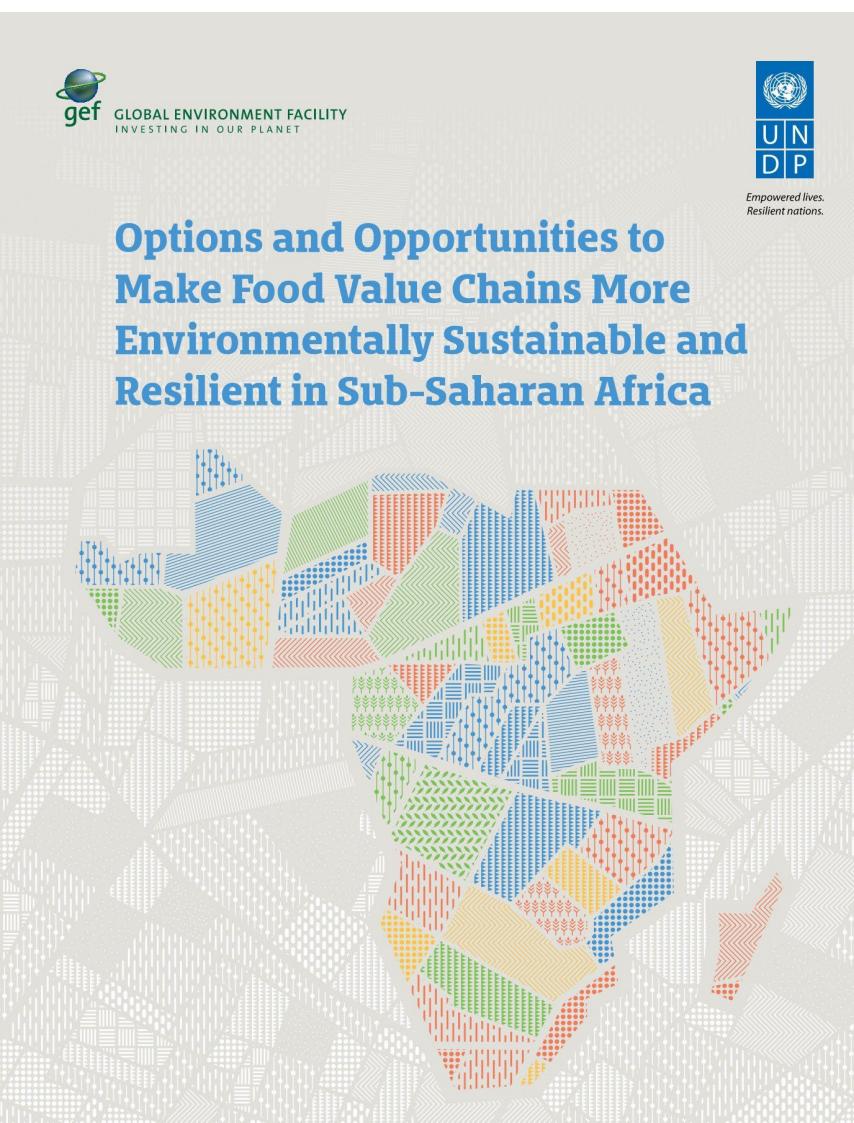
L'exemple de ces centres agricoles est déjà en train d'être répliqué dans d'autres États du Nigeria - le Gouverneur de l'État de Gombe prévoit de construire 114 autres centres agricoles, reproduisant la même structure que le projet établit dans toutes les circonscriptions de l'État. Après avoir vu les premiers résultats du projet RFS du Nigeria, le Gouverneur a décidé d'adopter ce modèle comme l'un des moyens d'encourager les agriculteurs et d'obtenir le meilleur en termes de sécurité alimentaire.



Le PNUD et l'AGRA offrent une formation sur les chaînes de valeur alimentaires durables et résistantes

Les enseignements tirés d'une évaluation initiale menée par le PNUD et l'AGRA indiquent que huit des douze projets nationaux sont encore en train de définir les spécificités de la mise en œuvre de la chaîne de valeur alimentaire, telles que les objectifs des agriculteurs et les calendriers des activités de développement de la chaîne de valeur alimentaire durable et résistante (SRFVC). Pour répondre à cette situation, un atelier de formation régional sur l'écologisation des chaînes de valeur alimentaires agricoles a été organisé par l'AGRA et le PNUD du 17 au 19 septembre 2019 à Nairobi. L'objectif de l'atelier de formation était de (a) renforcer les capacités dans l'application des concepts de chaînes de valeur aux opérations agricoles; (b) sensibiliser sur les aspects techniques de comment rendre les chaînes de valeur alimentaires plus durables et résilientes; et (c) identifier les besoins de formation dans les chaînes de valeur spécifiques à chaque pays. Plus de 30 personnes ont participé à l'atelier, dont des représentants des partenaires du Centre et de la plupart des pays du RFS. Au cours de

l'atelier de 3 jours, les participants ont utilisé des approches de priorisation et de cartographie des chaînes de valeur pour identifier où et comment intégrer les pratiques de renforcement de la résilience et renforcer les capacités des acteurs des chaînes de valeur. Les équipes nationales ont ensuite élaboré des plans d'action comportant des étapes détaillées pour renforcer la résilience et la durabilité au sein de leurs chaînes de valeur prioritaires. Le soutien supplémentaire offert par les deux partenaires du Centre Régional comprend le développement d'une assistance technique sur les SRFVC, des missions conjointes sur le terrain et l'évaluation des points d'entrée de la cartographie de la chaîne de valeur et des parties prenantes. Ce travail s'appuie également sur un document du PNUD et du FEM intitulé *“Options and Opportunities to Make Food Value Chains More Environmentally Sustainable and Resilient in Sub-Saharan Africa”* (“Options et Opportunités pour Rendre les Chaînes de Valeur Alimentaires Plus Durables et Plus Résistantes sur le Plan Environnemental en Afrique sub-saharienne”).



Création d'emplois relative aux moyens de subsistance dans le secteur agricole et non agricole basé sur la gestion des ressources naturelles



Les activités de promotion de la chaîne de valeur en Éthiopie, en tant que résultat des activités du projet RFS cette année, ont entraîné une création d'emplois importante, avec plus de

7,300 emplois
56% femmes
7,300 hommes

3,101 emplois non agricoles dont
16% bénéficient aux résidents urbains
4,209 emplois dans les exploitations agricoles

1,056 emplois dans le développement de la chaîne de valeur

- Commercialisation des produits laitiers**
- Production et commercialisation de l'oignon**
- L'engraissement des petits ruminants**
- L'engraissement des bovins**
- Production et commercialisation de maïs, de haricots et d'arachides**

1,379 emplois liés aux activités de diversification agricole

- Production et commercialisation de légumes et de fruits**
- Apiculture et production de volaille**
- Production et commercialisation de la pêche et des semis**

1,774 emplois liés à une agriculture adaptée au climat





Services de conseil rural

Services de conseil rural

Le programme RFS s'appuie sur les plateformes de services de conseil rural existantes pour identifier des modèles opérationnels et autonomes de renforcement des capacités dans la région sous l'égide de l'INRM pour la production des petits exploitants

Parcelles de démonstration de l'agriculture adaptée au climat

Le projet RFS du Nigeria a développé **250 parcelles de démonstration** pour une agriculture durable et résistante au climat dans les 50 communautés cibles. Chaque communauté a, à son tour, organisé une session de formation pour environ 50 petits exploitants agricoles, en ciblant spécifiquement les femmes et les jeunes. Chaque parcelle de démonstration a une superficie de 0,25 hectare, et le projet a développé un total de 62,5 hectares de parcelles de démonstration pour présenter les pratiques de l'agriculture climatiquement intelligente (CSA).

Partenariat avec les services gouvernementaux de vulgarisation et de météorologie

Par l'intermédiaire du Département des Services de Recherche Agricole (DARS), le projet RFS Malawi établit des liens avec le personnel de vulgarisation de certains districts sélectionnés, et cette année il a **permis la formation de 34 agents de vulgarisation basés dans les districts**. En outre, grâce à un partenariat avec le Département des Changements Climatiques et des Services Météorologiques, une formation a été dispensée au personnel de deux districts, axée sur l'intégration des prévisions météorologiques et la planification des cultures à l'aide du manuel précédemment élaboré par le projet M-Climes.



Focus sur les agricultrices chefs de file au Malawi

Au Malawi, le projet RFS a mis en place trois parcelles de démonstration pour l'agrobiodiversité dans les cinq sous-bassins versants où le projet travaille. Dans ces sous-bassins, **une formation a ensuite été dispensée à 20 agriculteurs principaux, dont 80% de femmes**.

Connaissances indigènes pour la cartographie participative de la flore et de la faune

Dans le projet RFS de l'Eswatini, l'identification des espèces indigènes de flore et de faune qui apportent une valeur à la communauté est encouragée par la participation active des populations indigènes de chacune des communautés. Cela se fait par des approches participatives de cartographie des ressources afin d'assurer l'appropriation et la conservation de ces espèces par la communauté.



Informations sur les extensions des SMS

Dans le cadre du RFS Kenya, grâce aux activités du projet Fonds pour l'Eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF), **25,000 agriculteurs reçoivent deux messages d'information par semaine par le biais d'une plateforme de téléphonie mobile couvrant le bassin versant du Haut Tana**. Ces messages diffusent des informations contextuelles et des techniques clés pour aider et équiper les agriculteurs de la région à mettre en œuvre une Gestion Durable des Terres (SLM).

Renforcer les capacités et les compétences pour aborder la résilience par l'agrobiodiversité

Accroître la résilience des systèmes alimentaires locaux par une meilleure utilisation et conservation de l'agrobiodiversité est la clé de la sécurité alimentaire. La perte continue de l'agrobiodiversité entraîne une plus grande vulnérabilité des plantes et des animaux au changement climatique, aux parasites et aux maladies, ce qui met en péril la sécurité alimentaire et la nutrition. La diversification des systèmes de production par l'utilisation d'espèces, de races ou de variétés multiples, et l'intégration de la biodiversité des cultures, du bétail, des forêts et des milieux aquatiques, contribuent à améliorer les moyens de subsistance et la nutrition, tout en réduisant l'impact négatif des pesticides sur l'environnement. À ce titre, le RFS met fortement l'accent sur l'agrobiodiversité pour renforcer la résilience des systèmes agricoles.

A travers le RFS du Burundi, le programme aborde la production alimentaire durable et la résilience au climat dans les hauts plateaux du pays. Les effets négatifs du changement climatique mettent de plus en plus en péril l'eau, l'agriculture, le bétail, la forêt et la santé humaine. Le déclin de la production agricole est principalement dû à la dégradation des sols, aux pratiques non durables et à la perte de l'agrobiodiversité.

Le projet RFS Burundi vise à aider les agriculteurs à améliorer la santé des sols, à diversifier les systèmes de production, à renforcer la gestion communautaire des semences et à accroître l'accès à la diversité des semences, lesquels sont les stratégies clés pour une meilleure résilience et durabilité dans l'agriculture des petits exploitants. La FAO, principal exécutant du projet, s'est associée à Bioversity International pour organiser une formation sur la manière d'évaluer la diversité et les contraintes pour une meilleure utilisation et conservation de celle-ci, en utilisant des techniques de diagnostic participatif développées dans le cadre de l'Outil d'Evaluation de la Diversité pour l'Agrobiodiversité et la Résilience (DATAR).

Cet outil d'aide à la prise de décision a été créé pour aider les acteurs du projet à évaluer la diversité et à concevoir des interventions qui favorisent l'utilisation de la diversité génétique des cultures, du bétail ou des espèces aquatiques pour accroître la productivité et la résilience.



Photo: © RKimeli (CGIAR)

Plus précisément, les outils DATAR ont pour but d'identifier et de caractériser les variétés et les races locales de plantes cultivées, et d'identifier les moyens d'améliorer l'accès, la sélection et le partage de la diversité génétique des plantes cultivées et des animaux aux niveaux communautaire et national. Co-organisée par les deux partenaires du Centre Régional, la formation a eu lieu à Gitega, l'un des sites du projet, du 20 au 24 mai 2019. Parmi les participants figuraient des agriculteurs, des responsables des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement, des chercheurs et des chefs de projet. On leur a remis les outils participatifs de la DATAR et ils ont acquis une expérience pratique de l'utilisation des différentes méthodes.

L'objectif de la formation était de doter les participants de connaissances et d'une expérience pratique sur la manière de collecter des données fiables à l'aide de diagnostics participatifs, ainsi que sur la manière d'établir et de gérer des banques de semences communautaires. En outre, l'équipe du projet a apporté son soutien à la conservation au niveau communautaire, car la formation a présenté les principes et les concepts des banques de semences communautaires, qui constituent une stratégie clé à la fois pour la conservation et pour l'amélioration de l'accès à une diversité de semences de bonne qualité.

Les réactions des agriculteurs participants ont conclu que la conservation et l'utilisation de différentes variétés de cultures est une préoccupation majeure, soulignant les inquiétudes concernant la perte de variétés locales de maïs productives et résistantes aux parasites et aux maladies. Ces variétés locales sont remplacées par des semences de maïs hybride qui sont coûteuses et nécessitent des intrants qui ne sont pas toujours à la portée des agriculteurs.



Photo: © RFS Burund



Photo: © RFS Burund



Photo: © RFS Burund



Photo: © RFS Burund

Formation sur la gestion durable des terres en Éthiopie

Grâce au RFS de l'Éthiopie, plus de **56,000 bénéficiaires** ont été formés cette année dans des domaines d'actualité clés pour la SLM, à savoir:

- Différentes options pour les technologies de gestion des bassins versants;
- Les techniques de gestion de la fertilité des sols, y compris la rotation des cultures et la production et la fabrication de compost;
- La plantation et la gestion des semis; et
- Fermeture des zones dégradées et zéro pâturage.

Formation des projets nationaux et documentation de l'impact des Ecoles Pratiques d'Agriculture

Dans le cadre de la composante 2 du Centre Régional, axée sur la promotion des approches intégrées, la FAO a dirigé un atelier sous-régional de formation et de partage des connaissances sur les écoles de terrain agropastorales sensibles au climat, qui s'est déroulé au Burkina Faso du 3 au 6 décembre 2018, avec des participants du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal, du Burundi, de l'Ethiopie et de l'Ouganda.

La formation était liée à l'élaboration d'un projet de guide pour les professionnels portant sur le développement des initiatives locales relatives aux systèmes alimentaires et aux chaînes de valeur durables, ainsi que sur le rôle des intermédiaires et des services de conseil. Afin de renforcer les capacités de Suivi, d'Evaluation et d'Apprentissage (MEL) des Ecoles Pratiques d'Agriculture (FFS), des représentants du projet du Burkina Faso, du Malawi, de l'Éthiopie et du Kenya ont participé à un atelier de formation organisé en Thaïlande par la FAO.

En collaboration avec l'Université de Wageningen, **un guide a été élaboré sur les programmes d'Adaptation au Changement Climatique (CCA) pour les services de conseil agricole participatifs. Les meilleures pratiques du Burkina Faso, du Niger, du Sénégal et du Burundi y figurent.** En outre, des groupes de discussion ont été organisés par le biais de la plateforme FFS, impliquant des professionnels de la vulgarisation et des services consultatifs des 12 projets nationaux de la RFS. Une enquête et une revue globales des expériences des écoles pratiques d'agriculture ont été publiées dans deux articles universitaires. La publication comprend une analyse globale de l'impact de la mise en œuvre des FFS, en considérant différentes dimensions telles que sociopolitiques, financières

et naturelles-humaines. Des pages thématiques ont été placées sur le site de la plateforme FFS, intégrant les thèmes suivants : élevage, aquaculture, genre, foresterie, institutionnalisation, entreprises, sols, gestion des terres et approche et résilience du paysage.

Cette année, le projet RFS au Burundi a fourni un appui intensif à l'institutionnalisation et à l'opérationnalisation des FFS, en étroite collaboration avec la Direction Générale du Gouvernement pour la Mobilisation en faveur de l'Auto-développement et de la Vulgarisation Agricole. Trente animateurs de FFS pour 43 groupes de FFS ont été redéployés et 32 groupes de FFS supplémentaires ont été ciblés pour le deuxième tour du cycle de formation. En termes de renforcement des capacités institutionnelles, le projet a organisé des événements de sensibilisation clés dans trois groupes de développement agricole et rural, dans les trois provinces où le projet est mis en œuvre, avec plus de 150 représentants, dont des fonctionnaires, des partenaires techniques et financiers, des responsables de l'administration territoriale, des ONG et des représentants des communautés.

Afin d'aborder directement l'amélioration des moyens de subsistance, plus de 1 400 ménages regroupés dans 43 FFS ont mené des formations sur les bonnes pratiques agricoles, la gestion durable des terres (SLM), les essais expérimentaux sur la productivité et la production agricole résistante au changement climatique, et la conduite d'Analyses des Agroécosystèmes (EASA) sur diverses cultures. En outre, des activités génératrices de revenus, concernant les haricots, le blé, le maïs, les pommes de terre et le soja, ont également été menées cette année.



Renforcer les règlements et le régime foncier au niveau des villages

En Tanzanie, le projet RFS vise l'approbation des règlements de gestion de l'utilisation des terres dans les villages et entre les villages afin de faire appliquer les plans d'utilisation des terres qui sont en place. **Plus de 800 personnes ont été formées à l'élaboration de plans d'utilisation des terres villageoises, aux négociations et à l'application des règlements pour une meilleure gestion des ressources naturelles.** Les personnes cibles pour la formation comprenaient les membres des Comités Villageois de Planification de l'Utilisation des Terres, des Comités Villageois de Gestion des Ressources Naturelles (VNRCMs), des conseils de village, des chefs de village, et des anciens sélectionnés dans les zones d'intervention du projet.

Cette approche de projet s'est concentrée sur la mise en œuvre de plans de gestion de l'utilisation des terres par la délivrance du Certificat d'Occupation des Droits Coutumiers (CCRO).



CES EFFORTS AU NIVEAU DES VILLAGES ONT ABOUTI À:

- 4** Equipes de Gestion Participative de l'Utilisation des Terres au Niveau des Districts
- 24** Comités Villageois de Gestion des Ressources Naturelles
- 8** Comités Villageois de Gestion des Ressources Naturelles entre Villages
- 17** Comités Villageois d'Aménagement du Territoire
- 5** Comités conjoints d'Aménagement du Territoire

En plus des efforts déployés au sein des structures de planification villageoise au niveau individuel, **35 membres de l'Equipe de Gestion Participative de l'Utilisation des Terres du District ont été formés pour faciliter la planification de l'utilisation des terres du village et soutenir la mise en œuvre des règlements.** Au niveau national, la Commission Nationale de Planification de l'Utilisation des Terres a été intégrée et a entrepris une planification conjointe de l'utilisation des terres villageoises dans quatre districts en Tanzanie afin d'intensifier la planification participative de l'utilisation des terres.



Photo: © Wolff (UN)

Au Burkina Faso, le projet RFS, en collaboration avec la Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation des Populations Rurales, a eu une approche similaire pour renforcer la planification de l'utilisation des terres rurales, en soutenant des réunions de concertation pour le Service des Terres Rurales (SFR) afin d'émettre des actes appropriés. Les efforts conjugués ont permis de former 15 agents de changement, d'attribuer des SFR aux communes, de former, d'archiver du matériel et d'organiser des voyages d'échange et de partage d'expériences entre les services fonciers ruraux (dans les communes dotées de services fonciers fonctionnels).

Comités villageois visant une gestion améliorée des bassins versants

Au Malawi, des progrès significatifs ont été réalisés cette année par le projet RFS pour établir et réorganiser 35 Comités Villageois de Gestion des Ressources Naturelles (CVGRN) dans les cinq sous-bassins versants afin de développer et de mettre en œuvre des Plans d’Action au Niveau du Village (VLAPs) pour chaque micro-bassin versant identifié. Les communautés dans les cinq sous-bassins versants ont développé 23 VLAP pour chaque micro-bassin versant identifié. Les VLAPs sont actuellement présentés aux Comités Exécutifs de zone et aux Conseils de District pour approbation. **Le projet a établi cinq Comités de Gestion des Bassins versants conformément à la loi sur les ressources en eau (2013) en tant qu'institution locale pour la gestion des cinq bassins versants ciblés.** Le projet a également réorganisé/établi les CVGRN au niveau des Chefs de Groupe de Village (CGV) pour faciliter la mise en œuvre des activités liées à la gestion des bassins versants. Auparavant, les projets au Malawi formaient des Comités de Mise en Œuvre des Projets (PIC) au niveau des villages pour mettre en œuvre ces activités, mais cela s'est avéré non durable une fois le projet terminé.

Les Comités de Gestion des Bassins Versants, qui ont été mis en place, travailleront avec les institutions nationales et locales existantes, telles que l’Autorité Nationale des Ressources en Eau, le Sous-Comité Environnemental de District (DESC), l’ADC et les VNRMC pour entreprendre la planification et la gestion des bassins versants. Le projet a également délimité cinq sous-bassins versants pour les cinq unités de ressources en eau. Les communautés ont délimité les micro-bassins des cinq sous-bassins comme unité de base pour la planification et la mise en œuvre des interventions de gestion des bassins versants. Trois Equipes de Planification de la Gestion des Bassins Versants ont été créées au niveau du district pour guider les communautés dans la planification et la mise en œuvre des plans de gestion des bassins versants.

GHANA
Le Projet RFS de Gestion Durable des Terres et des Eaux au Ghana a une approche similaire à l'échelle du paysage, intégrant la planification de la gestion des bassins versants communautaires.

Formation de vulgarisation sur le changement climatique et la gestion de la fertilité des sols au Niger

Afin d’assurer la résilience des communautés face aux impacts négatifs majeurs du changement climatique, ProDAF, le projet RFS au Niger, a mené une formation sur les services de vulgarisation. Il visait à diffuser largement les connaissances et les outils pratiques sur les techniques de régénération naturelle assistée (RNA), les techniques de conservation de l'eau et des sols et l'utilisation du fumier organique dans la zone d'intervention. Les sessions de formation ont porté sur des sujets tels que les techniques intelligentes en matière de climat, la gestion de la fertilité des sols et la lutte intégrée contre les parasites. **Elle a également encouragé l'utilisation de variétés de semences améliorées adaptées aux nouvelles conditions climatiques et des intrants de qualité.** La formation a constitué une innovation dans le programme de vulgarisation visant à intégrer les bonnes pratiques agricoles, notamment le semis en ligne, le traitement fongicide des semences, l'éclaircissement des 3 semis et le microdosage NPK.



Photo: ©ag4impact.org



Photo: ©icrisat.org



Photo: ©RFS Niger

Dans le cadre du projet RFS Ouganda, des agents de vulgarisation, des agents fonciers, des membres des conseils de district et de sous-comté et des représentants des organisations communautaires (CBO) ont été identifiés dans chacun des quatre districts de la zone d'intervention du projet et formés aux principes et pratiques de l'INRM. La formation pratique a comporté des démonstrations de régénération des arbres assistée par les agriculteurs, de conservation des sols et de l'eau, et de CSA et de pratiques, telles que le travail minimum du sol.

Plus de 2 000 membres de la communauté appartenant à 87 FFS ont été identifiés, enregistrés et notifiés du plan de formation pour la SLM et l'INRM.



Une évaluation des besoins de formation de ces écoles a été finalisée pour guider la formation.



70 communautés dans les sept États de mise en œuvre au Nigeria

ont accepté, par le biais des réunions de sensibilisation et de plaidoyer du Programme de Développement Agricole de l'État (ADP) avec les dirigeants communautaires, de collaborer avec le programme RFS.

490 groupes de coopération travaillant avec le projet RFS du Nigeria ont été identifiés.



Chaque groupe coopératif est composé d'un maximum de **30 agriculteurs individuels** qui renforceront leurs capacités en utilisant le système de SLM.



11,833 agriculteurs formés aux pratiques de gestion intégrée de l'agriculture et de l'élevage,

en particulier à la culture du riz et des arachides dans les communautés sélectionnées des 14 Zones de Gouvernement Local (LGA) par le Réseau pour la Promotion des Femmes Agricultrices au Nigeria (WOFAN), une ONG locale qui est également partenaire du projet au niveau fédéral.

En ce qui concerne les nouvelles technologies de production, 210 femmes et jeunes ont été formés à la gestion intégrée de l'agriculture et de l'élevage, en mettant l'accent sur la Gestion Durable des Terres et de l'Eau et sur l'Agriculture Climatiquement Intelligente(CSA).

Promotion des solutions innovantes et des meilleures pratiques

Scaling SLM and water harvesting innovations

Le projet RFS Kenya, le Fonds pour l'eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF) a directement touché plus de 23,000 familles bénéficiaires, avec un total de 51,073 hectares de terres qui ont été dégradées par l'érosion hydrique, désormais sous SLM. Les familles qui cultivent ces terres bénéficient de divers services dans le cadre du projet, notamment une formation sur SLM, un appui à la collecte des eaux de pluie grâce à l'installation de plus de 10,200 bacs à eau dans les fermes, et la distribution de plus de 1,2 million de plants d'arbres de qualité. Le projet s'attaque aux causes profondes de la dégradation des terres et a conçu un système d'irrigation au goutte-à-goutte pour les petits exploitants agricoles, ciblant 3,000 familles rurales, réduisant ainsi leur consommation d'eau d'environ 50% de plus. Il en résulte une augmentation de la production, des économies d'eau et des rivières plus saines et plus résistantes aux effets du climat.

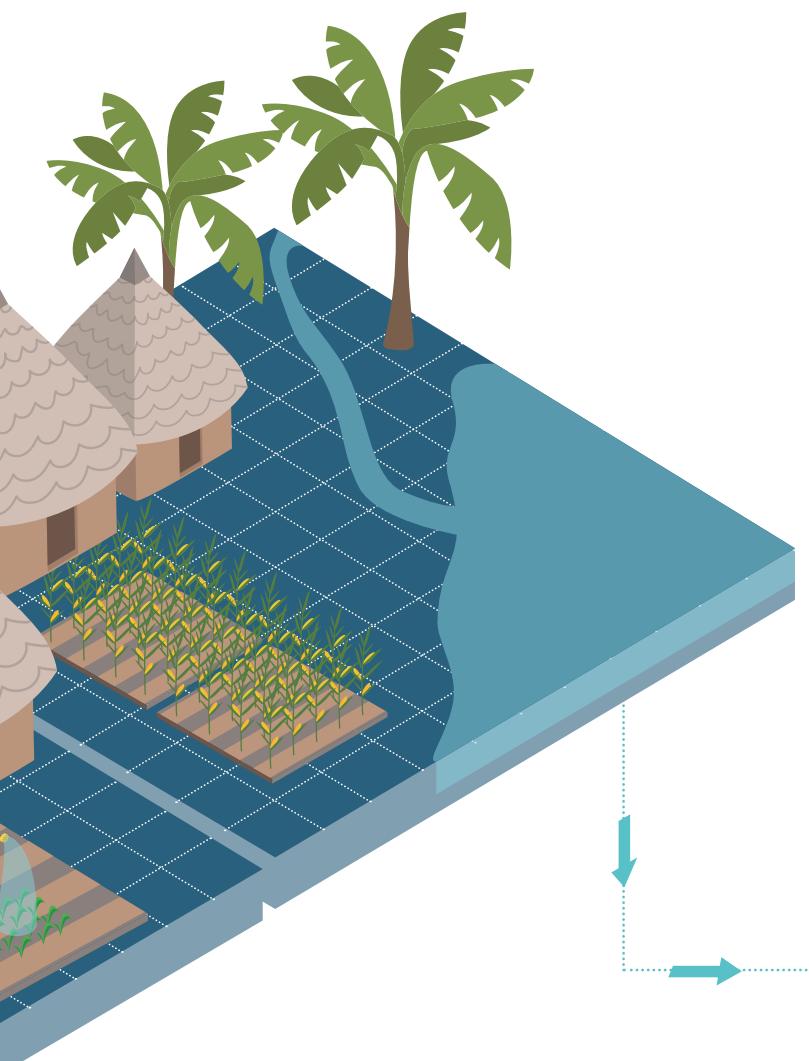
Plus de 18,000 petits exploitants agricoles bénéficient d'une technologie sous forme de bacs à eau pour stocker l'eau nécessaire à l'irrigation des cultures pendant la saison sèche. Cela a un impact positif sur l'approvisionnement principal en eau de la capitale du Kenya, Nairobi, en limitant le prélevement en aval et, en tant qu'approvisionnement durable en eau pour les cultures, cela réduit également l'érosion en amont. Au cours de la période d'intervention, plus de 6,900 bassins d'eau ont été aménagés dans la région du Haut Tana.

L'UTNWF s'est associé au comté de Murang'a pour planter un million de plants d'avocats sur deux ans. L'initiative conjointe est un duel de partage des coûts visant à diversifier les revenus agricoles et la sécurité alimentaire des agriculteurs dans le bassin versant, et à contribuer à la bonne conservation des exploitations agricoles et des terres riveraines. Le Fonds pour l'eau intègre les capacités dans la structure de gouvernance au niveau des comtés au Kenya en soutenant les agents techniques des comtés dans la fourniture de services de vulgarisation.

Le partenariat de l'UTNWF avec le comté de Murang'a a déjà donné des résultats:

- Un million de plants d'arbres plantés grâce à un **co-investissement de 50/50**;
- Un soutien aux agents techniques du comté pour fournir des services de vulgarisation et l'achat de **500,000 plants** pour les agriculteurs dans les zones prioritaires; et
- Le gouvernement du comté a accepté d'augmenter considérablement ses investissements dans les cultures arboricoles. Cela contribuera à réduire l'érosion, à renforcer la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi qu'à générer des revenus supplémentaires pour les agriculteurs locaux, estimés à **8 millions de dollars US** par an une fois qu'ils seront pleinement établis.





Cartographier les bassins versants pour la SLM

Au Burundi, le projet RFS a été actif cette année dans l'identification de sept bassins versants pour la mise en œuvre de la SLM. Cela a été possible grâce à la production de cartes topographiques par le Département de Génie Rural du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage.



Mise à l'échelle réussie et solutions innovantes - meilleure pratique du projet Niger

Programme de Développement de l'Agriculture Familiale (ProDAF)

Dans un contexte de forte vulnérabilité de l'agriculture familiale, amplifiée par les effets du changement climatique, le ProDAF s'attaque aux principaux facteurs de dégradation de l'environnement au Niger par la promotion d'une approche holistique visant à améliorer la productivité des systèmes agricoles où l'insécurité alimentaire est directement liée à la dégradation de l'environnement. Le projet se concentre en particulier sur le renforcement de l'agriculture familiale durable et l'amélioration de l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles.

Au niveau national, le projet est dirigé par le **Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage**, qui travaille en étroite collaboration avec le **Haut-Commissariat pour l'initiative Les Nigériens Nourrissent les Nigériens (HCi3N)**.

Les principaux acteurs du projet sont la Direction Régionale de l'Environnement, les Associations des Utilisateurs de l'Eau, les autorités locales (communes), les Bâtiments et Travaux Publics, les services régionaux et départementaux des eaux, les prestataires de services spécialisés et les Chambres Régionales d'Agriculture. Le ProDAF est également en partenariat avec des institutions de recherche et des centres d'excellence locaux, notamment l'Institut National de Recherche Agricole du Niger, l'ICRAF et le Centre International de Recherche sur les Zones Tropicales Semi-arides (ICRISAT), tous les deux centres du CGIAR, pour l'expertise sur les pratiques agricoles et les matériaux de plantation innovants ; en plus du Centre Régional AGRHYMET, pour l'observation et la gestion des risques climatiques.

Le projet vise également à faire participer plus de **22,400 ménages** ou près de **157,000 personnes (dont 30% de femmes et 30% de jeunes)** en tant que bénéficiaires directs.

L'investissement du RFS dans le ProDAF contribue directement à la réalisation d'objectifs multisectoriels, tels que:

- Améliorer l'infiltration dans la nappe phréatique en réduisant l'érosion hydrique et l'envasement au niveau des bassins de production, en renforçant la durabilité des écosystèmes ainsi que la résilience des systèmes de production, avec un impact direct sur le renforcement de la sécurité alimentaire;
- Mobiliser l'eau grâce à 16 ouvrages de mobilisation de l'eau, dont 12 seuils et 4 bassins. L'objectif total du ProDAF (y compris le co-investissement d'autres partenaires) comprend 150 ouvrages et l'objectif du gouvernement national est de 700 ouvrages;
- Récupérer des terres de plus de 8,900 hectares - contre un objectif total de 20,000 hectares pour le ProDAF et un objectif national de 200,000 hectares de bassins versants à traiter dans le cadre du plan d'investissement national i3N;
- Renforcer la conservation de la biodiversité, à la fois par le développement de bassins correspondant aux sites Ramsar et de couloirs de passage, où l'élimination de l'espèce envahissante Sida cordifolia permettra un retour à des écosystèmes originaux plus diversifiés;
- Renforcer le stockage du carbone dans les sols (1,4 tonne d'équivalent carbone par hectare et par an, soit 350,000 tonnes d'équivalent carbone par an).

Au niveau mondial, le ProDAF contribue à la réalisation des Objectifs de Développement Durable suivants:



ODG 12, concernant l'établissement de méthodes de production durables, y compris la gestion rationnelle des ressources naturelles;



ODG 13 sur la lutte contre le changement climatique, y compris le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation face aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles;



ODG 15 concernant la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres, y compris la lutte contre la désertification et la préservation des écosystèmes d'eau douce.

Le ProDAF travaille sur des solutions intégrées pour améliorer la sécurité alimentaire tout en s'attaquant aux facteurs de dégradation de l'environnement. Le projet fait la démonstration et la mise à l'échelle d'approches innovantes pour renforcer la résilience et l'adaptation au climat, notamment par des actions liées à la gestion intégrée des ressources naturelles et à la restauration des terres, ainsi qu'à l'amélioration des infrastructures rurales. En particulier, les impacts attendus du ProDAF sont, au niveau national/local:



MISE À L'ÉCHELLE DE LA GESTION DURABLE DES TERRES

La récupération des terres dégradées a été l'une des activités les plus réussies du ProDAF, notamment grâce à la forte implication des bénéficiaires. L'approche adoptée permet aux plus pauvres d'accéder aux activités et d'en tirer le meilleur parti. Un cas de réussite a été le travail du ProDAF en collaboration avec le PAM et le FEM pour améliorer la gestion des sites dégradés par la lutte contre les espèces végétales envahissantes.

Un autre axe important du ProDAF et de ses partenaires a été la mise en place et l'opérationnalisation d'une plateforme d'échange d'informations environnementales et agricoles. La diffusion d'informations sur les meilleures pratiques en matière de INRM et de SLM a connu un grand succès. Parmi les méthodes les plus connues et les plus pratiquées par les petits exploitants agricoles figurent

Régénération Naturelle Assistée (RNA; 71%), demi-lune (58%) et zaï (42%).

Ces trois pratiques sont très populaires en raison de leur contribution à l'augmentation

des rendements, qui peuvent même être triplés en fonction de la combinaison des technologies adoptées. Parmi ces dernières, on peut citer l'amélioration des variétés de semences adaptées aux nouvelles conditions climatiques.

Le projet s'est également concentré sur l'acquisition et l'adoption de techniques de suivi innovantes. Divers partenaires à tous les niveaux de la mise en œuvre et de la prise de décision ont été formés aux systèmes d'information géographique (SIG), ce qui a permis l'utilisation d'un nouveau logiciel pour suivre et rendre compte de l'impact du projet.

Des efforts supplémentaires en matière de gestion des connaissances et de développement des capacités comprennent l'organisation de plusieurs ateliers pour partager les préoccupations régionales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Avec un niveau de participation élevé (près de 900 représentants des niveaux régional et départemental), ces événements ont permis de faire le point sur les réalisations, de partager les expériences et de préparer les saisons de cultures irriguées dans la région.



Photo: ©RFS Niger

IMPACTS A CE JOUR DU PROJET PRODAF AU NIGER

- **10,491 ha**
(c'est-à-dire 50% de l'objectif total) de terres dégradées récupérées en amont des bassins versants (dont 3,267 ha au titre du financement de la RFS)
- **75,065 ha**
de régénération naturelle assistée des terres (RNA), (soit 39% de l'objectif total dont 20,670 ha sous financement RFS)
- **Réalisation de travaux de mobilisation de l'eau: construits et 28 étudiés**
sur les 150 prévus dans toutes les catégories
- **Augmentation des terres arables et des paturages, en stimulant la production agropastorale et/ou la productivité des sites traités:**
75% d'augmentation
du taux de biomasse dans la région de Maradi (par rapport au contrôle de 2017)
63% de taux moyen de récupération des sols
Taux de recouvrement de 78%
des 2018 plantations en moyenne à Tahoua
- **Renforcement de la biodiversité avec l'introduction et/ou l'apparition de nouvelles variétés d'espèces herbacées, arboricoles et animales:**
39% de taux de résurgence
des espèces de plantes ligneuses et herbacées qui avaient disparu à cause du changement climatique
- **Augmentation de la production agricole:**
jusqu'à **3 fois plus de rendements**
grâce à l'adoption des meilleures pratiques de GDT

Réduction à moitié de la période de soudure de 4 à 2 mois (selon le lieu) en utilisant la rémunération reçue pour payer la nourriture, les petits ruminants et développer des activités génératrices de revenus
- **Augmentation du revenu des ménages:**
XOF 70,000
(environ 117 dollars US) par an grâce à la vente de produits et de sous-produits
- **Réduction des émissions de GES:**
estimée actuellement à
-6.3 tCO₂eq per hectare
par an pour la biomasse, et
-5.3 tCO₂eq per hectare
par an pour les sols (rapport d'étude d'achèvement du FEM / PASADEM)



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Les trois principaux défis identifiés qui sont la clé du succès du processus de restauration des terres sont les suivants:

- ✓ Respecter les normes de construction;
- ✓ La vérification du régime foncier; et
- ✓ Améliorer la fonctionnalité des structures de gestion des sites récupérés, telles que les Associations d'Utilisateurs d'Eau et les Comités de Gestion.

L'engagement d'institutions scientifiques dans le suivi de l'impact permet:

- ✓ Amélioration de l'assurance qualité et du suivi et de l'évaluation "scientifiquement reconnus" des impacts écologiques; ainsi que
- ✓ Communication efficace des avantages écologiques.

La reproduction et la mise à l'échelle réussies des meilleures pratiques dépendent dans une large mesure d'une collaboration multipartite efficace et effective pour tirer parti des synergies et créer les conditions permettant d'obtenir un impact sur la restauration des terres, ainsi que de renforcer la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.



Section 4.

Suivre





Suivi et évaluation à échelle multiple des avantages environnementaux et du progrès socio-économique au niveau mondial

Agrégation et comparaison des données pour démontrer l'impact à grande échelle

Au Centre Régional, et avec les orientations générales du **Groupe Consultatif Technique (TAG)** sur le suivi et l'évaluation (M&A), Conservation International (CI) a dirigé le développement d'un cadre conceptuel pour le M&A multi-échelle du projet, en fournissant des orientations sur les méthodes et les indicateurs pour l'évaluation des services écosystémiques et des bénéfices socio-économiques découlant du programme aux niveaux régional et national.

Il propose des indicateurs de changement dans les services écosystémiques, les bénéfices socio-économiques et la résilience de la sécurité alimentaire qui pourraient être adoptés pour une évaluation holistique des projets nationaux.

Il fournit également des recommandations sur la manière d'évaluer ces indicateurs à deux niveaux: le niveau national et le niveau régional. Les données au niveau des pays seront agrégées et comparées aux mesures au niveau régional pour démontrer l'impact à grande échelle. L'Agence Spatiale Européenne a également contribué à ce processus, dans le cadre de son initiative d'Observation de la Terre pour le Développement Durable (EO4SD).

Plusieurs partenaires du Centre ont également contribué à l'exercice, en donnant des conseils par exemple sur des sujets liés à l'agrobiodiversité (Bioversity International), à l'intégration de la dimension de genre (ICRAF) et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FAO).

SIG en Ethiopie

Le projet RFS en Éthiopie vise à établir un système SIG intégré basé sur le web pour le suivi à plusieurs niveaux des services écosystémiques et des bénéfices environnementaux mondiaux (GEB). La base de données du suivi sera basée à la Commission fédérale de l'Environnement, des Forêts et du Changement Climatique et dans six bureaux régionaux de l'environnement. Le système disposera d'un centre de collecte et de soumission des données au niveau du district. Des coordinateurs de projet et des agents de développement formés saisiront des données actualisées, à l'aide de tablettes, dans la base de données en ligne, soit par Internet, soit par l'envoi d'un SMS.

Le système utilisera WoredaNet, qui est un système de réseau Internet appartenant au gouvernement et géré par celui-ci. Le système obtiendra également des données supplémentaires par satellite sur une base trimestrielle pour montrer les changements dans l'utilisation des terres, la couverture des terres, le niveau de dégradation, la fertilité des sols et le niveau des eaux souterraines. La base de données sera accessible aux professionnels des régions, du gouvernement fédéral et des unités de gestion de projet (PMU) pour qu'ils puissent consulter et traiter les données, afin de fournir aux décideurs des informations utiles.

SHARP in Ouganda

Le projet **RFS** en Ouganda a appliqué l'outil d'auto-évaluation et d'évaluation holistique de la résilience climatique des agriculteurs et des pasteurs (**SHARP**) pour établir des indicateurs de base de la résilience, et pour comprendre les forces et les faiblesses des ménages cibles. Les indicateurs de résilience mis en évidence comprenaient les systèmes et les pratiques de production, l'environnement et le statut social et économique. La collecte de données de base est axée sur la valeur actuelle des superficies de

terres cultivées, de pâturages et de forêts faisant l'objet d'une gestion intégrée des ressources naturelles (INRM) et d'une gestion durable des terres (SLM) par district; les rendements actuels; les niveaux actuels de disponibilité de l'eau; les utilisateurs de terres désagrégés par sexe et leurs autres moyens de subsistance; l'utilisation de cultures indigènes; les sources de fourrage; le statut de résilience agroécologique et sociale; et les niveaux de risque et de vulnérabilité dans la zone du projet.



SHARP est une enquête d'auto-évaluation destinée aux agriculteurs et aux éleveurs. Chaque question de SHARP est liée à des indicateurs de résilience individuels, qui peuvent être utilisés comme un indicateur du niveau de résilience des agriculteurs et des éleveurs au changement climatique. SHARP comporte trois grandes phases:

- Une enquête participative d'auto-évaluation des petits exploitants agricoles et des pasteurs concernant leur résilience au climat;
- Une analyse des lacunes et une évaluation des réponses au niveau local avec les agriculteurs et les pasteurs dans le cadre d'une évaluation rapide; et également par un examen transversal des évaluations multiples, qui comprend un engagement avec les responsables des gouvernements locaux et les décideurs politiques pour évaluer les politiques agricoles et pastorales en ce qui concerne leur efficacité et leurs lacunes; et
- Utilisation de ces informations en conjonction avec les données climatiques et scientifiques pour informer et orienter les pratiques des agriculteurs ainsi que les programmes d'études et les politiques locales et nationales.



Food and Agriculture Organization of the United Nations

SHARP+

Auto-évaluation et Évaluation Holistique de la Résilience Climatique des Agriculteurs et des Éleveurs

Suivi de la résilience à l'aide de données satellitaires

Des progrès ont été réalisés dans le suivi des GEBs et des avantages socio-économiques dans les pays et les sites des projets. Des données de référence provenant d'ensembles de données mondiaux, notamment de CI et de l'Agence Spatiale Européenne, ont été mises en ligne par le biais de l'Atlas de Résilience du RFS et des plateformes Trends.Earth.

L'Atlas de Résilience permet de superposer différents ensembles de données pour la prise de décision sur différents facteurs (par exemple, le climat, la couverture des terres, les facteurs de stress et les chocs, ainsi que les actifs et les capacités) affectant la sécurité alimentaire. Tendances. La Terre mesure la dégradation des sols par l'imagerie de télédétection, et

permet d'obtenir des ensembles de données personnalisées pour améliorer les analyses localisées afin de mieux informer les décideurs.

Plusieurs équipes de projet nationales du RFS ont déjà accès aux informations contenues dans l'Atlas de la résilience et les utilisent. Des représentants du Nigeria, de l'Éthiopie, du Burkina Faso, d'Eswatini, du Niger, du Sénégal et de la Tanzanie ont indiqué qu'ils avaient accédé à des informations utiles sur la dégradation des terres, la couverture des sols, la productivité des terres, les changements forestiers et les régimes pluviométriques, selon une enquête récente. D'autres sessions de formation seront organisées avec les équipes nationales afin d'améliorer l'utilisation des plateformes.



LES MOYENS D'ACQUÉRIR DES DONNÉES POUR ÉVALUER LES INDICATEURS



Enquêtes sociales et collecte de données qualitatives: S'appuie sur des enquêtes individuelles et auprès des ménages, des entretiens et des groupes de discussion



Observation de la Terre: Utilise des capteurs sur des satellites ou d'autres plates-formes pour recueillir des informations sur les caractéristiques de la surface terrestre (couverture terrestre, productivité, etc.)



Modélisation: Utilise un ensemble de données et des modèles statistiques ou informatiques pour évaluer les informations biophysiques ou socio-économiques

LES COMPOSANTES DU CADRE DE SUIVI ET LEURS SOURCES DE DONNÉES



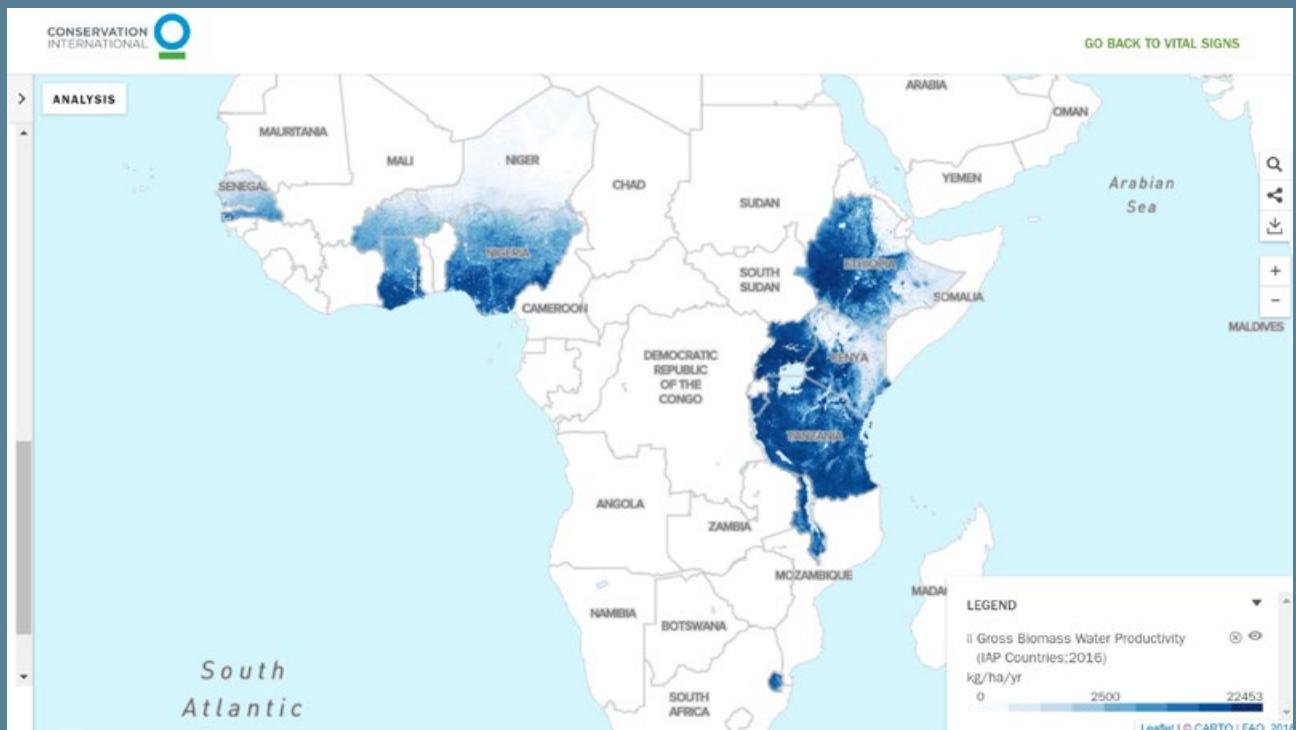
Services écosystémiques: Les avantages que les humains tirent du fonctionnement des écosystèmes (tels que la régulation hydrologique et climatique, le cycle des nutriments et du carbone, la lutte contre les parasites et les maladies)



Avantages socio-économiques: Bénéfices des activités du projet pour les ménages et les communautés, répartis par sexe



Résilience de la sécurité alimentaire: Capacité du système alimentaire à maintenir l'accès, la disponibilité et l'utilisation de la nourriture face aux stress et aux chocs chroniques et aigus



Example indicators of contextual factors



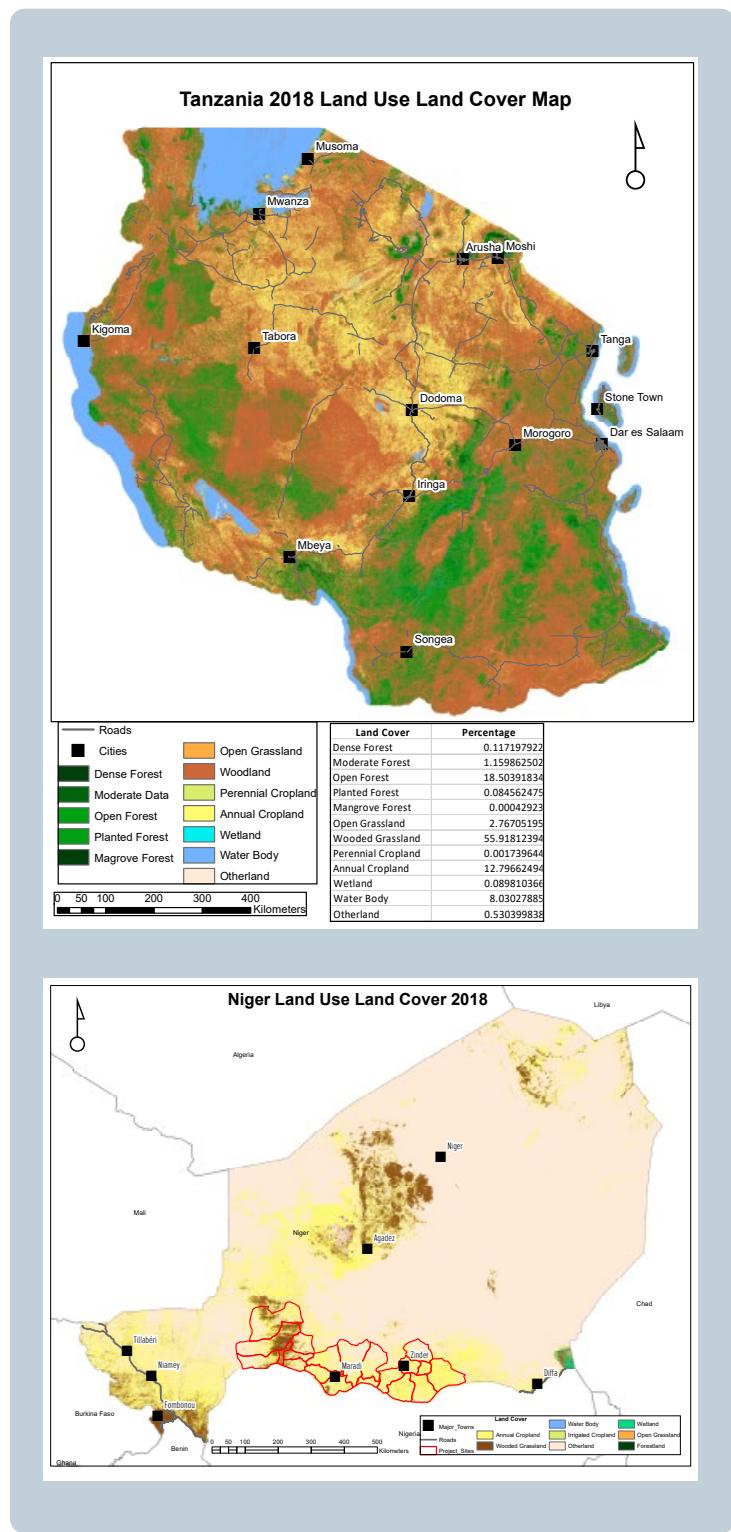
Cartes de la couverture terrestre

Des cartes de la couverture terrestre pour tous les pays participant au programme RFS ont été élaborées à l'aide de l'imagerie Sentinel 2 et des données satellitaires de 2018. Ces cartes serviront de référence pour l'état de la couverture terrestre de ces pays, à la fois pour guider la mise en œuvre des activités du projet et pour suivre l'impact des interventions du projet sur la couverture terrestre entre la première et la dernière année du projet.

Ces cartes aideront également les projets à mettre en œuvre des activités d'amélioration des terres et à suivre les changements sur les sites des projets. En outre, elles peuvent être utilisées par les différents pays dans le cadre de l'aménagement du territoire pour la gestion des catastrophes et l'estimation de la biomasse; et aussi pour cartographier la dégradation des sols, l'érosion, l'estimation de la production agricole, les changements du couvert forestier, la séquestration du carbone, etc.

La carte du Kenya a été produite conjointement avec le Département des Etudes sur les Ressources et de la Télédétection. **Elle est déjà utilisée pour la communication des inventaires de GHG par la Direction du Changement Climatique au Kenya et également par le Service Forestier du Kenya pour la mise en œuvre et le suivi des projets REDD+.**

Toutes les cartes de couverture terrestre produites sont désormais disponibles sur <https://foodsecurityiap.resilienceatlas.org/map>. Les participants ont donné un premier feedback sur les cartes, en identifiant les zones qui avaient été exclues et celles qui ne reflétaient pas la réalité sur le terrain. Ces informations seront utilisées avec d'autres documents pour valider les cartes.





Partenariats stratégiques et investissements cofinancés dans le suivi des projets

Co-investissement dans l'observation de la terre

En 2016, l'Agence Spatiale Européenne a lancé l'initiative EO4SD (Earth Observation for Sustainable Development/L'Observation de la Terre pour un Développement Durable) afin d'accroître l'utilisation des informations issues de l'observation de la Terre (OT) pour le développement durable. Faisant partie de l'initiative EO4SD, le projet du Groupe Agriculture et Développement Rural visait à démontrer que les produits et services basés sur l'OT peuvent améliorer l'efficacité des investissements dans le développement agricole et rural.

La question centrale sur l'avenir du développement durable mondial est donc de savoir comment l'augmentation considérable attendue de l'offre de produits alimentaires et agricoles peut être réalisée de manière durable. L'essentiel de l'augmentation de la production alimentaire devra peut-être provenir d'une plus grande productivité des terres et de l'eau ainsi que de l'extension des zones arables et irriguées.

Il faut également tenir compte des effets positifs et négatifs des systèmes agricoles et du développement rural. Pour ce faire, les gouvernements et les agences de développement doivent améliorer les diagnostics du secteur agricole, les indicateurs de développement, le suivi des programmes et la fourniture de services. Pour ce faire, il faut avoir accès à des informations quantifiées impartiales à grande échelle. Ces informations sont aujourd'hui de plus en plus disponibles grâce aux progrès de la technologie des satellites, comme les données obtenues par Copernicus, le programme d'observation de la Terre de l'Union européenne. La combinaison des données d'OT avec des outils d'analyse, d'information et d'autres outils de soutien sophistiqués permet aux décideurs et aux responsables politiques de prendre des décisions plus éclairées car ils disposent désormais de données à des échelles, des résolutions et des fréquences qui n'étaient pas disponibles auparavant.

SERVICES D'OBSESSION DE LA TERRE POUR L'AGRICULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT RURAL

- [Services Agriculture et des Ecosystèmes](#)
- [Sécurité alimentaire et gestion des risques agricoles](#)
- [Gestion des irrigations](#)
- [Degradation des sols](#)
- [Production agricole](#)
- [Infrastructure rurale](#)
- [Impact des produits de base sur la déforestation](#)
- [Protection environnementale et sociale](#)



PARTENARIAT AVEC RFS

EO4SD a développé une gamme de services d'information foncière qui ont été fournis aux parties prenantes du RFS sous la forme d'outils de cartographie et de suivi et d'activités de formation. EO4SD a contribué à l'Atlas de résilience du programme avec des couches à haute résolution comprenant la couverture terrestre/l'utilisation des terres, la production de biomasse, la productivité de l'eau agricole et l'évaluation des risques d'érosion des sols. L'équipe EO4SD a participé à plusieurs ateliers du programme pour informer et sensibiliser les participants à l'utilisation, aux avantages et aux contraintes potentielles de l'utilisation des services d'information sur l'observation de la Terre dans les opérations du programme.

Le ProDAF s'associe à l'initiative 3N et au Centre National de Suivi Environnemental et Écologique du Niger

Au Niger, le projet RFS ProDAF a développé des partenariats stratégiques et opérationnels aux niveaux national et régional pour des innovations en matière de suivi. Le partenariat avec le Centre National de Surveillance Environnementale et Ecologique (CNSEE) a permis de mettre en place un système de suivi environnemental géo-local afin de consolider les impacts du programme sur les composantes biophysiques et humaines de la zone d'intervention.

En outre, dans le cadre de la convention avec le Haut-Commissariat à l'initiative 3N (Les Nigériens Nourrissent les Nigériens), plusieurs activités ont été réalisées pour renforcer les capacités de suivi, à savoir:

- Mise à jour du logiciel du Système d'Information Géographique (SIG) - avec pour objectif d'équiper HC3N (division SIG de la DSEC) d'un logiciel SIG. Cette acquisition a permis à la division d'acquérir le logiciel ARCGIS 10.5 avec l'extension Spatial Analyst;
- Organisation de sessions de formation pour les acteurs du suivi et de l'évaluation par la DSEC; et
- Formation des acteurs régionaux au Système Automatisé de Suivi et d'Evaluation de l'initiative 3N, 3N (SASE-i3N).

Le Groupe Consultatif Technique (TAG) s'occupe du suivi de la résilience et de la sécurité alimentaire

Sous la direction du TAG sur le suivi et l'évaluation, le CIRAF, en collaboration avec l'Université de Bangor, a entrepris un examen détaillé des 12 projets nationaux. Comme le RFS est conçu pour promouvoir la durabilité et la résilience des petits exploitants agricoles par la gestion durable des ressources naturelles - terre, eau, sols et ressources génétiques - qui sont cruciales pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le programme vise à établir

un cadre commun pour évaluer l'impact des projets sur la résilience et la sécurité alimentaire des populations cibles.

L'évaluation du CIRAF a utilisé le cadre RAPTA (Resilience, Adaptation Pathways and Transformation Assessment) pour évaluer les projets des 12 pays. La réflexion sur la résilience est caractérisée par les caractéristiques suivantes:



Une approche axée sur les objectifs



Vision des systèmes: accent sur les fonctions des systèmes au niveau des processus



Prendre en compte les liens entre les échelles - approches imbriquées



Appliquer la Théorie du Changement pour identifier les voies d'impact



Prendre en compte la trajectoire, les risques, la proximité des seuils



Envisager des options d'adaptation/ transformation



Concevoir des interventions, et leurs modalités de mise en œuvre, pour éviter des avenir indésirables



L'engagement multipartite, l'apprentissage et la gestion des connaissances sont intégrés tout au long du processus

Partenariat avec l'ICRAF pour le suivi de la dégradation des terres

L'observation de la Terre a beaucoup évolué avec l'augmentation des plates-formes et la diversification des capteurs pour l'évaluation et la cartographie systématiques des caractéristiques de santé des terres. Les scientifiques de l'ICRAF ont développé et appliqué le Cadre de Surveillance de la Dégradation des Terres (LDSF) au cours des 15 dernières années pour collecter systématiquement des données sur la santé des sols en utilisant un cadre d'indicateurs solides et un échantillonnage cohérent. Avec plus de 250

sites de collecte de données dans le monde, le LDSF fournit une base biophysique au niveau du paysage, et un cadre de suivi et d'évaluation pour évaluer les processus de dégradation des sols et l'efficacité des mesures de réhabilitation pour leur rétablissement au fil du temps. Grâce à un cofinancement du FIDA et de l'ICRAF, ce cadre est déjà adopté par certains projets nationaux du RFS, comme au Kenya et à Eswatini, avec un potentiel d'expansion important dans l'ensemble du portefeuille de programmes.

QU'EST-CE QUE LE LDSF ?



Le LDSF constitue une méthode complète d'évaluation de la santé des terres et des sols sur le terrain. La santé des terres désigne généralement le degré d'équilibre et de durabilité de l'intégrité du sol, de la végétation, de l'eau et de l'air, ainsi que des processus écologiques. Le LDSF fournit un protocole de terrain pour mesurer les indicateurs de la "santé" d'un écosystème. Ces indicateurs comprennent: le couvert végétal, la structure et la composition floristique, l'utilisation historique des terres, la dégradation des sols, les caractéristiques du sol, y compris les stocks de carbone organique du sol pour évaluer le potentiel d'atténuation du changement climatique et la capacité d'infiltration, ainsi que la fourniture d'un cadre de suivi pour détecter les changements au fil du temps.



INDICATEURS LDSF

Le LDSF mesure un grand nombre d'indicateurs qui servent de précieuse référence biophysique.



UTILISATION DES TERRES

- En cours
- Utilisation principale
- Historique
- Propriété



DÉGRADATION DES TERRES

- Impact sur l'habitat
- Érosion des sols
- Risque de dégradation inhérent
- Restrictions en profondeur
- Couverture de roche/pierre



TOPOGRAPHIE/RELIEF



SANTÉ DES SOLS

- Sol sur carbone (SOC)
- Capacité d'infiltration
- pH/acidité du sol
- Texture (sable et argile) Masse cumulée



IMPACT SUR L'HABITAT



COUVERTURE TERRESTRE

- Structure de la végétation (LCCS)
- Types de végétation
- Végétation ligneuse
 - Arbustes
 - Densité
 - Distribution
 - Biodiversité
 - Arbres
 - Densité
 - Distribution
 - Biodiversité
- Végétation herbacée
 - Type
 - Densité
 - Distribution

Cadre de Surveillance de la Dégradation des Terres (LDSF)

Au Kenya, l'ICRAF a réalisé des études de base sur la santé des terres dans le bassin supérieur du fleuve Tana, en mettant l'accent sur les bassins hydrographiques prioritaires du Fonds pour l'eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF), qui sont ciblés pour des interventions visant à améliorer et à maintenir l'approvisionnement et la quantité d'eau dans la ville de Nairobi et ses environs. Le LDSF a été appliqué dans cinq sites de 100 km² dans les parties supérieures du bassin, à savoir, à Sasumua, Ndakaini, Maragua, Gura et Sagana.



1 COMMENT LES DONNÉES SONT COLLECTÉES SUR LE TERRAIN

L'évaluation de la santé des terres dans les paysages en utilisant plusieurs indicateurs en même temps (par exemple, l'utilisation des terres, la couverture des terres, les propriétés des sols, l'érosion des sols, etc.) nécessite de multiples perspectives pour comprendre comment ces indicateurs varient à différentes échelles spatiales. Les données sont donc collectées à partir de quatre échelles spatiales imbriquées : sites, grappes, parcelles et sous-parcelles, comme illustré ci-dessous.

Les sites [100km²] ont choisis au hasard dans une région ou un bassin versant, ou ils peuvent représenter des zones d'activités (interventions) planifiées ou d'intérêt particulier. Chaque site est divisé en 16 tuiles de 2,5 km x 2,5 km chacune.

Dans chaque tuile, des emplacements de centroïdes aléatoires sont générés pour les grappes. **Les grappes [1km²]** sont les unités d'échantillonnage de base et sont composées de 10 **parcelles [1000m² ou 0,1ha]**. En utilisant le centre de chaque grappe, les parcelles d'échantillonnage sont randomisées pour assurer une couverture complète et une précision de la collecte de données.

aque parcelle est composée de quatre **sous-parcelles [100m² or 0.01ha]**.





Photo: © Georgina Smith (CGIAR)



Au niveau de la parcelle, les caractéristiques de base du site sont décrites et enregistrées:



Pente, relief, présence/absence de structures de conservation des sols et de l'eau



Utilisation du sol



Santé des parcours (appliqué si nécessaire)



Position topographique



Échantillons de sol

Au niveau des sous-parcelles, l'érosion du sol et la couverture herbacée sont observées et enregistrées:



Mesures de la végétation (évaluation de la couverture ligneuse ; densités d'arbres et d'arbustes)



Érosion visible enregistrée et classée



Prélèvement d'échantillons de la couche arable et du sous-sol (160 par site) et composition d'un échantillon de la couche arable et d'un échantillon du sous-sol par site

ÉVALUATION DE LA DÉGRADATION DES TERRES AU KENYA DANS LE CADRE DU PROJET UTNWF

1. Fournir une base de référence des conditions du sol et de l'écosystème dans le bassin versant du Haut Tana;
2. Identifier les contraintes écologiques qui affectent la productivité des terres, et donc de l'agriculture;
3. Évaluer les processus de dégradation des terres;
4. Produire des cartes de l'état des sols, de la santé des terres et des mesures de dégradation des terres à l'échelle du paysage pour des interventions de gestion ciblées;
5. Fournir à l'UTNWF des cartes interactives et actualisées des indicateurs importants de la santé des terres ; et
6. Renforcer les capacités des partenaires du projet en matière d'analyse des données et d'évaluation de la santé des terres, notamment:
 - l'état du sol (carbone organique du sol (COS), pH du sol, paramètres de fertilité du sol);
 - la prévalence de l'érosion des sols et les restrictions liées à la profondeur des racines;
 - les propriétés physiques du sol (texture); et
 - Couverture végétale.

Évaluation de la dégradation des terres en Eswatini

Le projet RFS en Eswatini a également collaboré avec l'ICRAF pour établir des sites LDSF. Ils fourniront une base biophysique au niveau du paysage et un cadre de suivi et d'évaluation pour évaluer le processus de dégradation des terres, l'état de santé des écosystèmes et l'efficacité des mesures de réhabilitation au fil du temps.

SUIVI DES INNOVATIONS À L'AIDE DU LDSF - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES ET INTÉGRATION DES APPROCHES DANS LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA CHEFFERIE

- Les terres agricoles et les pâturages du pays sont affectés par le pâturage du bétail, le brûlage et la collecte de bois de chauffage.
- Ces activités entraînent une dégradation généralisée des terres par le surpâturage et l'accélération du taux de l'érosion des sols.
- La dégradation des terres agricoles et des pâturages a des conséquences sur la résilience des écosystèmes et leur productivité.
- En outre, la dégradation des terres a des répercussions négatives sur les ressources et l'approvisionnement en eau.
- C'est pourquoi la gestion durable des sols revêt une importance cruciale, notamment en ce qui concerne la production agricole et animale durable.

Le LDSF sera appliqué pour l'évaluation au niveau du paysage et les études sur la dégradation des terres, la dynamique du carbone du sol, les changements de la végétation, la fertilité du sol et les propriétés hydrologiques du sol.

Le projet Agriculture Climatiquement Intelligente pour des Moyens de Subsistance Résistants au Climat/Climate-Smart Agriculture for Climate-Resilient Livelihoods (CSARL), financé par le FEM, est intégré au Projet dirigé par le marché des petits exploitants/ Smallholder Market-led Project (SMLP).

Cette intégration vise à renforcer la résilience au climat, la surveillance et le suivi de la santé des écosystèmes, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles, ce qui permettra à terme d'identifier les points chauds de la dégradation des sols.

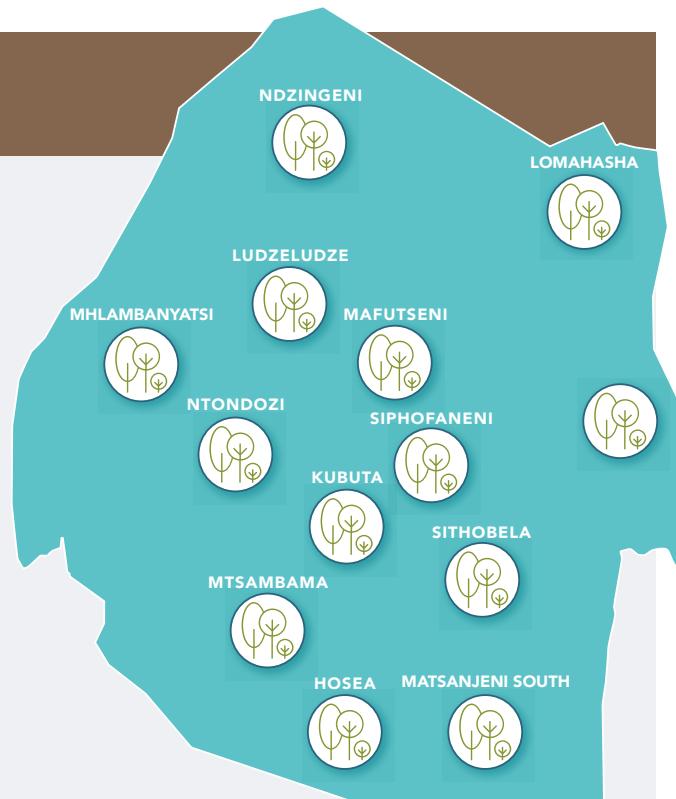


ACTIVITÉS CLÉS

Treize sites LDSF ont été identifiés dans tout le pays.

La sélection des sites a été menée conjointement par l'ICRAF et l'Entreprise de Développement Agricole et des Ressources en Eau d'Eswatini (ESWADE) et le Ministère de l'Agriculture (MoA), en utilisant les données existantes d'Eswatini ainsi que les modèles développés au laboratoire de géosciences de l'ICRAF.

Le LDSF sera appliqué pour évaluer la dégradation des terres, la dynamique du carbone du sol, les changements de la végétation, la fertilité du sol et les propriétés hydrologiques du sol.



Le LDSF est en train de mettre en place un système National de Surveillance de la Dégradation des Terres et de la Santé des Écosystèmes afin d'améliorer le suivi des terres agricoles et des pâturages.

Le Cadre National de Surveillance sera développé en un tableau de bord de décision de l'Eswatini qui sera adapté aux besoins des différentes parties prenantes.

Le tableau de bord aidera à établir les rapports destinés à des conventions des Nations unies telles que la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).

POUR ASSURER LA DURABILITÉ DU LDSF, LES MESURES SUIVANTES SONT PRISES

- 1.** Plaider pour l'allocation de ressources consacrées à l'évaluation de la dégradation des terres dans le cadre du budget du Ministère de l'Agriculture
- 2.** Collaborer avec le Ministère de l'Information, de la Communication et des Technologies pour mettre en place un portail pour accueillir le LDSF
- 3.** Tests et analyses locales des sols - ces étapes permettront au pays de mener ses propres analyses.
- 4.** La formation est un élément essentiel pour les officiers. Cela permettra de s'assurer que l'approche LDSF est répétée dans les différentes chefferies du pays

En Eswatini, les données du LDSF sont combinées avec des cartes prédictives pour améliorer le suivi des performances des terres agricoles et des parcours au fil du temps, afin de mieux informer les activités de projet et les interventions gouvernementales.

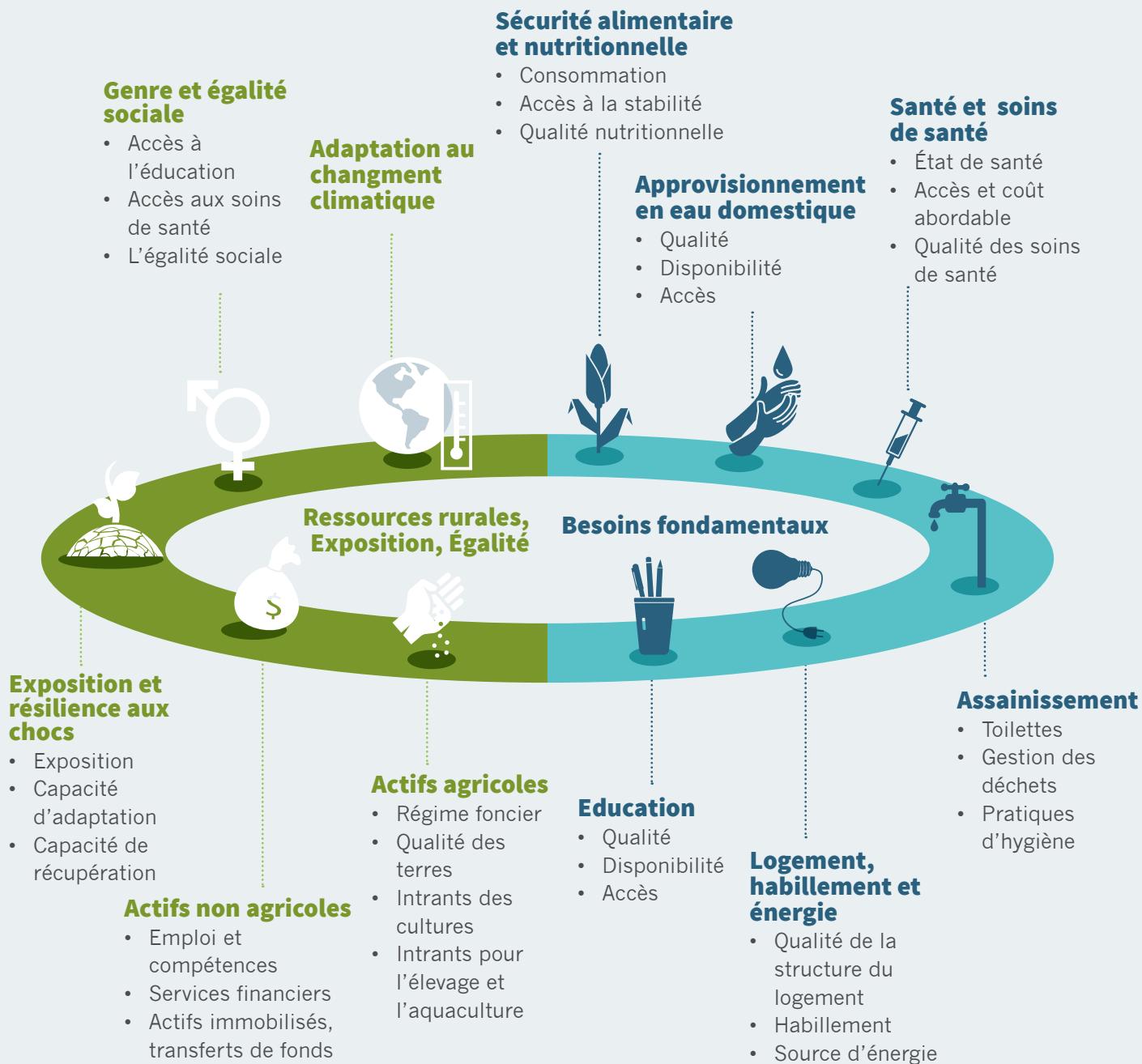
Le co-investissement du FIDA dans l'évaluation de la pauvreté rurale

L'Outil d'Évaluation de la Pauvreté

Multidimensionnelle (MPAT) est le résultat d'une initiative internationale de collaboration lancée en 2008, et est dirigée par le FIDA. Le MPAT fournit des données qui peuvent informer tous les niveaux de prise de décision en facilitant

une compréhension plus claire de la pauvreté rurale au niveau des ménages et des villages. En conséquence, MPAT peut renforcer de manière significative la planification, la conception, le suivi et l'évaluation d'un projet, et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté rurale.

11 MODULES ET INDICATEURS DE L'ENQUÊTE MPAT



UTILISATION DU MPAT

1 Préparation

Des informations de base sur les objectifs et la portée du MPAT sont fournies aux fonctionnaires locaux compétents. La taille et la portée de l'échantillonnage sont définies d'un commun accord.

Leçons apprises:
Insistez sur le pilotage.

2 Collecte de données

L'outil d'enquête du MPAT comporte 143 questions qui couvrent les 11 domaines d'intérêt décrits à la page précédente. Les ménages sont interrogés comme un moyen participatif d'intégrer les perceptions et les besoins des petits exploitants agricoles dans la conception et la mise en œuvre des projets, afin de parvenir efficacement à la résilience des ménages.

Leçons apprises: Les petites équipes de collecte de données sont plus efficaces; les stratégies de ciblage et les listes de villages facilitent l'échantillonnage.

MPAT Household Survey		IFAD		
Enumerator	Time	No. Days (Y/Y/M/D/H/M/S)		
Age ¹	Age ²	Age ³		
Responsible group capacity	Responsible type capacity	Responsible code		
Responsible's age	Gender: M/F	Responsible's age	Gender: M/F	IFAT
Block of household's household status				
1. Is the head of the household male or female? Male [] Female []				
2. During the last 12 months, how many wife and/or husband and step wife or husband live in the household? []				
3. How many children are there in the household? []				
4. During the last 12 months, how many wife and/or husband and step wife or husband live in the household? []				
5. How many children are there in the household? []				
6. How many children are there in the household? []				
7. How many children are there in the household? []				
8. How many children are there in the household? []				
9. How many children are there in the household? []				
10. How many children are there in the household? []				
11. How many children are there in the household? []				
12. How many children are there in the household? []				
13. How many children are there in the household? []				
14. How many children are there in the household? []				
15. How many children are there in the household? []				
16. How many children are there in the household? []				
17. How many children are there in the household? []				
18. How many children are there in the household? []				
19. How many children are there in the household? []				
20. How many children are there in the household? []				
21. How many children are there in the household? []				
22. How many children are there in the household? []				
23. How many children are there in the household? []				
24. How many children are there in the household? []				
25. How many children are there in the household? []				
26. How many children are there in the household? []				
27. How many children are there in the household? []				
28. How many children are there in the household? []				
29. How many children are there in the household? []				
30. How many children are there in the household? []				
31. How many children are there in the household? []				
32. How many children are there in the household? []				
33. How many children are there in the household? []				
34. How many children are there in the household? []				
35. How many children are there in the household? []				
36. How many children are there in the household? []				
37. How many children are there in the household? []				
38. How many children are there in the household? []				
39. How many children are there in the household? []				
40. How many children are there in the household? []				
41. How many children are there in the household? []				
42. How many children are there in the household? []				
43. How many children are there in the household? []				
44. How many children are there in the household? []				
45. How many children are there in the household? []				
46. How many children are there in the household? []				
47. How many children are there in the household? []				
48. How many children are there in the household? []				
49. How many children are there in the household? []				
50. How many children are there in the household? []				
51. How many children are there in the household? []				
52. How many children are there in the household? []				
53. How many children are there in the household? []				
54. How many children are there in the household? []				
55. How many children are there in the household? []				
56. How many children are there in the household? []				
57. How many children are there in the household? []				
58. How many children are there in the household? []				
59. How many children are there in the household? []				
60. How many children are there in the household? []				
61. How many children are there in the household? []				
62. How many children are there in the household? []				
63. How many children are there in the household? []				
64. How many children are there in the household? []				
65. How many children are there in the household? []				
66. How many children are there in the household? []				
67. How many children are there in the household? []				
68. How many children are there in the household? []				
69. How many children are there in the household? []				
70. How many children are there in the household? []				
71. How many children are there in the household? []				
72. How many children are there in the household? []				
73. How many children are there in the household? []				
74. How many children are there in the household? []				
75. How many children are there in the household? []				
76. How many children are there in the household? []				
77. How many children are there in the household? []				
78. How many children are there in the household? []				
79. How many children are there in the household? []				
80. How many children are there in the household? []				
81. How many children are there in the household? []				
82. How many children are there in the household? []				
83. How many children are there in the household? []				
84. How many children are there in the household? []				
85. How many children are there in the household? []				
86. How many children are there in the household? []				
87. How many children are there in the household? []				
88. How many children are there in the household? []				
89. How many children are there in the household? []				
90. How many children are there in the household? []				
91. How many children are there in the household? []				
92. How many children are there in the household? []				
93. How many children are there in the household? []				
94. How many children are there in the household? []				
95. How many children are there in the household? []				
96. How many children are there in the household? []				
97. How many children are there in the household? []				
98. How many children are there in the household? []				
99. How many children are there in the household? []				
100. How many children are there in the household? []				
101. How many children are there in the household? []				
102. How many children are there in the household? []				
103. How many children are there in the household? []				
104. How many children are there in the household? []				
105. How many children are there in the household? []				
106. How many children are there in the household? []				
107. How many children are there in the household? []				
108. How many children are there in the household? []				
109. How many children are there in the household? []				
110. How many children are there in the household? []				
111. How many children are there in the household? []				
112. How many children are there in the household? []				
113. How many children are there in the household? []				
114. How many children are there in the household? []				
115. How many children are there in the household? []				
116. How many children are there in the household? []				
117. How many children are there in the household? []				
118. How many children are there in the household? []				
119. How many children are there in the household? []				
120. How many children are there in the household? []				
121. How many children are there in the household? []				
122. How many children are there in the household? []				
123. How many children are there in the household? []				
124. How many children are there in the household? []				
125. How many children are there in the household? []				
126. How many children are there in the household? []				
127. How many children are there in the household? []				
128. How many children are there in the household? []				
129. How many children are there in the household? []				
130. How many children are there in the household? []				
131. How many children are there in the household? []				
132. How many children are there in the household? []				
133. How many children are there in the household? []				
134. How many children are there in the household? []				
135. How many children are there in the household? []				
136. How many children are there in the household? []				
137. How many children are there in the household? []				
138. How many children are there in the household? []				
139. How many children are there in the household? []				
140. How many children are there in the household? []				
141. How many children are there in the household? []				
142. How many children are there in the household? []				
143. How many children are there in the household? []				



3 Analyse des données

Le kit d'outils MPAT comprend un outil d'analyse Excel qui produit des résultats comparables entre les projets. L'outil pèse, combine et normalise les résultats pour produire un nombre limité de scores résumés, allant de faibles à élevés. L'analyse peut être comparative au niveau mondial mais aussi spécifique au contexte.

	Average	[min, max]
Food & Nutrition Security	82.3	[16.6, 100.0]
Domestic Water Supply	63.2	[21.1, 99.4]
Health & Health Care	55.9	[21.8, 98.8]
Sanitation & Hygiene	67.4	[46.5, 83.0]
Housing, Clothing & Energy	63.0	[20.5, 93.4]
Education	72.2	[37.5, 95.0]
Farm Assets	71.7	[10.0, 96.2]
Non-Farm Assets	52.0	[31.0, 84.6]
Exposure & Resilience to Shocks	44.2	[10.0, 100.0]
Gender & Social Equality	87.5	[37.7, 100.0]
Adaptation to climate change	52.7	[22.2, 81.9]

¹ De plus amples informations sur le LDSF sont disponibles à l'adresse suivante : <http://landscapeportals.org/blog/2015/03/25/the-land-degradation-surveillance-framework-ldsf/>

Le MPAT en action - Kenya et Eswatini

APPLICATION AU KENYA (FONDS POUR L'EAU DU HAUT TANA-NAIROBI)

En 2017, une enquête socio-économique de base auprès des ménages pour le projet du Fonds pour l'eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF) a été réalisée en utilisant le MPAT, avec environ 30 questions supplémentaires dans l'enquête de base du projet sur les pratiques de conservation des sols et de l'eau. L'objectif de l'enquête était de fournir des mesures de référence sur le bien-être humain et les pratiques d'utilisation de l'eau et des sols dans les communautés de fonds pour l'eau.

Collecte des données

Après avoir divisé chaque micro-bassin hydrographique en quadrants, les superviseurs et les recenseurs ont sélectionné un ménage sur cinq. Si aucun membre du ménage n'était trouvé dans un ménage sélectionné et n'était pas à proximité, le ménage suivant (sixième) était sélectionné pour un entretien. Le superviseur de terrain, avec l'aide des anciens du village, faisait les présentations et assignait le ménage à un recenseur. Les répondants éligibles devaient être âgés d'au moins 18 ans et passer au moins 9 mois de l'année dans le ménage. Les recenseurs ont collecté toutes les données pour l'enquête sur les ménages en utilisant des tablettes Android.

Les superviseurs de terrain ont effectué des enquêtes de contrôle de la qualité pour 10% de l'ensemble des entretiens en utilisant une version abrégée de l'instrument d'enquête. Les données d'enquête de chaque enquêteur ont été téléchargées quotidiennement pour être vérifiées par un expert MPAT du FIDA, qui a ensuite communiqué les valeurs aberrantes, les erreurs et autres données suspectes aux superviseurs de terrain pour qu'ils les corrigent. Les superviseurs de terrain ont rencontré les recenseurs tous les jours pour examiner les résultats sur le terrain, communiquer les commentaires du contrôleur de la qualité des données et planifier les activités du lendemain.

Défis liés à la collecte de données

- Le nombre estimé de ménages basé sur la télédétection s'est avéré élevé. Cela a créé des difficultés pour obtenir la taille d'échantillon prévue dans plusieurs bassins versants. Lorsque c'était le cas, au lieu de sélectionner un ménage sur cinq comme prévu, un sur quatre a été sélectionné. Dans les micro-bassins versants où la surestimation était la plus élevée, les entretiens "supplémentaires" ont été répartis sur d'autres micro-bassins versants.
- Quelques répondants ont hésité à révéler le nom des membres de leur ménage de peur que leur nom ne soit utilisé à mauvais escient lors des prochaines élections générales. Lorsque cela s'est produit, les recenseurs ont relu le formulaire de consentement.
- Certains répondants étaient préoccupés par le fait que la tablette enregistrait leurs données ou leurs images. Dans ces cas, les recenseurs ont expliqué l'utilisation de la tablette et leur ont parlé de l'éthique de la recherche.
- Quelques répondants craignaient que leur terre ne soit prise par le gouvernement et n'étaient donc pas prêts à rendre compte de la taille de leur terre. Dans ces cas, les recenseurs ont de nouveau expliqué le but de l'enquête.



1,000
ménages
interviewés



durée moyenne
d'un interview
50minutes

(interview le plus court: 9 minutes
interview le plus long: 63 minutes)

Conclusions principales



Les ménages dirigés par une femme (FHH) dépendent en moyenne davantage de l'agriculture comme principal moyen de subsistance que les ménages dirigés par un homme (MHH) (86% contre 65%).



Moins de FHH que de MHH pensent pouvoir obtenir un prêt d'une banque (46% contre 69%).



Plus de FHH que de MHH ont indiqué qu'ils n'auraient pas les ressources ou la capacité de se remettre d'un événement négatif (10% contre 3%) ou de reconstruire leurs maisons si elles étaient détruites lors d'une catastrophe (32% contre 16%).



Les mesures de conservation et d'érosion des sols couvrent généralement moins de 50% des terres, quelle que soit la pente.



980 ménages interviewés



72% des ménages connaissent le terme de changement climatique et l'ont entendu à la radio, qui est le moyen de communication le plus utilisé auquel les ménages ont accès.



63% des ménages possèdent du bétail.

APPLICATION EN ESTWATINI (PROJET DE PETITS EXPLOITANTS AGRICOLES AXÉ SUR LE MARCHÉ, AGRICULTURE INTELLIGENTE POUR DES MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSISTANTS AU CLIMAT)

En utilisant le MPAT, le Projet de Petits Exploitants Agricoles Axé sur le Marché /Smallholder Market-led Project (SMLP) a mené une enquête de référence dans la zone de développement du projet en Eswatini, de février à juin 2018.

L'objectif du SMLP est de permettre aux ménages de petits exploitants dans le cadre du Plan de Développement des Chefferies (CDP) d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les revenus grâce à une production agricole diversifiée et résistante au climat et à des liens avec le marché. Le projet Agriculture Climatiquement Intelligente pour des Moyens de Subsistance Résistants au Climat / Climate-Smart Agriculture for Climate-Resilient Livelihoods (CSARL) est pleinement intégré dans le SMLP global et garantit que la planification des ressources et la production agricole sont soutenues par la SLWM. Le projet CSARL renforce également la capacité nationale de promotion et de suivi des impacts de la SLWM, qui fournit une base écologique solide pour la production. Ceci sera spécifiquement réalisé par des approches de CSA.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE BASE D'ESWATINI

- Les sources d'eau les plus courantes en saison sèche sont **les forages 34%** et, en saison des pluies, **les rivières 33%**
- 63% des ménages** ne traite pas leur eau
- La principale source de lumière est l'électricité, à **52% à Tinkhundla**
- La source de combustible de cuisine la plus utilisée est **bois/sciure/herbe à 93%**
- La toilette la plus couramment utilisée est une **fosse fermée à 55%**
- 82% des ménages** ne partagent pas les toilettes
- Une moyenne de **58%** se débarrasse des déchets non comestibles dans un rayon de 25 mètres autour du domicile.
- La capacité des communautés à résister à des conditions difficiles se situe à **22%** peuvent, **40%** ne peuvent pas
- En moyenne, 58%** se lavent les mains avant de manger un repas **34%** le font souvent, tandis que **2%** se lavent rarement les mains.
- Des ménages interrogés **87%** ont accès à la terre, avec **89%** d'entre eux par le biais du droit commun
- La plupart des terrains de la zone de développement du projet sont sablonneux **69%** de type sécheresse **46%** des terres sont en pente douce
- The main sources of income are;
26% travail occasionnel
22% aide sociale
19% travail fromel
16% petites entreprises
- 98% des ménages** ont des chaussures et des vêtements adéquats pour les conditions météorologiques extrêmes
- Événements météorologiques négatifs:**
 Sécheresse/manque d'eau = **54%**
 Vents et tempêtes = **34%**

PRINCIPAUX POINTS CLÉS DE L'ENQUÊTE



FHH

dépendent en moyenne davantage de l'agriculture comme principal moyen de subsistance que les MHH
86% contre 65%



Plus de FHH

que de MHH ont indiqué qu'ils n'auraient pas les ressources ou la capacité de se remettre d'un événement négatif
10% contre 3%,
 ou de reconstruire leurs maisons si elles étaient détruites lors d'une catastrophe
32% contre 16%



Moins de FHH

que de MHH pensent pouvoir obtenir un prêt d'une banque
46% contre 69%



Les mesures de conservation et d'érosion des sols couvrent généralement moins de **50% des terres**, quelle que soit la pente.





Renforcer la capacité des parties prenantes à appliquer des outils et des pratiques appropriés pour le suivi de la résilience

Combler les lacunes en matière de capacités

Des efforts ont été faits pour s'assurer que les personnes et les agences clés ont la capacité d'utiliser les outils et les cadres appropriés pour suivre l'impact des projets au niveau national, par exemple en collectant et/ou en analysant correctement les ensembles de données de base. Une évaluation a été menée par le Centre Régional (dirigé par Conservation International) afin d'identifier les besoins en capacités des projets nationaux en matière d'élaboration et de mise en œuvre de cadres de suivi et d'évaluation.

Les résultats ont indiqué que la plupart des pays avaient identifié les outils et les méthodes d'évaluation dans leurs projets. Cependant, il y avait des lacunes dans l'utilisation de ces outils et dans le déploiement de la collecte et de l'analyse de données à grande échelle. Certains pays, dont l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, se sont largement appuyés sur des consultants et d'autres institutions locales pour assurer les fonctions de suivi et d'évaluation de leurs projets.

Exemples d'indicateurs des avantages socio-économiques

Indicator	Scale	Source
Income*	Individual (household if not available)	Social surveys
Land area under integrated management	Household	Social surveys
Membership in co-ops, farmers organizations, and advisory networks*	Individual	Social surveys
Employment (status, occupation, type)*	Individual	Social surveys
Richness of traditional crop varieties and animal breeds	Household	DATAR

Exemples d'indicateurs de services écosystémiques

Service Type	Service	Indicator	Source
Provisioning (products obtained from ecosystems)	Fodder production	Productivity of grassland areas	Earth obs.
	Crop production	Productivity of agricultural land	Earth obs.
Regulating (benefits from regulation of ecosystem processes)	Climate regulation	Change in soil carbon	Modeling
	Climate regulation	Aboveground biomass	Earth obs.
Cultural (non-material benefits from ecosystems)	Tourism	Visitor numbers	Logs, proxies
	Aesthetic value	Area of natural land cover types	Earth obs.



Cliniques de formation pour les équipes nationales du RFS organisées en mars 2019 au Ghana



L'OBSERVATION DE LA TERRE POUR UN DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE

(eLEAF, DHI GRASS, Éthiopie)

L'équipe EO4SD soutenue par le PNUD Ethiopie a organisé une session d'information sur "l'observation de la Terre pour le développement agricole durable" qui a permis d'informer et de sensibiliser les participants à l'atelier RFS sur l'utilité, les avantages et les contraintes potentielles de l'utilisation des services d'information d'observation de la Terre (OT) dans les opérations du programme.

Sur la base d'exemples pratiques du Burkina Faso, de l'Éthiopie, du Niger et de l'Ouganda, cette session s'est concentrée sur l'exploitation des services d'information d'OT comme démontré dans le cadre de l'initiative ESA de l'Observation de la Terre pour le Développement Durable (EO4SD).

Les présentations ont été organisées en fonction des cycles de projet: conception, fonctionnement et impact. Après chaque présentation, les équipes des pays ont été interrogées sur l'utilisation actuelle et les besoins futurs des données d'observation de la Terre. Les présentations ont été données par les partenaires d'EO4SD eLEAF et DHI GRAS et par le représentant du RFS Ethiopie, Tesfaye Haile du PNUD.

Tesfaye Haile a donné un aperçu de la manière dont l'OT l'a aidé dans son travail de projet et a présenté le système de suivi basé sur l'OT actuellement en cours de mise en œuvre en Éthiopie. Environ 30 représentants de diverses équipes de pays et organisations ont participé à cette séance d'information.



Tesfaye Haile du PNUD Ethiopie présentant le concept du système de surveillance de l'environnement basé sur l'observation de la Terre actuellement en cours de mise en œuvre en Éthiopie lors de la session d'information EO4SD.

Les réponses aux questions de la table ronde ont montré que divers pays ont déjà alloué un budget à l'OT dans la phase de conception, principalement pour l'institutionnalisation du LDSF, mais aussi pour d'autres évaluations biophysiques, telles que la cartographie de la couverture terrestre, le risque d'érosion ou la surveillance du couvert végétal. Presque toutes les équipes voient l'intérêt de l'OT pour les projets futurs en termes de S&E pour les évaluations à mi-parcours et en fin de parcours si la méthode est plus rapide et moins coûteuse que les approches traditionnelles.

Au cours de l'atelier, différents portails ont été présentés pour accéder aux informations. Les réactions des participants à la séance d'information soulignent que les données devraient être fournies via une plate-forme unique ou que la liaison entre différentes plates-formes devrait être améliorée afin de faciliter l'accès aux données. La question de savoir quels produits d'OT devraient être mis à la disposition de toutes les équipes via le projet du Centre a révélé les données suivantes: cartes de la couverture terrestre/utilisation des terres, y compris les types de cultures, l'état de la couverture végétale et des ressources forestières, la productivité de la biomasse, le degré de dégradation des terres, la fertilité des sols, la disponibilité en eau, la couverture de la biodiversité et les tendances des précipitations/saisons.



Les participants à la session d'information EO4SD travaillant sur de petites tâches après la présentation.



CLINIQUE DE FORMATION 2

TABLEAUX DE BORD DE DÉCISION

Un module de formation, intitulé "Co-concevoir des tableaux de bord décisionnels: répondre aux besoins et aux exigences des utilisateurs de projets en matière de données, de preuves et d'interprétation", a été proposé à tous les projets nationaux dans le cadre de l'Atelier sur les Systèmes Alimentaires Résilients en mars 2019, en collaboration avec l'ICRAF, l'Approche des Parties Prenantes pour une Prise de Décision

Objectifs de la formation

- Introduire le cadre de co-conception et les tableaux de bord décisionnels.
- Présenter le processus de co-conception en cours au Malawi et en Eswatini pour construire des tableaux de bord adaptés au niveau du projet.
- Discuter des besoins des utilisateurs et des capacités d'accès et d'interprétation des données.



Tenant Compte des Risques et Fondée sur des Preuves (SHARED), ainsi que les projets du Malawi et d'Eswatini. En Eswatini, le développement du tableau de bord s'inscrit dans le cadre d'une adoption nationale de la planification de l'utilisation des terres, en utilisant les données du Cadre de Surveillance de la Dégradation des Terres (LDSF) de l'ICRAF, Le développement du tableau de bord est intégré au Ministère de l'Agriculture.

Pourquoi utiliser un tableau de bord

- Un outil important pour communiquer la disponibilité des données et les exigences en matière de données, et constituer un moyen clair et accessible d'afficher et de permettre aux principales parties prenantes d'interagir avec les informations et les données.
- Accroître l'appropriation des données et la mobilisation des ressources vers les domaines prioritaires clés.
- Emplacement central pour systématiser, stocker, accéder et partager les données disponibles en ligne - le tableau de bord peut être utilisé pour télécharger les données du projet à des fins de suivi et de contrôle.
- Visualiser des données sur plusieurs sujets en même temps pour soutenir la prise de décision, en améliorant la capacité à interpréter, discuter et utiliser les données, tout en soutenant une culture basée sur des preuves pour la planification et les décisions.

Exemples de travaux en cours avec les projets RFS Eswatini et RFS Malawi



Une Agriculture Climatiquement Intelligente pour des Moyens de Subsistance Résistants au Climat (CSARL)

L'engagement des parties prenantes est un élément clé du tableau de bord, et est réalisé grâce à une méthode de facilitation appelée SHARED, développée par l'ICRAF. SHARED garantit que les données probantes peuvent être évaluées et interprétées de manière critique afin d'éclairer la prise de décision.

La première étape du processus de co-conception consiste à comprendre le contexte actuel de la prise de décision et à définir les besoins d'information.

Le tableau de bord permet aux acteurs du pays de définir leurs besoins d'information - par exemple, pour l'agriculture, ceux-ci pourraient inclure des informations sur les sols, des données météorologiques, etc.

Actuellement, un Cadre de Surveillance de la Dégradation des Sols (LDSF) est en cours d'élaboration afin de fournir des preuves scientifiques sur la santé des sols, entre autres paramètres. Un inventaire des terres et des eaux est également en cours de réalisation afin de fournir des preuves scientifiques sur les sites appropriés pour les barrages en terre, avec des terres adéquates pour le développement en aval, fournissant également des informations sur les types de sol.



À niveau de la chefferie, le tableau de bord fournit des informations sur les zones dégradées et les zones sujettes à la dégradation pour un ciblage approprié des interventions du projet. Le tableau de bord fournit également des informations biophysiques et des changements périodiques provenant d'enquêtes, qui à leur tour fournissent des informations sur les changements d'utilisation des terres pour les agriculteurs. Les sources de ces informations sont également indiquées dans le tableau de bord.

Pour des raisons de durabilité, le LDSF et le tableau de bord seront hébergés par le Ministère de l'Agriculture. Les données du tableau de bord, même si elles sont encore en cours de conception, ont permis de formuler des questions de recherche pour les étudiants universitaires, dont un du Bhoutan et trois de l'UNESWA.

Approche de l'ICRAF pour la mise en place de tableaux de bord d'aide à la décision

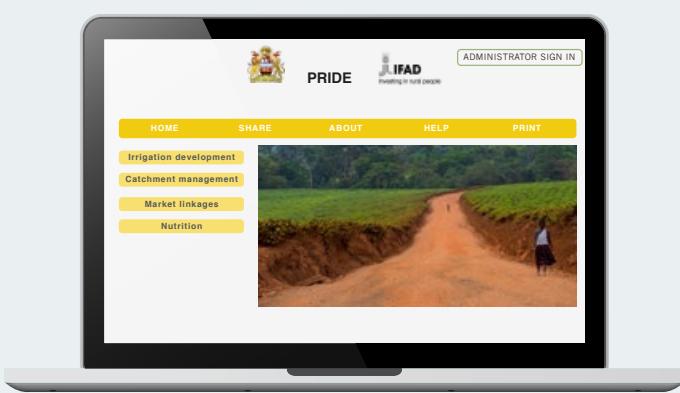


Le Programme pour le Développement de l'Irrigation Rurale (PRIDE)

PRIDE travaille avec l'ICRAF à la co-conception d'un tableau de bord décisionnel pour le projet de stockage, de visualisation et d'utilisation des informations et des données.

“L'équipe de co-conception du projet est dirigée par l'unité de suivi et d'évaluation, afin de rassembler la manière dont nous voulons que les données soient organisées et examinées et de suivre facilement les progrès. [...] Nous avons besoin de données accessibles pour prendre des décisions sur l'avancement et la mise en œuvre du projet.”

Ce travail contribue également au projet GEF-IAP-FS ERASP, qui s'appuie principalement sur PRIDE comme principal investissement de base de cofinancement.





Des solutions de suivi innovantes



DATAR



Un cadre pour le développement de la diversité, l’Outil d’Evaluation de la Diversité pour l’Agrobiodiversité et la Résilience (DATAR), qui utilise un cadre heuristique pour l’évaluation et la prise de décision, a été élaboré. Cet outil comprend plusieurs fichiers liés, y compris le contexte et les voies d'accès, qui établissent un lien entre les contraintes liées à l'utilisation de la diversité génétique des cultures, du bétail ou des espèces aquatiques; les actions et les interventions qui utilisent effectivement la diversité génétique des cultures, du bétail ou des espèces aquatiques pour promouvoir la productivité et la résilience; les secteurs et les sous-groupes ; les outils d'évaluation de la diversité, y compris les méthodes et l'objectif et les outils d'analyse des données; ainsi que les indicateurs pour mesurer à la fois la diversité et les impacts sur les interventions. Une première conception d'une application DATAR pouvant être utilisée sur les téléphones portables, les tablettes et les ordinateurs est en cours. L'application DATAR comprend une interface avec le cadre heuristique pour la prise de décision, qui inclut la diversité des variétés de cultures et la diversité des races de bétail.

Suivi des innovations en usage au Kenya, au Sénégal et au Burundi

L’UTNWF, en partenariat avec la Water Resource Authority et l’université d’Agriculture et de Technologie Jomo Kenyatta, a modernisé 26 stations de suivi des rivières, situées sur les principaux cours d'eau, avec un équipement automatisé qui enregistre le débit toutes les 30 minutes. Sept des stations ont été installées avec des liaisons télémétriques qui relaient les données toutes les deux heures. Les données reçues au bureau de la compagnie des eaux de Nairobi permettent de suivre la qualité de l'eau et d'informer sur l'utilisation des produits chimiques, ce qui se traduit par une efficacité et de grandes économies.

Le projet entreprend l'échantillonnage des sédiments en déployant une équipe combinée de l’UTNWF et de la Kenya Water Resource Authority

pour la capture des échantillons de sédiments en suspension. Toutes les analyses sont effectuées dans les laboratoires de la Water Resource Authority, soutenus par le FIDA, à Murang'a et Embu.

Le projet RFS Kenya est également en partenariat avec l’Université Jomo Kenyatta pour entreprendre un suivi hydrologique à long terme et former des étudiants de troisième cycle.

Le projet a travaillé avec Safaricom (la principale société de télécommunications d’Afrique de l’Est) pour développer des cartes SIM à bande basse pour les équipements télémétriques qui assurent le relais des données en temps voulu, indépendamment de l'emplacement des équipements dans les vallées fluviales ou des conditions météorologiques. Six stations ont été installées.

Chaque semaine, 25,000 petits exploitants agricoles reçoivent deux messages d'information par le biais d'une plateforme de téléphonie mobile couvrant l'ensemble du bassin versant du Haut Tana, communiquant des informations utiles et facilitant le sondage des ménages. L’Outil de Plan d’Action Spécifique aux exploitations agricoles est utilisé pour la collecte de données de suivi de routine pour les bénéficiaires.



Le projet RFS du Sénégal est en partenariat avec le Centre de Suivi Écologique (CSE) et cette année a été engagé dans plusieurs activités dont:

- Rédaction de rapports d'étude sur la qualité de l'eau;
- Évaluation de la biomasse dans les unités pastorales;
- Cartographie de l'utilisation des terres; et
- Déploiement du Système d'Information sur l'Environnement.

Dans le cadre du projet RFS Burundi, quatre outils de suivi spécifiques sont appliqués par le projet, ciblant la capacité des principaux acteurs de la SLM à collecter des données. Les principaux outils utilisés sont LADA-WOCAT, EX-ACT, Collect Earth et DATAR.

Utiliser la cartographie des résultats pour suivre les changements de comportement

Un cadre de Cartographie des Résultats des principaux partenaires limitrophes du programme a été préparé par l'ICRAF au cours du deuxième trimestre 2019, sur la base des informations recueillies auprès de toutes les parties prenantes du programme lors de sessions spécifiques organisées pendant l'atelier Annuel sur les Systèmes Alimentaires

Résilients (et le suivi ultérieur avec les équipes nationales). Le rapport a été partagé avec le TAG pour examen, et des discussions sont en cours sur la manière d'étendre cette étude à des partenaires régionaux frontaliers ciblés, tels que la Commission de l'Union Africaine (AUC) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Les décideurs politiques régionaux et nationaux	Ce groupe comprend des décideurs politiques et des responsables politiques au niveau national et régional liés à des forums régionaux, tels que l'UA et les CER.
Organisations de gouvernance locale	Ce groupe comprend les acteurs politiques locaux, par exemple, les décideurs au niveau de la province/état ou du district ou les chefs de village.
Petits exploitants agricoles	Les décideurs privés locaux tels que les agriculteurs et les entrepreneurs locaux.
Les Organisations Non Gouvernementales et les Universités (le cas échéant)	Ce groupe comprend des "influenceurs" potentiels qui peuvent accélérer l'application des leçons apprises.



Section 5. Échanges d'apprentissage et questions transversales





Apprentissage Sud-Sud



Visite d'apprentissage et d'échange entre les projets nationaux de l'Ouganda et du Kenya

En mai 2019, l'équipe ougandaise du RFS s'est rendue au Kenya afin de voir de ses propres yeux les technologies et les approches que le Fonds pour l'Eau du Haut Tana-Nairobi (UTNWF) met en œuvre pour aider à améliorer l'accès des petits exploitants à l'eau pour l'irrigation et à restaurer les berges dégradées.

L'UTNWF s'est attaché à fournir des sources d'eau alternatives aux communautés et aux agriculteurs afin de réduire la pression sur les berges et de maintenir les zones tampons des rivières. Après avoir rencontré les autorités kényanes et discuté des progrès de la mise en œuvre avec les partenaires du Centre Régional à l'Unité de Coordination du Programme (PCU), l'équipe ougandaise du RFS a rendu visite à plusieurs agriculteurs qui, grâce au soutien du projet RFS Kenya, ont déplacé leurs exploitations des berges de la rivière et ont adopté des technologies de collecte des eaux de pluie pour irriguer leurs cultures.



PRINCIPAUX SUJETS COUVERTS PAR LA VISITE DU CENTRE



Le concept de chaîne de valeur verte

Le concept de chaîne de valeur verte, qui traite de l'écologisation de l'environnement tout au long de la chaîne de valeur, tel que soutenu par le PNUD et l'AGRA.



Indicateurs de suivi et d'évaluation

L'élaboration d'un cadre d'indicateurs de suivi et d'évaluation, l'Atlas de la résilience, des cartes de la couverture terrestre et de la cartographie du carbone, par Conservation International (CI).



Lien entre science et politique

Le lien entre les interfaces science-politique sur la résilience des écosystèmes et les ODG, par ONU pour l'Environnement & FAO.



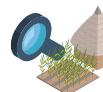
Genre

Recherche appliquée et considérations sur l'intégration de la dimension de genre, par l'ICRAF.



Surveillance de la dégradation des sols

Surveillance et cartographie de la dégradation des terres et élaboration de tableaux de bord adaptés pour accéder aux informations sur la santé des terres, par l'ICRAF.



Outils

Technologies et outils disponibles pour améliorer l'analyse de la qualité des sols (comme démontré lors de la visite des laboratoires de l'ICRAF), tels que le kit d'analyse des sols Opus, les accessoires de spectromètre, la fluorescence totale des rayons X et le dépistage de l'ADN.



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET RÉFLEXIONS DE L'ÉQUIPE OUGANDAISE

Outil de planification des terres agricoles

Un outil de planification des terres agricoles est utilisé par le personnel de vulgarisation agricole pour guider la mise en œuvre des activités agricoles sur l'exploitation de manière organisée.

Système de vulgarisation agricole

L'interaction personnelle du personnel de vulgarisation agricole directement avec les agriculteurs en leur fournissant des services de conseil efficaces lors des visites à domicile.

Partenariats public-privé (PPP)

L'opérationnalisation des partenariats public-privé (PPP) pour la conservation de l'environnement afin de fournir des services tangibles pour un soutien continu dans les bassins versants à perpétuité est une nouvelle innovation qui doit être explorée davantage.

Présenter directement aux entreprises privées des analyses de rentabilité sur la manière dont leurs activités peuvent être directement liées à des projets de conservation.

Fonds de Dotation

La création du fonds de dotation pour générer des intérêts auprès des banques d'investissement garantit la durabilité des résultats du projet après sa clôture.

La mobilisation de fonds dans les villes contribue et soutient les sources d'eau et les communautés qui conservent ces bassins versants.

Système d'Agroforesterie

La stratégie agroforestière qui consiste à planter des arbres sur les limites des exploitations et à l'intérieur des fermes est une bonne pratique.

Agriculture à Haute Valeur Ajoutée

La rareté des terres et les entreprises de culture et d'élevage de grande valeur doivent être gérées de manière intensive, c'est pourquoi on a encouragé l'adoption d'une approche intégrée pour accroître la production et la productivité agricoles.

Partenariat

Les différents partenaires sont bien coordonnés, engagés dans leur travail et semblent très bien comprendre leurs rôles et responsabilités.

Plate-forme de Téléphonie Mobile

La plateforme de téléphonie mobile créée par The Nature Conservancy (TNC) est un moyen plus rapide de communiquer, partager, enregistrer et diffuser des informations et de retracer l'historique.

Gestion des Zones Tampons Riveraines

La gestion des zones tampons des rivières est bien mise en évidence pour éviter l'envasement des rivières. Les communautés et les agriculteurs mettent en place des sources d'eau alternatives par le biais de la récolte. Les agriculteurs ont reçu des incitations sous la forme de subventions pour la mise en place de la collecte des eaux de pluie sur les toits et l'excavation des bassins d'eau.

Programme pour les Stagiaires Diplômés

Le programme des stagiaires diplômés (diplômés attachés à un projet pendant six mois sur le terrain) permet aux diplômés d'acquérir des compétences pratiques tout en soutenant les communautés.

Chaînes de Valeur Vertes

La mise à l'échelle des chaînes de valeur durables (chaînes de valeur vertes), en particulier en ce qui concerne les questions liées à l'exploitation agricole et à l'extérieur de l'exploitation, l'octroi de subventions catalytiques aux transformateurs et l'établissement de liens avec les centres d'agrégation et les marchés, est la voie à suivre pour l'agriculture en tant qu'activité commerciale.

RÉFLEXIONS DE LA DÉLÉGATION OUGANDAISE

Chacun de ces outils était très pertinent pour le projet ILM Mt. Elgon et les projets plus vastes soutenus par le PNUD, en particulier le projet SURE au Karamoja.

La mise à l'échelle des chaînes de valeur durables (chaînes de valeur vertes), en particulier en ce qui concerne les questions liées à l'exploitation agricole et à l'extérieur de l'exploitation, l'octroi de subventions catalytiques aux transformateurs et l'établissement de liens avec les centres d'agrégation et les marchés, est la voie à suivre pour l'agriculture en tant qu'activité commerciale.

L'interface Science-Politique est un concept clé dans lequel les politiques doivent être justifiées par des preuves scientifiques concrètes pour soutenir un processus de formulation de politiques sans heurts.

“ Le concept de collecte de l'eau en bordure de route fonctionne plus efficacement lorsque l'eau est canalisée dans une réserve spécifique avant d'être finalement déversée dans la cultures. ”

Réflexions sur les principaux enseignements tirés de la visite de la délégation ougandaise à Peter Waweru

Visite d'échange de connaissances organisée par le Projet de Gestion Durable des Terres et de l'Eau au Ghana



En mars 2019, les gestionnaires et les partenaires du programme RFS se sont joints aux visites de terrain menées par le projet RFS Ghana - le Projet de Gestion Durable des Terres et des Eaux (SLWMP), dans le cadre du troisième atelier annuel du programme. Quatre équipes parallèles ont visité différents sites dans les régions de l'Upper East et du Nord ; et du pays : Les districts de Mamprusi Ouest et de Mamprugu Moagduri dans la région du Nord, les districts de Kassena Nankana Ouest, Talensi, Builsa Sud et Bawku Ouest dans la région du Haut Est.

Les participants ont eu l'occasion d'interagir avec des agriculteurs, des chefs de communauté et des fonctionnaires locaux (du Ministère de l'Agriculture) pour apprendre comment les communautés locales bénéficient des activités du projet.

Le retour d'information après le voyage indique que les participants ont été très impressionnés et ont apprécié l'opportunité Sud-Sud d'échanger leurs expériences sur:

- Paiement des services écosystémiques (PSE);
- L'autonomisation des femmes et l'intégration de la dimension de genre (par exemple, dans la chaîne de valeur de l'arbre à karité);
- Le programme d'épargne et de crédit des villages du SLWMP;
- La pertinence de l'engagement communautaire pour obtenir un impact
- Plusieurs pratiques/techniques spécifiques sont menées par le projet, telles que l'apiculture et la sélection d'espèces d'arbres particulières en fonction de différents contextes.

DISTRICT DE MAMPRUSI OUEST

Communauté de Takorayili



- Superficie totale de la végétation riveraine
- Importance de la protection des sources et de l'établissement de la végétation riveraine
- Nombre total de bénéficiaires du projet
- Les bienfaits des arbres

Communauté de Sagadougou



- Raison d'être du concept de PSE ; comment
- Les agriculteurs du PSE sont sélectionnés; incitations dans le cadre du PSE
- Avantages de la culture des arbres
- Avantages de la rotation des cultures
- Les avantages des diguettes en terre



DISTRICT OUEST DE KASSENA NANKANA

Communauté de Wombio



- Quel type de culture a été associé aux espèces d'arbres
- Les avantages des terres boisées
- Comment les bénéfices seront partagés
- Les défis impliqués
- Source d'eau pour l'arrosage des arbres
- Prévention et lutte contre les feux de brousse



DISTRICT OUEST DE KASSENA NANKANA CONT.

Communauté de Nakong



- Comment les bénéfices seront partagés
- Les défis impliqués
- Sources d'eau
- Incitations dérivées du projet
- Prévention et lutte contre les feux de brousse



DISTRICT DE MAMPRUGU MOAGDURI

Communauté de Yeziesi



- Nombre de ruches reçues du projet
- Quantité maximale de miel pouvant être récoltée dans une ruche
- Comment le miel est récolté dans les ruches
- Taux d'adoption



DISTRICT DE TALENSI

Communauté de Yameriga



- Avantages du revêtement en pierre et du compostage
- Quelle activité de gestion durable des terres (SLM) est difficile à réaliser?
- Le revêtement de pierre se fait-il en commun ou individuellement?
- Taux d'adoption des interventions du SLM
- Pourquoi a-t-on utilisé des espèces d'eucalyptus pour les plantations d'enrichissement afin de restaurer la végétation sur les collines de Tongo?
- Quels avantages ont été tirés du concept de l'Association Villageoise d'Epargne et de Prêt (VSLA)?
- Durabilité des interventions du projet
- Pourquoi les femmes fréquentent-elles les VSLA plus que les hommes?
- Prévention et lutte contre les feux de brousse



Communauté de Gbedembilisi



- Transformation du karité
- VSLA
- Processus de transformation du beurre de karité à partir de la noix de karité
- Avantages du beurre de karité
- Les avantages du VSLA pour les femmes
- Impact de la transformation du karité sur les niveaux de pauvreté



DISTRICT DE BAWKU OUEST

Communauté de Tarikom



- Importance des digues de terre
- Durabilité des interventions des projets
- Durabilité et rapport coût-efficacité des fosses à compost
- Taux élevé d'adoption des interventions de SLM



Communauté de Gbantongo-Agoadaboot



- Les avantages tirés des parcours établis pour le bétail et le maintien de la végétation naturelle
- Utilisation des fonds de la VSLA par les femmes pour le petit commerce et l'élevage



Communauté de Kansoogo



- Céréales-légumineuses en culture intercalaire avec des digues de terre
- Préparation et utilisation du compost sur céréales-légumineuses avec liant
- Culture intercalaire d'arbres avec du soja
- Culture intercalaire d'arbres du PSE avec des légumineuses
- Production de patates douces (racines et tubercules)
- Végétation riveraine le long d'un cours d'eau
- VSLA





LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES VISITES SUR LE TERRAIN PAR LES AUTRES RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS

Paiements pour les Services Écosystémiques (PSE)

- Promotion des terres boisées par l'approche du PSE.
- Le PSE peut être rendu plus durable.
- PSE mais avec des paiements ne provenant pas du budget du projet.
- Nécessité de prendre en compte des espèces d'arbres spécifiques dans la plantation d'arbres.

Gestion des connaissances et implication de la communauté

- La nécessité d'un plus grand partage d'expérience, en particulier dans les régions.
- Les innovations en matière de systèmes d'approvisionnement en intrants et de services de vulgarisation, implication de la communauté.
- Engagement actif des communautés à tous les niveaux de la conception/du design, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du projet.
- L'implication des communautés dans la gestion réalisable des terres et de l'eau.

Soutenir les projets des membres de la communauté

- L'intégration de la dimension de genre.
- L'autonomisation des femmes.
- L'autonomie des femmes par l'activité est transformée (par exemple, Miel de Karité).
- La participation des femmes à la mise en œuvre des technologies de SLM pour améliorer leurs moyens de subsistance et leurs revenus.

Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (VSLA)

- L'utilisation de coopératives pour l'épargne financière a été un aspect important pour assurer la durabilité du projet.
- Gestion des Ressources Naturelles, agroforesterie et apiculture.
- Établissement de prairies.
- Amélioration de la qualité des pâturages pour les animaux.
- Protection des arbres plantés avec un grillage métallique pour éviter les dommages causés par les animaux.
- La nécessité de tenir compte des forages dans les futures propositions.
- La technique de fabrication du compost.
- L'arrosage des bouteilles pour l'agroforesterie.
- La transformation apicole, le conditionnement.
- La plantation d'arbres ayant une valeur/bénéfices économiques.
- La machine à double usage utilisée pour la transformation des noix de karité et des mangues frites.

Impact

- Consolider les investissements (éviter de les répartir sur un plus grand nombre de villages) pour assurer un plus grand impact; lier les interventions au développement et à la promotion de la chaîne de valeur.
- Permettre aux parties prenantes de démontrer plus facilement l'impact.
- Nécessité d'employer/adopter des interventions complémentaires.
- Possibilité de diffuser la technologie au-delà des communautés de projet dans la mesure du possible.

Faciliter l'apprentissage entre pays pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

En mars 2019, le programme RFS a réuni des partenaires issus d'un large éventail de secteurs du développement, d'organisations scientifiques, du secteur privé, de partenaires sous-régionaux, d'agences gouvernementales et de gestionnaires de projets de 12 pays afin de partager des expériences et de faire progresser l'élargissement des pratiques, des méthodologies et des interventions politiques en faveur de la sécurité alimentaire et de la résilience environnementale en Afrique subsaharienne.

Alors que le programme s'est lancé dans son troisième forum régional des partenaires à Bolgatanga, au Ghana, les sessions des participants se sont concentrées sur l'apprentissage - entre les projets nationaux, par des approches consolidées de suivi et par des formations ciblées - et sur la cartographie des priorités futures avec des projets transversaux, la gestion des connaissances et les communications.

Quatre des projets nationaux, le Ghana, le Niger, l'Ouganda et le Burundi, ont dirigé les échanges Sud-Sud, en mettant en évidence les enseignements tirés de l'engagement et des progrès des institutions, des parties prenantes et des communautés en matière de gestion des terres et de l'eau, de restauration des paysages dégradés, de conservation de la biodiversité, de chaînes de valeur durables et de paiement des services environnementaux, entre autres. Une excursion d'une journée entière a été organisée dans le cadre du Projet de Gestion Durable des Terres et de l'Eau au Ghana (SLWMP, Banque mondiale), au cours de laquelle les participants ont eu l'occasion d'en apprendre davantage sur le projet RFS du Ghana en détail tout en interagissant avec les agriculteurs, tels que les femmes engagées dans des activités d'autonomisation, dans le cadre de l'approche du projet en matière d'intégration de la dimension de genre, les agents de vulgarisation et les fonctionnaires locaux.

Conçus pour soutenir les projets nationaux, des efforts transversaux ont été présentés, notamment le renforcement de l'interface science-politique (FAO, PNUE); la mise à l'échelle des approches intégrées par le biais des chaînes de valeur (PNUD, AGRA) et des services consultatifs ruraux (FAO); le suivi et l'évaluation des avantages environnementaux mondiaux (Conservation International, UN Environment and Bioversity International) ; ainsi que les approches de transformation du genre (Secrétariat du FEM, ICRAF), en invitant les projets nationaux à donner la priorité à leurs services à valeur ajoutée pour mettre à l'échelle l'apprentissage et la mise en œuvre parmi les projets.

La formation animée a ciblé les participants aux projets nationaux avec des sessions sur l'observation de la Terre (OT) pour le développement agricole durable et le suivi des services écosystémiques et des indicateurs socio-économiques, la co-conception de tableaux de bord décisionnels et la cartographie des résultats afin d'articuler les besoins de changement de comportement associés à une meilleure mise en œuvre.

Le suivi et l'évaluation des projets, la gestion des connaissances et la communication jouent un rôle essentiel pour garantir les résultats du programme et ont été mis en avant tout au long de l'atelier. Les exigences et les indicateurs du FIDA en matière de rapports ont été présentés, ainsi qu'un outil intranet en cours de développement par l'Unité de Coordination du Programme (PCU) qui sera utilisé pour suivre - de manière accessible - l'apprentissage, les indicateurs et les avantages environnementaux mondiaux. Les participants ont reçu une mise à jour des réactions et des commentaires sur les structures de communication interne et externe du programme, y compris la structure et la conception du site web, le bulletin d'information interne et externe ainsi que les piliers du contenu des médias sociaux du programme.



Chacune des activités de l'atelier a mis en évidence des éléments de l'approche "Engager - Agir - Suivre" du programme, tout en renforçant les priorités concrètes de gestion des connaissances et d'apprentissage par les pairs dans les projets nationaux et transversaux. Les responsables des programmes nationaux ont présenté des sujets d'apprentissage entre pairs basés sur des expériences nationales réussies, où les sujets comprenaient entre autres le paiement des services environnementaux, l'engagement des décideurs politiques, les médias de formation, les pratiques de subsistance, l'approche des écoles pratiques d'agriculture (FFS) et la mise à l'échelle des connaissances indigènes.

RÉUNION ANNUELLE DU COMITÉ CONSULTATIF

L'atelier s'est conclu par la première réunion annuelle du Comité Consultatif (CC), dont les représentants désignés par les pays et institutions partenaires ont proposé des orientations stratégiques et politiques pour atteindre les objectifs du programme objectives.

La première réunion du Comité Consultatif du programme, qui s'est tenue à Bolgatanga le 15 mars 2019, a également été l'occasion de favoriser les processus de dialogue politique institutionnel. De brèves mises à jour ont été fournies par les représentants des pays, comprenant principalement des décideurs politiques de haut niveau de tous les pays du RFS, sur la manière dont leurs projets favorisent le dialogue politique et les partenariats au niveau national. Les efforts et les réalisations ont été soulignés en termes d'amélioration de l'alignement, de l'harmonisation et de l'opérationnalisation des politiques, de collaboration entre les différents ministères et les partenaires locaux par le biais de réseaux de parties prenantes, de soutien gouvernemental pour la mobilisation de ressources supplémentaires et l'augmentation de l'échelle, d'engagement du secteur privé, de concentration sur les objectifs liés à l'égalité des sexes, de développement de plans de suivi et de plateformes de partage des connaissances, de soutien à la décentralisation et à la planification sous-régionale et d'amélioration des systèmes d'irrigation, entre autres.



La facilitation interactive a été utilisée tout au long de l'atelier pour établir des priorités communes et un suivi concret.



L'honorable Paulina Patience Abayage, Ministre Régionale de l'Upper East Region, a prononcé le discours d'ouverture



Points forts de l'atelier annuel

1



Échange et apprentissage Sud-Sud entre les projets nationaux

- Les présentations ont été faites par des représentants de quatre pays sélectionnés - le Ghana, le Niger, l'Ouganda et le Burundi.
- Les équipes nationales ont également partagé leurs points de vue et échangé leurs expériences dans le cadre d'un exercice en plénière facilité dans un espace ouvert et basé sur leurs propres demandes, identifiées avant la réunion, en termes de défis et de sujets clés dont ils souhaitaient discuter avec leurs collègues de l'ensemble du RFS et obtenir leurs réactions.
- Une excursion d'une journée entière a été organisée dans le cadre du projet SLWMP du RFS Ghana sur quatre sites clés. Les participants ont eu l'occasion d'apprendre en détail sur ce projet tout en interagissant avec des agriculteurs, tels que des femmes engagées dans des activités d'autonomisation dans le cadre de l'approche du projet en matière d'intégration de la dimension de genre, des agents de vulgarisation et des fonctionnaires locaux.

4



Présenter et obtenir un retour d'information interactif sur les activités de communication du programme

- Les participants ont reçu une mise à jour sur les structures de communication interne et externe du programme, y compris la structure et la conception du site web, le bulletin d'information interne et externe ainsi que les piliers de contenu pour les médias sociaux du programme.

5



Groupe Consultatif Technique: Examen et consolidation des approches de suivi de la résilience

- Un aperçu des approches de suivi et d'évaluation a été présenté. Il s'agit notamment de:
 - » Des mises à jour ont été données sur les travaux menés par le Groupe Consultatif Technique (TAG) sur le suivi et l'évaluation, y compris un rapport dirigé par Conservation International (CI) fourni par des conseils aux projets nationaux sur le suivi des services des écosystèmes, les avantages socio-économiques, et la résilience de la sécurité alimentaire.
 - ◊ Composé de plusieurs représentants des Centres Régionaux et de collaborateurs externes (du Panel consultatif scientifique et technique du FEM et de l'Agence spatiale européenne), le TAG sur le suivi et l'évaluation a été constitué fin 2017 et s'est réuni pratiquement à plusieurs reprises pour guider les premières étapes du programme en matière de suivi et d'évaluation.
 - » Un aperçu détaillé des exigences du FIDA en matière de rapports pour les projets de pays ainsi que la collecte d'indicateurs pour le projet du Centre par l'Unité de Coordination du Programme (PCU).



2



Formation animée ciblée sur les projets nationaux de la RFS

- Observation de la Terre pour le Développement Agricole Durable (EO4SD).
- Co-conception de tableaux de bord décisionnels : Répondre aux besoins des utilisateurs du projet et les exigences en matière de données, de preuves et d'interprétation dans le cadre de la surveillance et la mise en œuvre en appliquant l'observation de la Terre (OT).
- Cartographie des résultats.
- Observation de la Terre pour le suivi des indicateurs des services écosystémiques, des bénéfices socio-économiques et de la résilience de la sécurité alimentaire.

3



Mise à jour des projets nationaux du RFS et des interactions avec les partenaires de projet transversal du Centre Régional à travers:

- Présentation par le FIDA sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme.
- Présentations faites par chacune des composantes pour mettre à jour les programmes de pays sur les principaux services et offres du Centre.

6



Réunion du Comité Consultatif

- » Une présentation de l'intranet du programme a été faite, où le PCU entrera et rendra accessibles les indicateurs clés collectés dans le cadre des processus de S&E, y compris le suivi des bénéfices environnementaux mondiaux.
- Une attention particulière a été accordée au suivi et à l'intégration de la dimension de genre, avec une session dédiée comprenant une présentation et un exercice de groupe avec les équipes des pays. Une étude de cas pertinente sur l'intégration de la dimension de genre au Ghana a notamment été présentée.
- Un soutien consultatif a été offert sur les indicateurs de résilience, y compris le genre et la biodiversité. Conservation International (CI), par exemple, a fourni aux pays des ensembles de données de référence par le biais de l'Atlas de la résilience et de Trends Earth.







Ciblage de l'égalité des sexes

L'intégration de la dimension de genre

Au sein de la RFS, le genre est une question transversale et l'intégration du genre, par le biais d'analyses visant à identifier et à prendre en compte les différences de besoins, de rôles et de responsabilités, ainsi que les possibilités d'engagement égal des femmes et des hommes, a été un aspect majeur de la conception des projets nationaux. Au cours des deux dernières années, différentes activités, innovations en matière d'engagement et de suivi ont spécifiquement abordé la question du genre, dont une sélection est mise en évidence.



OUGANDA

En Ouganda, le projet RFS a fait un effort délibéré pour assurer une participation égale des femmes et des hommes afin d'acquérir des connaissances et des compétences pour améliorer l'agriculture et augmenter la productivité agricole et les revenus des ménages. En travaillant avec les chefs de clans et les anciens, très respectés dans leurs communautés, le projet a pu utiliser les structures communautaires pour mobiliser les femmes afin qu'elles s'engagent dans les **Ecoles d'Agriculture de Terrain (FFS)**.



2,100 +

membres de la communauté sont identifiés et inscrits à une formation en gestion durable des terres (SLM) et en gestion intégrée des ressources naturelles (INRM)



60% +

sont des femmes

Le projet, en partenariat avec l'Institut de Recherche et de **Développement Agricole de la Zone de Nabuin**, permet aux participants d'acquérir des compétences en matière de multiplication des semences et de banque de céréales afin d'assurer la sécurité alimentaire future dans la région de Karamoja.



1,200+

femmes et jeunes agriculteurs ont participé



ESWATINI

En Eswatini, la conservation des ressources naturelles au niveau communautaire est menée par des fonds communautaires équilibrés entre les deux sexes. Il est ainsi reconnu que l'utilisation des ressources naturelles gérées au niveau communautaire est différente pour les hommes et les femmes.



SENEGAL

Le projet RFS du Sénégal se concentre sur l'intégration du genre et des groupes vulnérables dans le cadre de sa stratégie de genre. Les considérations d'équilibre entre les sexes sont systématiquement prises en compte, par exemple, lors de la sélection des participants aux ateliers de sensibilisation et de formation qu'il organise.



1,100 +
participants



53% +
étaient des femmes



23% +
étaient des jeunes

Un principe de répartition des sexes a également été appliqué par le projet dans la sélection des bénéficiaires pour la formation aux technologies de traitement et de valorisation.



52,500 +
personnes censées être engagées en tant que bénéficiaires directs du projet



40% +
sont supposés être des femmes et des jeunes



GHANA

Le Projet de Gestion Durable des Terres et des Eaux (SLWM)



45%
des femmes sont des bénéficiaires directes

Le projet a soutenu des groupes de femmes pour améliorer les activités traditionnelles telles que le ramassage et la transformation des noix de karité et l'apiculture, et a ciblé la formation et le renforcement des capacités de ces groupes de femmes. Afin de permettre aux femmes d'atteindre l'indépendance financière, le projet a soutenu et développé les activités des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (VSLA) afin de soutenir la durabilité et la résilience de ces agricultrices au-delà du calendrier du projet.



Coopérative de transformation de noix de karité soutenue par le projet SLWM dans le nord du Ghana.



Gabriella Richardson Temm, Spécialiste Senior du Genre au Secrétariat du FEM, présente la nouvelle politique du FEM en matière d'égalité des sexes lors de l'atelier annuel du RFS.



KENYA

Dans la région du Haut Tana, grâce aux efforts du projet Upper Tana-Nairobi Water Fund (UTNWF), une stratégie d'inclusion des femmes et de ciblage des pauvres a été mise en place, qui étend aux groupes défavorisés une subvention supplémentaire de 50 % sur tous les matériaux (y compris les kits de goutte-à-goutte, le biogaz et les bacs à eau) fournis par le Water Fund (quelle que soit la source de financement).



50%

des subventions vont aux ménages dirigés par les femmes

Elle s'étend également aux ménages dirigés par des personnes âgées de 60 ans et plus afin d'alléger leur fardeau en leur permettant de se procurer les intrants nécessaires pour accroître leur sécurité alimentaire et investir dans la conservation. Le déploiement de la stratégie sur la pauvreté et l'égalité des sexes a également donné lieu à un programme de stages pratiques pour les diplômés sur le terrain, avec 13 bourses de master pour effectuer des recherches en utilisant les données produites par le projet. En outre, 62 écoles secondaires ont été engagées dans le programme d'écologisation des écoles par l'intermédiaire de clubs environnementaux et les jeunes locaux ont participé à la mobilisation pour la campagne technologique.



NIGERIA

Un alignement stratégique majeur avec le projet a été avec le Réseau pour la Promotion des Agricultrices (WOFAN) qui se relie à la vaste base de connaissances du réseau sur la SLM. Le projet a organisé deux sommets au niveau des États visant la participation des parties prenantes des produits alimentaires, notamment les décideurs, les institutions financières, les meuniers, les négociants en produits agricoles et les Projets de Développement Agricole (ADP) des États.

Les résultats de ces sommets comprennent la mise en place de plateformes

d'innovation et l'avancement des chaînes de valeur interétatiques des produits alimentaires de base dans les sept États participant au projet. L'un des liens essentiels établis lors du sommet organisé entre Abuja et Nasarawa était un accord entre les producteurs et les meuniers de riz et d'arachides.

L'accord vise à créer une relation d'agriculture contractuelle durable entre les producteurs et les acheteurs à grande échelle, ce qui permettrait à terme d'ouvrir des marchés pour les agriculteurs, améliorant ainsi les relations tout au long des chaînes de valeur des cultures ciblées.



ÉTHIOPIE

Le projet engage actuellement des experts en genre dans le développement d'un outil d'aide à la décision sensible au genre, qui permet de suivre facilement la gestion durable des ressources naturelles. L'outil permet de démontrer clairement les indicateurs socio-économiques qui ont des changements sensibles au genre, dans la gestion des ressources naturelles, pendant la durée du projet. Il facilite également la formulation de réponses efficaces en matière de gestion des ressources naturelles (par exemple, projets, programmes et politiques) et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable en Éthiopie de manière plus générale.

L'outil garantit l'intégration de la dimension de genre tout au long du

suivi et de l'évaluation (S&E) des projets ou programmes de gestion des ressources naturelles, et par la suite. En fin de compte, il permet au projet d'évaluer et de mesurer clairement les progrès accomplis vers l'égalité des sexes et les contributions à la réalisation des ODG.

En outre, la stratégie nationale d'intégration de la dimension de genre dans l'économie verte et résistante au climat permet également d'obtenir des résultats plus équitables pour les hommes et les femmes dans le cadre du projet. Les équipes de district chargées de l'égalité des sexes ont organisé des formations sur l'intégration de la dimension de genre, en incluant des membres clés de la communauté au niveau du paysage, afin de créer une meilleure compréhension des questions de genre.



Formation en matière de genre

Lors du troisième atelier annuel du RFS en mars 2019, une session de formation a été organisée sur les Approches de Transformation du Genre et les Paysages Résilients. Co-dirigée par l'ICRAF et le Secrétariat du FEM, les objectifs de la session étaient les suivants:

- i. Renforcer une compréhension commune du cadre permettant de traiter la question du genre dans les RFS; et
- ii. Partager les expériences liant le genre et l'environnement à travers les pays et les projets du IAP.

La session a débuté par un aperçu de la nouvelle politique du FEM en matière de genre et de l'approche de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La nouvelle politique se concentre sur les synergies entre les efforts de lutte contre la dégradation de l'environnement et ceux visant à remédier aux inégalités entre les sexes, et vise à catalyser les projets susceptibles de concrétiser un impact environnemental plus important grâce à des approches et des résultats tenant compte de la dimension de genre.

La présentation a également évoqué la manière dont la dimension de genre est intégrée dans l'ensemble du cycle de projet du FEM, en soulignant la nécessité de disposer d'indicateurs et de mesures spécifiques pour rendre compte sur la sensibilité du projet à la dimension de genre, en particulier dans trois domaines:

- Accès et contrôle des ressources naturelles;
- Prise de décision et le leadership en matière d'environnement; et
- Accès aux avantages et services socio-économiques.

La deuxième partie de la session était destinée à présenter le concept d'approches transformatives de genre (GTA) et pourquoi celles-ci sont nécessaires pour aborder certaines des questions de genre concernant la restauration et la résilience des paysages. Après une brève discussion sur les problèmes et les caractéristiques des GTA, la présentation a introduit un exemple de la manière dont ce type d'approche peut être intégré dans des projets de restauration plus importants, basé sur une expérience dans le nord du Ghana.

Les messages clés pour les équipes nationales étaient les suivants:

Les activités visant à restaurer les terres et à accroître la résilience dans les pays du Sahel doivent s'attaquer de manière significative

aux normes de genre qui:

- iii. Restreindre la participation des femmes à la prise de décision et aux avantages qui en découlent; et
- iv. iSous-évaluer le rôle des femmes dans le paysage et dans les systèmes de subsistance des ménages.

La lutte contre les stéréotypes sexistes et les écarts entre les genres ne peut être considérée comme un accessoire des interventions techniques, mais comme une exigence essentielle pour obtenir des résultats durables.

Il existe des approches innovantes qui peuvent être intégrées dans les initiatives de restauration en cours avec certaines exigences minimales, comme le fait de disposer de capacités adéquates dans l'équipe pour l'analyse de genre, les méthodes participatives et pour soutenir les discussions communautaires autour de questions sensibles.

CADRE DE SUIVI DU GENRE

Un cadre de suivi de l'égalité du genre a été développé par l'ICRAF en collaboration avec CI, comprenant l'identification d'indicateurs pour évaluer les progrès du programme en termes de:

- 1 Accroître le pouvoir de décision et la représentation des femmes des zones rurales;
- 2 Atteindre un équilibre équitable de la charge de travail; et
- 3 Promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des hommes des zones rurales.

Le cadre prend en considération cinq dimensions clés du genre:

- 1 Prise en compte de la dimension de genre dans la mise en œuvre
- 2 Participation équitable des hommes et des femmes à la prise de décision au niveau de l'exploitation agricole, de la communauté et des politiques;
- 3 Effets sur le travail et le temps (équilibre équitable de la charge de travail);
- 4 Accès et contrôle des ressources (y compris l'information, les services de vulgarisation et les technologies);
- 5 Accès et contrôle des revenus et des avantages - autonomisation économique.

Ce mini cadre a ensuite été intégré dans le cadre global de suivi et d'évaluation dirigé par Conservation International (CI), fournissant des conseils aux projets nationaux sur l'intégration de la dimension de genre.

Cofinancement de l'échange de connaissances pour l'intégration de la dimension de genre dans le nord du Ghana

En 2018, l'ICRAF a facilité l'échange de connaissances et d'enseignements entre les parties prenantes de différents projets de recherche et de développement travaillant dans des zones communes au nord du Ghana, notamment le projet RFS du Ghana (SLWM), l'Interface Forêt-ferme d'Afrique de l'Ouest (WAFFI), une initiative financée par le FIDA, et le projet Regreening Africa financé par l'UE.

Près de deux douzaines de représentants d'agences de développement ghanéennes se sont réunis dans la ville de Bolgatanga le 13 novembre 2018 pour un atelier de formation sur les dynamiques sociales et de genre et leur importance pour l'amélioration de la résilience et des moyens de subsistance. Ce fut l'occasion de rassembler les gens pour trouver des moyens d'intégrer et de promouvoir pleinement les questions de genre et leur transformation en projets, dans un contexte de restauration des terres à l'interface forêt-agriculture.



Stella Basefeli, participante à l'atelier, travaillant avec Ana Maria Paez, Spécialiste du Genre de l'ICRAF (au centre) et Sabine Nadembèga de WAFFI (à droite) sur le dessin d'un "homme idéal".





Ressources utiles en matière de genre utilisées par les projets nationaux



Directives pour Promouvoir l'Egalité des Genres dans les Projets et Programmes du FEM

<https://www.thegef.org/sites/default/files/publications/GEF%20Guidance%20on%20Gender.pdf>



Outils pour l'Egalité des Genres et l'Inclusion: Recherche Participative sur le Changement Climatique et l'Agriculture

https://cgospace.cgiar.org/bitstream/handle/10568/45955/CCAFS_Gender_Toolbox.pdf?sequence=7



Cours en Ligne Gratuit sur le Genre et l'Environnement

<https://www.uncclearn.org/open-online-course-gender-and-environment>



Le Genre Compte dans la Restauration des Paysages Forestiers: Un Cadre pour la Conception et l'Évaluation

<http://foresttreesagroforestry.org/gender-matters-in-forest-landscape-restoration-a-framework-for-design-and-evaluation/>



Dans une Mesure Égale : Guide de l'Utilisateur pour l'Analyse du Genre dans l'Agroforesterie

http://www.worldagroforestry.org/sites/default/files/ln%20equal%20measure_reduced.pdf

|112|



Résultats relatifs au Genre et à l'Environnement

“Les politiques nationales en matière de genre ne sont pas mises en œuvre et ne fonctionnent pas avec les politiques sur la dégradation de l'environnement. Il est nécessaire de transformer les normes et les institutions”

Feedback fourni par un représentant de projet national pendant la session de formation sur le genre lors de l'atelier RFS 2019 au Ghana.

Photo: © Neil Palmer (CGIAR)



Défis et leçons apprises

Au niveau national

NIGER

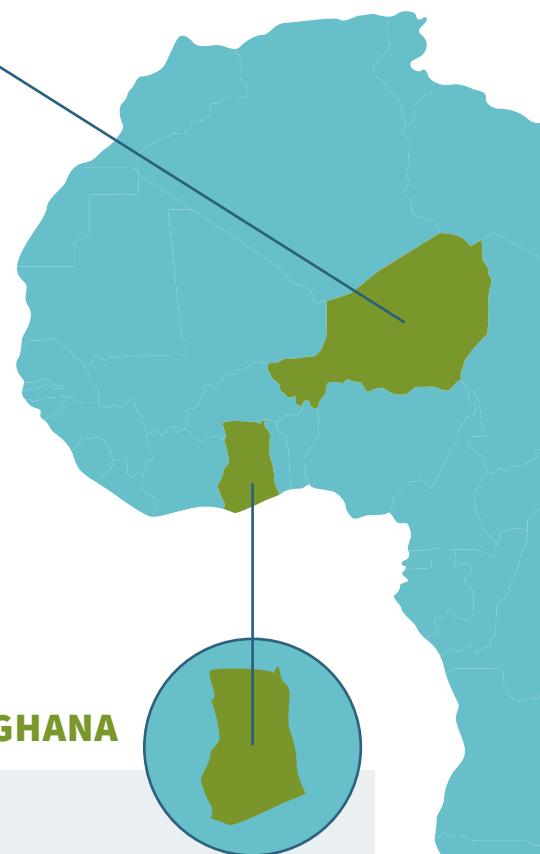
Leçons apprises

Leçons 1: Les principaux défis pour le succès du processus de restauration des terres sont i) le respect des normes de construction, ii) la sécurité foncière (statut des terres) et la fonctionnalité des structures de gestion (Associations d'Utilisateurs de l'Eau et Comités de Gestion) des sites récupérés.

Leçons 2: L'implication des institutions scientifiques dans le suivi de l'impact permet : (i) la qualité et un suivi/évaluation des impacts écologiques "scientifiquement reconnu" et (ii) une communication efficace des avantages écologiques.

Leçons 3:

- Promouvoir la synergie des parties prenantes.
- Mettre à l'échelle les meilleures pratiques.
- Créer les conditions permettant d'atteindre le seuil d'impact sur la restauration des terres.
- Renforcer la biodiversité et l'adaptation au changement climatique.



Les défis et la manière dont ils sont relevés

- Une demande plus élevée de la part des communautés de projet que ce que le projet peut soutenir:** chercher un financement supplémentaire pour l'extension des projets ; promouvoir le financement communautaire innovant des programmes tels que le VSLA.
- L'impact apparent du projet est invisible,** en grande partie en raison de l'étendue des activités du projet sur le terrain, qui couvre plus de 12 districts.
- Brûlage annuel de la brousse:** création et entretien de ceintures de feu pour protéger les investissements du projet ; formation de volontaires pompiers communautaires et fourniture équipement de services de lutte contre l'incendie ; sensibilisation de la communauté à la prévention et à la gestion des incendies.
- Crues soudaines et longues périodes de sécheresse pendant la saison des pluies:** promouvoir le contrôle de l'érosion des sols et les technologies de collecte de l'eau sur le terrain.
- Insuffisance des prestataires de services de vulgarisation du gouvernement:** formation des agriculteurs principaux pour qu'ils fournissent des services de vulgarisation entre agriculteurs.
- Sentiment de lassitude vis-à-vis du projet/achat de soutien au projet:** sensibilisation soutenue/ l'exécution concrète des projets.
- Histoire du ressentiment dans l'établissement de CREMA :** montrer le visage de l'ONG/Impliquer des leaders éminents ou bien connus dans la communauté.



UGANDA

Les défis et la manière dont ils sont relevés

Début tardif de la mise en œuvre lié à:

- Retard dans la signature des instruments d'engagement entre la MAAIF et les partenaires, notamment l'OPA
- Lenteur du processus de planification et du transfert de fonds aux partenaires responsables
- Connaissance limitée des systèmes d'engagement avec les partenaires régionaux pour soutenir le projet

Comment le problème est traité:

- Signature rapide de l'OPA
- Organiser une planification conjointe et un examen mensuel des progrès réalisés
- Interphase accrue avec l'Unité de Coordination Régionale pour l'orientation

BURUNDI

Les défis et la manière dont ils sont relevés

Le changement climatique et les maladies qui en découlent (BXW, chenille légionnaire, strie de manioc, PPR, etc.)

- Promouvoir les cultures à cycle court et à haut rendement dans de petites zones à forte valeur nutritive et marchande (maraîchage) ; y compris avec accès aux serres.
- Formation sur la lutte biologique intégrée.
- Développement des PME sur les conseils en matière de lutte biologique intégrée.

Des procédures administratives pour l'acquisition de biens et de services qui sont souvent longues avec des risques pour la réalisation des résultats attendus en temps voulu

- Anticiper les commandes
- Simplifier les procédures
- Conscience des décideurs

Les différences dans les structures de propriété foncière des ménages compromettent les chances de développer des pratiques agro-silvo-zootecniques résilients à la sécurité alimentaire

- Encourager les communautés à travailler ensemble et à rassembler leurs terres

Niveaux régional et global du programme

UN PROGRAMME, MAIS DES CONTEXTES DE DÉMARRAGE, DES CAPACITÉS, DES BESOINS, DES PROCESSUS ET DES CALENDRIERS DIFFÉRENTS PAR PROJET:

dans d'autres cas, les fonds du FEM pour le programme ont été utilisés pour compléter des initiatives existantes. Par conséquent, si quelques projets disposaient déjà d'équipes et de structures adéquates pour commencer à être mis en œuvre à la mi-2017, lorsque le programme a été officiellement lancé, d'autres n'ont pu lancer correctement les activités que plusieurs mois plus tard.

1



De nombreux projets ont été affectés par des retards liés aux processus de démarrage de base, tels que la finalisation et la signature des

accords, le décaissement et l'utilisation des fonds, le recrutement des équipes de gestion et l'achat d'équipement.

2



La structure complexe du projet du Centre Régional s'est d'abord révélée assez difficile pour la fourniture en temps voulu d'un soutien technique aux projets nationaux de la RFS:

- Avec 7 accords (ou sous-accords) requis pour l'engagement de tous les partenaires, une part limitée du budget du projet régional et différentes règles institutionnelles à suivre, le Centre est devenu opérationnel relativement tard (vers mi-2018).
- La collaboration entre les institutions

peut être difficile entre les partenaires qui fournissent la même composante, car les collègues des différentes organisations n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble auparavant, et avaient parfois des vues et des attentes différentes sur les responsabilités et les stratégies pour obtenir des résultats.

- Les partenaires du Centre auraient été mieux placés pour soutir les pays de la RFS si le projet régional avait pu commencer avant les projets nationaux.



3



Le partage des connaissances et des expériences entre les pays, et parfois l'échange d'informations de base et la communication régulière avec l'Unité de Coordination du Programme (PCU) peuvent souvent être difficiles, étant donné le haut niveau d'autonomie des projets et les différentes normes institutionnelles suivies par ceux-ci. Il n'existe pas de modèle de rapport ou de calendrier unique, par exemple, adopté par tous les projets.

- Plusieurs efforts ont été faits par le PCU pour aborder les communications internes et la collaboration inter-projets facilitée par des éléments clés, tels que le site web du Systèmes Alimentaires Résilient; les mises à jour des médias sociaux; le flux mensuel de bulletins internes, de bulletins externes et d'articles sur le site web; une série de brèves sur les connaissances; ainsi que le nombre accru de sessions de formation et d'ateliers organisés ou soutenus par les partenaires du Centre.

4



Le suivi de l'impact global du programme au moyen d'un système commun de suivi et d'évaluation a été une entreprise complexe, même avec le soutien d'un groupe consultatif technique (TAG) spécialisé dans le suivi et l'évaluation, constitué en 2017. De par leur conception, les projets adoptent différents outils, cadres et méthodologies de suivi, ce qui rend parfois impossible l'agrégation et l'analyse des données au niveau des programmes régionaux.

- La mise au point d'une méthodologie commune à adopter par tous les pays pour le suivi de la sécurité et de la résilience alimentaires, par exemple, aurait probablement amélioré la collecte de

données de base et la qualité des rapports pour évaluer les principaux effets attendus du programme dans la région.

- La PCU a redoublé d'efforts pour traiter cette question, notamment grâce au travail en cours d'un spécialiste du S&E, à l'intensification des échanges avec les équipes nationales et les partenaires, à l'organisation d'un atelier dédié au S&E avec les points focaux techniques des pays et des partenaires, ainsi qu'au développement d'un système commun en ligne pour améliorer l'accès à l'information et la visualisation des résultats pour toutes les parties prenantes du programme.

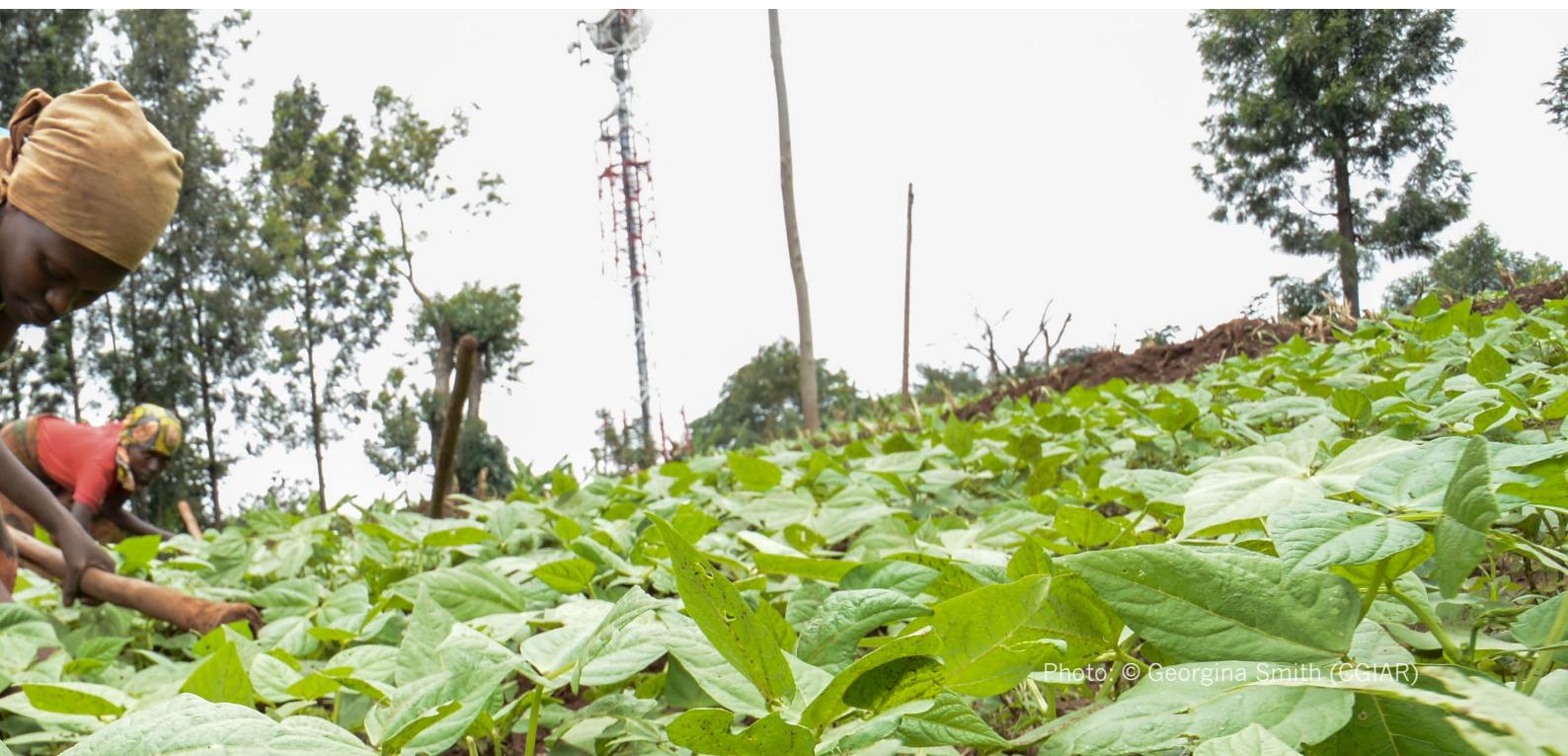


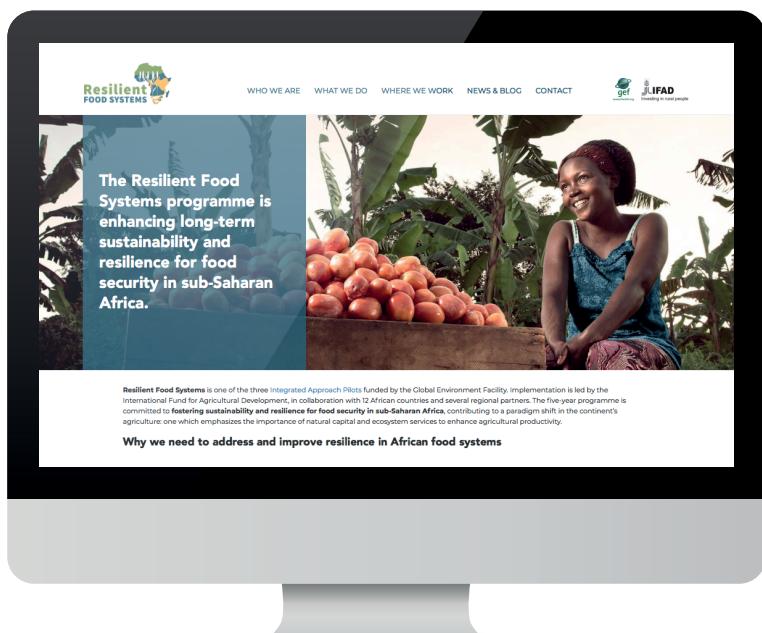
Photo: © Georgina Smith (CGIAR)



Gestion des connaissances et communication

SITE WEB DU PROGRAMME

www.resilientfoodsystems.co



Le site web du programme sert de source centrale de visibilité extérieure, où l'on peut trouver des contacts et des informations détaillées sur les projets nationaux et les ressources publiques pertinentes.

BLOG DU SITE WEB



IFAD and Resilient Food Systems partners hold side event at UNCCD COP1...

OUR NEWS

September 26, 2019

From 2 to 13 September 2019, the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) held the 14th session of the Conference...

[Read More](#)



UNIDO and IFAD adopt a circular economy approach to transform agro-val...

OUR NEWS

November 04, 2019

The agriculture sector in Senegal is extremely vulnerable to environmental degradation and climate change. Composed largely of dr...

[Read More](#)



RFS Ethiopia conducts project review workshop and field visit in Dugna...

PROJECT UPDATES

October 06, 2019

The RFS Ethiopia project seeks to enhance the long-term sustainability and resilience of food production systems in six regions of...

[Read More](#)

MÉDIAS SOCIAUX



ResFoodSystems

Tom Kiptien from the Vital Signs Data Programme trains M&E focal points on using remote sensing technologies to help RFS country teams...

[View Profile](#)



ResilientFoodSystems

Non-Governmental Organization (NGO) in Nairobi, Kenya

Working in 12 countries in Africa and linked by a central hub unit, it is enhancing long-term sustainability and resilience. Lead by @IFAD and funded by @GEF

[View Profile](#)



ResilientFoodSystems

Working in 12 countries in Africa and linked by a central hub unit, it is enhancing long-term sustainability and resilience. Lead by @IFAD and funded by @GEF

[View Profile](#)

MONTHLY EXTERNAL NEWSLETTER

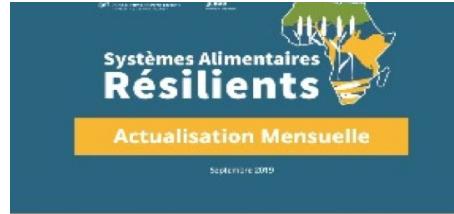


Welcome to the Resilient Food Systems (RFS) Newsletter.

This month: Read about the key themes and activities that are occurring across the twelve RFS country projects in Resilient Food System's new

MONTHLY INTERNAL BULLETINS

En Français et en anglais distribués à des projets de pays internes et des points focaux de partenaires hub.



Bienvenue à l'Actualisation Mensuelle de Systèmes Alimentaires Résilients (SAR).

Le présent bulletin fournit un résumé détaillé des activités et réalisations du programme. Chaque mois, nous partagerons les principales informations des douze projets et hub du SAR. Des informations détaillées sont également disponibles sur le site Web du SAR. Les partenaires et les hub peuvent également accéder à ces informations et des présentations des activités par les hub dans les deux langues officielles de la Coordination du Programme (KICP).

Gestion des connaissances et échange d'apprentissage

SÉRIE DE CONNAISSANCES - BASÉE SUR QUATRE THÈMES PROGRAMMATIQUES



South - South Learning
Exchange visit between Uganda and Kenya Country Projects

Key learning focus areas for the Uganda country project

Resilient Food Systems - ICRF tour and meetings with the Programme Co-ordination Unit

3ème atelier FEM-IAP-FS
12-15 mars 2019, Bolgatanga, Ghana

PORTAIL DES CONNAISSANCES

Thèmes des projets:

- Pays
- Centre Régional
- Bibliothèque de Ressources Outils
- Banque d'Images
- Soumettre une Ressource



- [www.resilientfoodsystems.co](http://resilientfoodsystems.co)
-  **ResFoodSystems**
-  **ResilientFoodSystems**

Soutenu par:



Dirigé par:



Investir dans les populations rurales

En partenariat avec:

